



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

	<u>Pages</u>
<u>AU FIL DES JOURS</u>	
Chronologie des évènements du mois de janvier 1973	3 à 25
<u>ACTUALITE</u>	
A propos de la poliomyélite	26
Détournements et banditisme en Algérie	27
Récupération des richesses nationales ou valorisation du capital ?	28
Une société nationale : la S.O.N.I.C.	29
Santé	30
Egypte : une situation révolutionnaire	31
Tremblements de terre à Managua	33
Les gosses dans la rue : ce n'est pas un problème particulier	33
La presse internationale et le 10ème anniversaire de l'indépendance	35
<u>TEMOIGNAGES</u> ... sur le service national, les pénuries, le mécontentement	39
<u>SITUATION DES MASSES</u>	42
<u>Dossier IDEOLOGIE DOMINANTE</u>	
Slogans du "Séminaire de la pensée islamique"	50
L'arabe par la radio	52
4 Khotbas	54
<u>EN VRAC</u>	60

LES ENSEIGNANTS DU SUPERIEUR ET LA "REVOLUTION AGRAIRE"

A la suite du mouvement revendicatif qui a agité l'Université d'Alger (voir numéro 39), la riposte est venue de Boumédienne lui-même. Ce dernier, au cours d'une réunion avec les étudiants a fait remarquer l'absence des enseignants. Il les a appelés *"instamment à s'engager dans la bataille de la révolution agraire"* qui semble-t-il a besoin du soutien de *"l'élite pensante"* que le pouvoir *"tient pourtant en haute estime"*.

Au même moment, la radio annonçait la création à l'université d'Oran d'un comité de soutien de la révolution agraire animé par des enseignants.* La question était alors posée *"à quand des comités semblables à Alger et à Constantine ?"*

La création d'un tel comité ne semble pas poser de difficultés pour Constantine où l'université est dominée par des éléments pro-pouvoir ; par contre à Alger, à travers cette manoeuvre c'est la section syndicale qui est menacée.

D'ores et déjà, les révisionnistes de service s'affairent pour mettre en place un tel comité, désirant par là mettre dans une situation inconfortable les personnels enseignants et administratifs qui organisèrent les marches du mois dernier.

En effet, si un comité n'est pas créé, on aura vite fait de taxer les récalcitrants de réactionnaires, d'alliés des féodaux. Mais, s'ils acceptent sa mise en place, alors on aura beau jeu d'étouffer les revendications en alléguant *"une mobilisation"* pour la *"révolution"* et fustigeant l'égoïsme des personnels mécontents.

A L'OCCASION DE LA FETE DE LA SONATRACH

Les théâtres et les cinémas de la ville ont été réservés au personnel de la SONATRACH. Des drapeaux flottent partout, des banderolles dans les stations et pompes à essence *"24 février, date historique pour l'indépendance économique de notre pays"*.

Toute cette propagande sert à faire croire à ceux qui travaillent là-dedans qu'ils sont privilégiés et à leur apprendre à mépriser ce qui n'est pas de la *"maison"*.

Tout est fait sur le plan matériel pour cela. Ainsi, les avantages sont :

- allocations familiales 40 DA par mois et par enfant
- allocation de 150 DA si la femme ne travaille pas
- aide-logement : 130 DA
- indemnité de transport, prime de nuit et d'équipe : 200 DA.

Les travailleurs des autres sociétés nationales sont touchés par ces inégalités. Ainsi à la S.N.S., les allocations sont de 24 DA par enfant, pas d'indemnité pour la femme (15 DA pour l'autogestion, dans le privé, ni assurance, ni allocation familiale, aucun avantage). En outre, *"souvent, les salaires sont payés avec du retard jusqu'à 3 ou 4 mois."*

Les travailleurs de la S.N. METAL *"revendiquent la prime de nuit comme les ouvriers de la SONATRACH. Ils ont menacé de faire grève si cette prime n'est pas accordée. Ils sont allés chez les délégués (caporalisés) de l'U.G.T.A. Ils n'ont rien obtenu. Les directeurs et les contremaîtres sont eux-mêmes délégués."*

Ils se sont alors adressés à l'Inspection du Travail. La réponse : *"il n'y a rien dans la législation du travail qui dit que le travail de nuit est majoré. Je ne peux rien pour vous mes frères."*

Les ouvriers donnent alors l'exemple de la SONATRACH. Le directeur répond : *"Si la SONATRACH est riche, nous, nous n'avons pas de moyens !"*.

Il n'y a pas eu de grève, car les travailleurs de nuit sont minoritaires. Réaction : beaucoup quittent la société purement et simplement. Les autres insultent oralement le directeur de la SN. METAL. Surnon : SN. Misère !.

* composé de 8 membres dont 6 coopérants.

AU FIL DES JOURS...

algerie

PENETRATION IMPERIALISTE

31.12.72 et 1.1.73. - Retour du Colonel CHADLY de Moscou où il a eu "des entretiens avec certains responsables soviétiques dans le cadre de la coopération bilatérale."

1.1.73. - Nouvelles Economiques

Prêt de 15 millions de dollars (75 millions de DA) à la S.N.S.

Un consortium bancaire comprenant la First Bank of Chicago, la Chemical Bank, la First National City Bank (toutes trois américaines), la Lloyds and Borsa International Bank, l'Arab Bank Limited, la Midland Bank Limited et la Banque Royale du Canada doit accorder un prêt de 15 millions de dollars à la S.N.S.

Ce prêt est octroyé pour sept ans à un taux d'intérêt élevé. Ce consortium a été mis sur pied par la First Chicago Limited, filiale londonienne de la banque américaine First National City Bank, qui avait déjà pris la tête il y a quatre mois d'un groupe qui avait accordé un prêt de 25 millions de dollars (125 millions de DA) à l'Algérie.

--

La République Fédérale Allemande a prévu de fournir une aide à l'Algérie au titre de 1972. Cette aide porterait sur 70 millions de marks (125 millions de DA). Les pourparlers doivent avoir lieu pour fixer les modalités de cette aide. Trois projets ont été soumis aux Allemands par les Algériens.

Rappelons que la République Fédérale Allemande, malgré sa politique anti-arabe, est

obligée de se faire une place sur le marché arabe. Ainsi, depuis 1971, date de reprise des relations diplomatiques, l'Allemagne n'a cessé d'avancer ses pions dans notre pays, bien que sur le plan politique son hostilité aux Arabes n'ait fait que s'affirmer de plus en plus alors que son soutien à Israël reste total.

8.1.73. - La livraison de gaz naturel Algérien en France via l'Espagne est de nouveau à l'étude. Une réunion de travail groupant les représentants de Gaz de France et de la Société Espagnole du Gaz devait se tenir à Alger. Les travaux préparatoires entrepris par G.D.F. en 1962 pour un pipe-line sous-marin Mostaganem-Carthagène vont être repris et chiffrés. Affaire jugée rentable à priori par les intéressés. (Le Point n° 16).

--

L'usine de liquéfaction de gaz de Skikda entre en production. Les travaux avaient commencé en 1969. Conçue par la société française Technip et réalisée avec C.E.M. S.P.I.E. Batignolles et C.M.P., cette usine est présentée comme la plus importante du monde dans l'industrie du gaz naturel. Les brevets utilisés appartiennent à Technip Air Liquide. La société Exxon qui utilise en Lybie un procédé voisin connaît des difficultés techniques.

A pleine capacité, l'usine traitera 4 milliards et demi de m³ de gaz par an. Une partie sera exportée en France, par Gaz de France.

Notons que Gaz de France a prévu un programme d'extension de ses installations, notamment en ce qui concerne le transport et le stockage du gaz algérien.

1,3 milliards d'investissements sont prévus. Sur ce total, 29 % seront consacrés

au transport, 57 % à la distribution, etc. De nouveaux réservoirs de stockage doivent être prévus "pour s'adapter à la structure de nos approvisionnements du fait de la grande régularité d'enlèvement de gaz imposée par cette structure." (Usine Nouvelle n° 9).

12.1.73. - Signature d'un contrat entre la S.N.C.F.A. et les sociétés Carel-Fouche Languepin et Fracorail pour l'acquisition de 35 voitures à l'usage des voyageurs.

Le représentant de la Société Francorail devait préciser "l'intérêt accordé par sa société à cette affaire en faisant part des conditions très avantageuses consenties."

Parmi les 35 voitures, 12 sont de première classe et cinq mixtes avec bar. "Il est utile de rappeler que dès le mois d'avril prochain, la S.N.C.F.A. commencera la réception de 23 autorails commandés à la société italienne FIAT."

13.1.73. - Protocole d'accord signé entre la SONACOME et la firme allemande DIAG sur la réalisation d'une usine de fabrication de machines agricoles à Bel-Abbès "la plus importante du genre au Maghreb, couvrant une superficie de 60 ha, elle emploiera 1800 ouvriers permanents." On n'indique pas le montant du contrat.

14 et 15.1.73. - Un accord sur la réévaluation et la révision du projet "Algérie 32" a été signé le 13.1.73. entre le représentant de la P.N.U.D. et le directeur des relations extérieures au Ministère du Commerce.

Projet d'implantation d'une antenne de la SONAREM à Aïn Sefra (Saïda). "Il semble en effet, d'après de premiers essais, que cette région du sud de la wilaya de Saïda dispose d'importantes réserves de minerais."

Un volume de 47 055 tonnes de marchandises a transité par le port de Mostaganem au cours de novembre 1972. Au chapitre des exportations de vin, 149 456 hectolitres de vin ont été expédiés vers l'U.R.S.S. et 142 422 vers divers pays d'Europe.

D'autre part, la quantité d'agrumes exportée s'est élevée à 4.860 tonnes.

Les importations : 9 327 tonnes, composées de sucre, engrais et produits divers.

15.1.73. - Nouvelles Economiques - Prêt de la banque Export-Import des U.S.A. à la Banque Algérienne.

La Banque Export-Import a accordé un prêt de 12,85 millions de dollars (64,25 M. de DA) à la Banque Algérienne de Développement pour financer, aux U.S.A., l'achat des biens et services nécessaires au projet d'irrigation de la Bouamoussa (irrigation de 14 925 ha).

La banque "Manufactured Hanover Trust Company" de New York a accordé pour le même projet deux prêts totalisant 17,73 millions de dollars. Les équipements américains, pour ce projet, sont estimés à 28,56 millions de dollars. Le projet sera réalisé par la société DRAGO de Pittsburg pour le compte du Ministère des Travaux hydrauliques.

Prêt de la Lloyds Bank à l'Algérie

La Lloyds Bank vient d'ouvrir un crédit de 10 millions de livres (120 M. de francs) à la B.A.D. (Banque Algérienne de Développement) en vue de l'achat de biens d'équipement britanniques.

Des tirages pourront avoir lieu sur cette somme au cours des quatre prochaines années pour régler jusqu'à 85 % du montant des commandes. L'intérêt annuel est de 6 %. Le remboursement est étalé sur cinq ans. Les commandes doivent être passées au cours des deux prochaines années.

Convention financière Algéro-française

La B.N.P. et la B.A.D. ont signé une convention portant sur un montant non publié, destiné à financer les importations algériennes en France.

16-17.1.73. - En réponse à un message de félicitations de Boumediène à l'occasion du 50ème anniversaire de l'U.R.S.S. les dirigeants russes souhaitent "consolider et élargir l'amitié et la coopération entre nos peuples." Et au peuple algérien "De nouveaux succès dans la voie du développement socialiste."

19.1.73. - Arrivée à Alger de deux navires appartenant à la société "Prudential Lines" et battant pavillon américain. Ils ont débarqué des camions en provenance des Etats Unis et destinés à la SONATRACH.

Inaugurant la nouvelle ligne C.N.A.M. Alger-Côte ouest de l'Afrique, le navire "Ibn Sina" est arrivé à Dakar un mois après son départ d'Alger. Ce qui n'a pas empêché le journal "Le Soleil" de Dakar

d'affirmer que cette ligne "aidera à réduire les distances."

La SONATRACH annonce la construction d'une usine de liquéfaction de gaz près d'Alger.

21.22.1.73. Les relations Algéro-Bulgares

Le Comité Mixte Algéro-Bulgare a tenu sa 8ème session en présence de YAKER et NEDER, ministre bulgare du commerce extérieur. Le comité a constaté que "la balance des échanges a atteint 18 millions de dollars au cours de l'année 1971 pour arriver à 20 millions de dollars au cours de l'année suivante." (Soit 90 millions et 100 millions de DA environ, alors qu'en 1970 elle n'était que de 35 millions de DA)

YAKER a affirmé, de son côté, que les révolutions industrielle et agraire en Algérie contribuent au développement des échanges entre les deux pays.

L'Algérie importe des produits agricoles et des biens d'équipement et aussi des techniciens (900) dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des travaux publics.

L'Algérie exporte vers la Bulgarie du pétrole et du vin essentiellement pour 80%, le reste étant constitué de produits de confection, textiles, chaussures, etc ...

A l'issue des entretiens, un protocole d'accord a été signé pour 1973.

Sur l'invitation de Belaïd ABDESLEM, le ministre d'Etat Séoudien du Plan et du Pétrole effectue une visite en Algérie.

23.1.73. Smaïl MAHROUG, ministre des finances a reçu les ambassadeurs d'Autriche et de Suède à Alger, tandis que Rabah BITAT, chargé des Transports, a reçu les ambassadeurs d'U.R.S.S. et d'Allemagne Fédérale.

Ces réceptions sont qualifiées de "visites de courtoisie". Par contre, Yaker, Ministre du commerce, a reçu l'ambassadeur d'U.R.S.S. pour lui parler des "relations entre les deux pays."

Le départ des experts bulgares a été l'occasion de révéler que les accords entre

l'Algérie et la Bulgarie porterait le niveau des échanges à environ 40 millions de dollars (soit 200 millions de DA) et qu'un crédit de 40 millions semble avoir été accordé par la Bulgarie.

24.1.73. Le Centre d'Etudes Industrielles du Maghreb (C.E.I.M.) a tenu un séminaire à Tanger en présence de représentants des trois pays maghrébins et de représentants de l'O.N.U.

Ce centre fonctionne dans le cadre d'un accord signé entre les pays du Maghreb et le P.N.U.D. (Fonds des Nations Unies pour le Développement) en 1968.

"Ce qui caractérise en particulier ce séminaire, c'est l'examen des problèmes inhérents à la réalisation des projets industriels multinationaux."

Au niveau maghrébin, outre le C.E.I.M., il existe un Comité permanent consultatif maghrébin (C.P.C.M.) et une Banque d'Informations Industrielles.

Parmi les problèmes abordés à ce séminaire figurent entre autres l'étude des perspectives d'exportation et la recherche des moyens de financement.

25.1.73. Une Société du groupe des Charbonnages de France, la COPLAC, va entreprendre avec la Caisse Centrale Algérienne de coopération économique, l'étude de l'implantation d'une usine de tissus enduits au Kroubs dans la région de Constantine. La production initiale annuelle prévue est de 3 millions de mètres destinés à couvrir les besoins des usines de montage d'automobiles.

La S.E.R.I. Renault Engineering et la Sonatrach viennent de livrer, clés en mains, une usine de PVC (Polyvinyl chlorure) à la Société Nationale des Eaux Minérales. La capacité de production de l'usine est de 10 millions de bouteilles de un litre et demi qui seront utilisées à l'embouteillage de l'eau de la source de Saïda. (El Djeich n° 116).

Deux projets pour alimenter la R.F.A. en Gaz algérien.

Le groupe E.N.I. (Italien) a proposé aux trois sociétés allemandes intéressées par la fourniture de gaz algérien, la construction d'un gazoduc qui relierait Monfalcone, près de Trieste à Karlsruhe, via Kufslein situé à la frontière germano-autrichienne.

Ce gazoduc serait, selon l'E.N.I., d'un financement plus rentable que la construction d'un gazoduc entre Fos-sur-Mer et Karlsruhe (R.F.A.) et coûterait environ trois fois moins cher.

Ces projets de canalisation font suite au contrat passé entre la SONATRACH et un Consortium européen (France, Allemagne, Belgique) pour la livraison à l'Europe de 260 milliards de m³ de gaz naturel algérien (El Djeich, n° 16).

--

Le directeur des affaires politiques au Ministère Espagnol des Affaires Etrangères, Rodriguez PERRERO, s'est rendu à Alger. Sa visite s'inscrit dans le cadre des contrats périodiques entre les deux pays.

--

26.1.73. L'Office National des Pêches a reçu six chalutiers construits en République Démocratique Allemande. Ces six unités font partie d'une série de 20 qui doivent suivre.

Le même office avait déjà passé commande de 20 chalutiers du même type, mais construits par des chantiers navals espagnols.

28.1.73. "Swissgaz, distributeur helvétique de gaz, pourrait se joindre au Consortium de sociétés gazières européennes qui a récemment signé un important contrat avec la Sonatrach. Il souscrirait pour une quote-part annuelle d'un milliard de m³ pendant vingt ans." (Le Monde).

30.1.73. El Moudjahid fait le bilan des projets réalisés en Algérie par l'UNESCO dont le directeur général René MAHEU est arrivé à Alger.

- L'Ecole Polytechnique (d'El Harrach), mise en route en 1963. Elle forme environ 100 ingénieurs par an. (El Moudjahid oublie de signaler que cette école a continué l'ancienne Ecole d'Ingénieurs de Maison Carrée qui existait déjà du temps de la colonisation).

- L'Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Polytechnique (ENSEP) ouverte en 1970 à Oran. Elle n'est pas encore entièrement réalisée (prévision 1973).

- Formation de cadres de la Planification (depuis 1970).

- Expérience d'alphabétisation fonctionnelle en collaboration avec le Centre National d'Alphabétisation.

30.1.73. Une "Conférence Internationale sur l'application des méthodes et du système engineering au développement du pays" doit se tenir en mai 1973 à Alger.

Cette conférence est organisée par le Commissariat National à l'Informatique (CNI), la Fédération Internationale de Contrôle Automatique (IFAC) et la Fédération Internationale de Recherche Opérationnelle (IFORS).

Cette conférence, ("la première du genre" comme tout ce qui concerne l'Algérie) semble surtout avoir comme but la recherche de nouveaux moyens de pénétration impérialiste par le biais de l'informatique (rationalisation de la gestion, programmation d'emplois d'ordinateurs, le tout faisant appel aux techniques, techniciens et matériels impérialistes).

31.1.73. Une délégation conduite par Roman SECOUSKI, vice-ministre polonais de la Santé séjourne en Algérie. Le but de son voyage est la signature de l'accord de renouvellement de la convention de coopération et d'échanges, en matière de santé publique, entre l'Algérie et la Pologne pour l'année 1973.

POLITIQUE DU POUVOIR

30.12.72. Plus de 20 millions d'anciens francs détourné par un chef comptable de la S.N.S. en quelques jours. Ce dernier avait amorcé la construction d'une villa en se "débrouillant" près de 7 millions d'anciens francs en matériaux de construction qu'il se fit livrer, en usant

de son autorité, par les camions de la dite société.

--

La bourgeoisie algérienne expérimente un nouveau secteur d'activité : la production de miel. C'est ainsi que dans le Titteri,

43 000 ruches auraient été implantées, soit 43 % du total prévu dont 2060 remises à 260 fellahs, à raison de 10 ruches par paysan en moyenne. 10 ruches produisent annuellement, en moyenne environ 10kg de miel qui sera acheté à 15 DA le kilo au paysan. Les soins de toute une année amèneraient donc un salaire inférieur à 150DA par an.

31.12.72. Mise en place d'une infrastructure agricole dans la daïra de Sebdou (Tlemcen).

"Un centre de production de reproducteurs et une bergerie ultra moderne d'une capacité de 1000 têtes d'ovins ont été construits cette année dans le cadre du programme spécial." Ces aménagements sont évalués à 3 600 000 DA. La région n'étant pas à vocation pastorale, son choix viserait à créer "une coopération entre les agriculteurs du nord et les éleveurs du sud", à moins que l'Etat ne préfère tenir à l'écart les éleveurs du sud qui pourraient le gêner.

3.1.73. La culture du mûrier à Tlemcen.

La bourgeoisie est en train d'expérimenter la sériculture dans la région de Tlemcen. La culture du mûrier devrait atteindre 1000 ha cette année, d'après El Moudjahid et, déjà, une petite filature produit 10 kg de soie à l'heure. On prévoit même un complexe qui, à son démarrage, compterait 1000 ouvriers.

El Moudjahid donne la raison de ce soudain intérêt de la bourgeoisie algérienne pour la sériculture "C'est un moyen nouveau de rentabilité".

Electrification en Algérie

Faisant l'éloge des programmes spéciaux de Tlemcen et Saïda, El Moudjahid du 5.1.73. conclut : "Il serait logique d'avancer à l'an 1990 l'électrification, non seulement des villes et villages de notre pays, mais de toutes ses campagnes."

Mais, deux jours plus tard, il revient sur l'article : "La direction de SONELGAZ insiste sur le fait que le rythme des réalisations d'électrification de villages doit être fixé par le gouvernement et qu'elle ne saurait, pour sa part, reprendre les dates avancées dans notre article ... On ne peut en déduire une électrification totale du pays pour 1990." Ce procédé, pour tromper les masses, est maintenant classique dans la presse algérienne. On étale des mensonges à longueur de page pour séduire

les lecteurs crédules, quitte lorsque c'est trop gros, à revenir dessus par la suite.

4.1.73. Programme Spécial de Sétif.

Incapable de fournir du travail aux jeunes, le pouvoir tente de les occuper. En effet, parmi les projets de réalisations "socio-éducatives" on trouve :

- une maison de la Culture à Sétif
- deux foyers d'animation de la jeunesse
- sept stades scolaires, quatre salles d'E.P.S. à Sétif
- 10 stades ruraux.

Et Moudjahid : "A noter que les projets d'exécution des dix stades ruraux ont connu ces derniers temps un ralentissement dans les travaux. Cela est dû à des contraintes matérielles."

Ces retards sont la règle en Algérie, où, dès que les fonds sont encaissés, les entrepreneurs abandonnent le chantier. Il n'est qu'à se reporter à El Moudjahid pour s'en convaincre : chaque jour des mises en demeure de reprise des travaux sont publiées.

Au cours d'une réunion du Comité National des Prix, le 22 décembre 1972, Layachi YAKER, Ministre du Commerce, a indiqué une liste de produits indispensables dont les prix seront unifiés et taxés dès le début de 1973 à travers tout le pays.

Cependant, la pénurie de ces mêmes produits ne pourra que s'aggraver puisque, selon YAKER "l'Algérie continuera à accorder la priorité dans ses importations aux biens d'équipements nécessaires à son développement économique."

C'est ainsi que, sur les 10 milliards de DA prévus pour les importations, plus de 75 % seront consacrés aux biens d'équipements.

Aux masses populaires, le ministre promet que "la politique d'austérité adoptée par l'Etat sera reconduite en 1973, dernière année du Plan quadriennal."

5.1.73. Agriculture à Zériba (Bouïra).

La commune d'Ahl-El-Ksar compte 22 000 ha environ, dont 7206 ha cultivés. Sur ces 7206 ha, 5500 appartiennent à 1974 paysans soit moins de 3 ha chacun et 835 ha sont exploités par le "Commissariat de mise en valeur."

Devant la "situation de ces 1974 fellahs qui, par manque de moyens techniques et

financiers, avaient toujours un faible rendement, suffisant à peine à les nourrir.", le commissariat de mise en valeur a installé un comité agricole avec des "méthodes modernes". "En vertu de l'application de la révolution agraire, le dit comité est reconverti en coopérative de production, comprenant 16 attributaires pour 273 ha. Cette coopérative est dotée de machines agricoles et chaque attributaire perçoit une prime mensuelle de 150 DA."

En fait de "révolution" agraire, on ne voit pas quel sera l'impact de cette coopérative sur les 1974 paysans pauvres, mis à part le fait de les prolétarianiser davantage, en créant à côté d'eux une unité de production plus moderne.

6.1.73. Culture du tabac à Sétif.

La S.A.P., en finançant cette culture, essaie d'amener les paysans à la pratiquer, mais, en contrepartie, ces travailleurs "sont tenus de vendre la totalité de la récolte à la Société Nationale des Tabacs et Allumettes par le biais de la S.A.P." (El Moudjahid). Les prix sont, bien sûr, fixés par cette dernière.

Selon El Moudjahid "avec l'implantation pour Bedjaïa seulement d'un combinat de transformation du bois, dont l'investissement s'élève à 50 millions de DA (projet complètement achevé), d'une usine de costumes et imperméables, d'un complexe de jute, d'une unité de montage de grues de la SN. METAL et de diverses unités artisanales, l'effort d'industrialisation trouve, avec ces réalisations, tout son sens." C'est-à-dire la recherche de la rentabilité en accentuant le chômage. En effet, le premier projet porte sur le traitement de 28 000m³ de bois importé d'Afrique ou d'U.R.S.S.

Malgré l'énormité des investissements, il n'emploiera que 300 ouvriers. Ceci, théoriquement, car, en réalité, seule une équipe de 160 ouvriers est actuellement utilisée.

Il en est de même pour les autres projets. L'usine de la SN. METAL, qui ne prévoit que 350 ouvriers, l'usine de confection 350 également et, enfin, le complexe de jute avec 1051 salariés, dont 5 cadres supérieurs, 67 ingénieurs et techniciens, 61 agents de maîtrise et 41 employés administratifs. Conclusion d'El Moudjahid "Plus de 3000 emplois nouveaux seront disponibles. Le chômage disparaîtra à jamais."

On prétend ainsi éliminer le chômage de

toute une wilaya en créant 3000 emplois dont la plupart ne sont que fictifs, ou ne concernent pas la main-d'oeuvre locale. On contribue, en fait, à aggraver le chômage car de telles déclarations vont faire affluer vers Bedjaïa toute la main-d'oeuvre de la campagne et accentuer ainsi le phénomène de destruction des campagnes et de prolétarianisation des masses.

9.1.73. Dans une interview, Abdallah KHODJA, Secrétaire d'Etat au Plan, reconnaît que : "malgré les décalages dans les mises en production, malgré les perturbations liées à la bataille du pétrole ...", les effets à court terme du Plan "auraient pu être meilleurs en rapport avec les moyens importants que nous avons mobilisés." Ainsi, "des progrès importants restent à faire dans le sens d'une meilleure maîtrise des techniques, d'une meilleure productivité, d'un abaissement des coûts."

Le Plan, en fait, n'est pas un Plan car il signale "une forme d'indiscipline ... essentiellement des entreprises nationales : des projets et équipements lancés en marge de la démarche de planification".

Cela n'empêche pas les déclarations démagogiques "Nous escomptions, à l'époque de sa confection, une amélioration de 265000 emplois non agricoles et, aujourd'hui, on peut raisonnablement espérer qu'ils dépasseront 300000 emplois."

Même si ce chiffre était vérifié, il ne répondrait pas à la demande des 400 000 hommes et des 400 000 femmes apparus sur le marché du travail pendant la période du Plan quadriennal.

10.1.73. A l'occasion du 1er anniversaire de la "révolution" agraire, "le C.N.R.A. envisage déjà les prochaines opérations. Les réunions vont à nouveau se succéder à un rythme de plus en plus soutenu." (El Moudjahid).

Il serait intéressant de compter le nombre de réunions consacrées par le pouvoir depuis 1962 à la réforme ou "révolution" agraire. Il doit dépasser, de loin, les superficies touchées par ces opérations.

Le pouvoir s'intéresse de plus en plus à Tamanrasset où un "laboratoire de recherches minières fonctionnera avec 18 ingénieurs, 50 techniciens supérieurs et plus d'une centaine d'ouvriers spécialisés et personnel administratif." Il est aussi prévu un complexe touristique et, enfin,

un projet qui doit, selon El Moudjahid, transformer la région: un pipe-line Tamanrasset - Annaba !

La C.N.E.P. annonce qu'elle accordera des prêts cette année pour la construction ou l'achat de logements. Double but de l'opération : attirer les capitaux privés et faire bénéficier la bourgeoisie de certains avantages. "Pour pouvoir prétendre à ces prêts, il lui est nécessaire d'avoir souscrit un compte d'épargne depuis plus de 36 mois ... et avoir acquis sur son compte des intérêts égaux ou supérieurs à 350 DA ... Seules les personnes disposant d'un terrain à bâtir peuvent prétendre à un prêt."

"A l'intention des épargnants dont les livrets d'épargne ont été souscrits entre le 1er janvier 1970 et le 1er janvier 1971, ils pourront bénéficier de prêts après le mois de janvier 1974."

On reçoit l'épargne de tous, mais on ne prête qu'aux riches !

11.1.73. Un cadre comptable à la coopérative des céréales d'Alger détourne 150 000 DA en quelques semaines.

"Depuis son ascension ... on le trouvait souvent en galante compagnie dans les cabarets du littoral ... Chacune de ses soirées se soldait par un débit moyen de 1500 DA.."

Pour El Moudjahid, "C'était une affaire comme une autre, une affaire de détournement de fonds, un crime économique, à cause d'une femme."

14-15.1.73. Une unité gérée par la SOALCO à Relizane emploie 14 ouvriers permanents et une soixantaine de saisonniers. "L'apport de machines modernes s'est accru, dépendant, durant l'année 1972." Pourtant, l'usine ne fonctionne toujours pas à un rythme normal. Elle a, en effet, réalisé 1851 tonnes de conserves de tomates, 69 t. d'oranges, 36 t. de figes, 84 t. d'artichauts et 77 t. d'abricots, alors que ses capacités sont de 200 t. pour les oranges, 60 pour les figes et 150 pour les artichauts.

14 au 20.1.73. "Algérie-Actualité"

Le Marché d'intérêt national.

Pour lutter contre les pénuries dues, semble-t-il, à "l'inadaptation des circuits de distribution des produits agricoles et la main-mise de spéculateurs sur cette activité" l'O.F.L.A. propose de nationaliser

le commerce de gros et d'augmenter sa part dans le commerce de détail. Les détaillants, quant à eux, ne seront pas éliminés, mais approvisionnés (c'est-à-dire contrôlés) par l'O.F.L.A. qui propose qu'on lui affecte les Halles pour qu'elle commercialise la production de l'autogestion et du privé. Pour les consommateurs, cela se traduira certainement - augmentation du nombre d'intermédiaires - par une augmentation importante des prix.

D'autre part, toujours pour "enrayer les pénuries" un projet "qui existe depuis bien avant l'indépendance" a été mis à jour. Il concerne la création d'un "marché d'intérêt national" qui doit remplacer à la fois les Halles centrales, les deux abattoirs, la poissonnerie et qui doit, en plus, assurer l'approvisionnement en épicerie, quincaillerie et autres articles de bureau.

Cette unité dont les travaux de construction débuteront en 1974 ne sera équipée que vers 1976.

Quand même lucide, l'auteur de l'article conclut : "les conséquences de distorsions qui caractérisent la distribution des produits de première nécessité continueront à se manifester jusqu'à cette date."

Notons qu'en début d'année, il y a eu pénurie de tomates. Elles ont atteint le prix de 3 DA le kilo, les pommes ont été vendues à 8 DA le kilo.

19.1.73. 2ème Plan quadriennal.

Les chefs de service de la Planification économique des différentes wilayate se sont réunis avec Abdallah KHODJA, secrétaire au Plan. Ils ont examiné différents problèmes concernant le second plan, mais n'ont pas fait allusion au bilan du premier Plan par lequel il serait logique de commencer.

La "ville d'Oran hérite pour son futur plan (d'urbanisme) un espace de plus de 4 ha, ce qui, en matière d'urbanisme est plus que considérable." L'auteur de cette citation, Mustafa MOHAMMEDI aurait pu s'épargner le ridicule de la dernière appréciation, car 4 ha cela fait au plus un paté de maisons (200 m x 200 m).

21-22.1.73. Le navire "Ibn Rochd" lancé à Hambourg sur les chantiers de la "Schlichtingwerf".

Ce navire destiné au transport de marchandises diverses (grain notamment) et jau-

geant 7 500 tonnes est le second d'une série de quatre commandés par la C.N.A.N. (Compagnie Nationale Algérienne de Navigation). Le premier l'"Ibn Badis" relie l'Algérie à l'Europe du Nord, quand aux deux derniers, ils auront pour nom : "Ibn Battouta" et "Ibn Siradj".

27.1.73. La culture de l'arachide a été introduite depuis 1972 dans la commune de Guémar (Oued Souf). El Moudjahid qui donne l'information ne fournit pas de précision supplémentaire.

30.1.73. Le Conseil National Economique et Social a clos ses travaux qui ont commencé le 24 octobre dernier et avaient pour objet l'étude de rapports sur la préparation du second plan quadriennal (1974-1977).

1 400 534 tonnes de marchandises diverses ont été exportées par le port de Bedjaïa durant le mois de décembre 1972.

Voici le détail :

- hydrocarbures	990 628 t.
- minerais de fer	12 200 t.
- soutes	1 001 t.
- caroube	472 t.
- capres	89 t.
- agrumes	67 t.

Les importations qui se montent à 13 689t se répartissent ainsi :

- ciment	3 440 t.
- bois	2 379 t.
- hydrocarbures	2 750 t.
- gaz	1 701 t.
- produits chimiques	1 470 t.
- huile	542 t.
- cuivre	536 t.
- coton	408 t.
- comestibles	369 t.

Ces chiffres sont donnés par El Moudjahid. Il semble qu'il faille les prendre avec réserve, car il donne par ailleurs le chiffre de 118 222 tonnes pour le volume de marchandises ayant transité par le port (peut être s'agit-il ici de tonneaux jaugés par les navires ayant passé par le port).

El Djeich, janvier 1973.

La SONAMA (Société Nationale de Manutention) n'emploiera plus que des dockers permanents appointés mensuellement.

Les dockers occasionnels actuels vont-ils devenir des professionnels, comme le pré-

tend El Djeich ? Il semble qu'ils seront tout simplement licenciés. En effet, l'article souligne que *"la politique de recrutement massif qui était pratiquée par les acconeurs privés avant la création du monopole ne peut plus être admise en Algérie où toutes les énergies sont mobilisées pour édifier un pays juste et prospère."*

En tout cas, les *"retards dans les embarquements ou les débarquements"* que signale la revue et qu'elle explique par la vétusté du matériel sont à relier aux mouvements de grève et de mécontentement des dockers qu'on nous signale par ailleurs.

31.1.73. BOUMEDIENNE a terminé une série de réunions avec les cadres de l'A.N.P. Ces réunions, dont le contenu n'a pas été divulgué (du moins par El Moudjahid) ont rassemblé depuis plusieurs jours au Ministère de la Défense Nationale : le secrétaire général du ministère, les chefs des régions militaires, le commandant en chef de la gendarmerie, le commandant de l'académie interarmée, le commandant de secteur d'Alger et les directeurs des services centraux du Ministère.

REVOLUTION AGRAIRE

16-17.1.73. MAAMAR FARAH, dans un encadré sur la révolution agraire donne à celle-ci un objectif : *"il s'agit d'une tentative de faire de l'Algérie un pays moderne et prospère où seul le travail fera la différence entre les Algériens."*

Objectif qui ne sera pas difficile à atteindre puisque déjà réalisé et faisant actuellement la différence entre travailleur exploité et misérable et bourgeois oisif et enrichi.

L'article est intitulé *"le printemps de la révolution agraire"* mais il se termine par cette phrase *"Mais, le véritable printemps de la révolution agraire est pour l'été 1973."*

El Moudjahid signale la distribution de 320 titres dans le Souf. Ces attributions concernent des palmiers (Deglet Nour) à 110 km d'El Oued. L'origine des terres distribuées n'est pas mentionnée. Il est seulement dit que la révolution agraire a transformé la localité en une vaste palmeraie. Les attributaires qui bénéficieront

chacun de 80 à 100 palmiers ont été exhortés à être conscients des *"efforts consentis par le pouvoir révolutionnaire pour le bien être de tous."*

Une prime d'installation a été allouée aux attributaires ; elle se monte à ... 100 DA.

19.1.73. Quatre centres ont été prévus pour accueillir les étudiants volontaires de la révolution agraire de l'Université de Constantine pendant les vacances intersemestrielles: Herouana (Aurès), El Ancer (El Milia), Boulhili (Aïn M'Lilaz) et Djebel Ouch.

Parmi les tâches des éventuels volontaires: reboisement, contact avec les paysans, enquêtes médico-sociales, organisation de vieilles cultures, projection de films.

El Moudjahid fait allusion à des difficultés que pourraient rencontrer ces étudiants sans préciser lesquelles.

L'ONAMA de Tlemcen a des problèmes avec le matériel agricole car *"il est très difficile, voire même impossible, de trouver des pièces détachées pour les engins qui tombent en panne."* ce qui est aggravé par le *"nombre sans cesse croissant de véhicules qui tombent en panne."*

L'Amicale aurait versé, le 16 octobre 1972, 200 000 DA, soit 20 millions d'anciens francs, pour le Fonds de Solidarité de la Révolution Agraire. El Moudjahid explique que celle-ci a pour objectif de tarir les sources de l'émigration.

20.1.73. A Sidi Maarouf, dans la daïra de El Milia, 50 fellahs reçoivent des titres d'attribution (et non des terres) portant sur un total de 100 ha., (2 ha par fellah, ce qui est considéré comme insuffisant pour faire vivre une famille).

Dans la commune d'Amizour, les bénéficiaires de la révolution agraire sont au nombre de 43 répartis en 3 coopératives couvrant une superficie totale de 219 ha. L'une d'entre-elles la ccoopérative "Merdj-Ou-Amame" porte bien son nom, car ses terres sont inondées chaque année par l'Oued Soummam. Quant à la seconde phase de la révolution agraire, elle est aussi achevée dans cette commune puisque les agents-recenseurs des terres privées ont terminé leur travail.

Les bénéficiaires de la révolution agraire de Tissemsilt (Tiaret) sont utilisés pour

une action de reboisement portant sur 5000 ha. 3 millions de plants ont été mis "à leur disposition".

Un nouvel abattoir réalisé à Batna dans le cadre du programme spécial des Aurès sera inauguré dans un mois. Il aura coûté 2 900 000 DA., soit plus d'un quart de milliard ancien !

Campagne semaille-labours

Les responsables se félicitent des résultats de la campagne, **pour**tant les chiffres ne sont pas extraordinaires.

Sur 3 181 476 ha visés, on n'a semé que 2 547 483 , soit 79,3 % et encore, les résultats sont-ils plus mauvais pour les wilayate de Constantine (50 %), Annaba (70 %) et Alger (70 %).

D'un autre côté, le chiffre global amalgamé des terres du secteur socialiste aux terres de la révolution agraire et à des terres privées. Or, sur les 3 181 476 ha visés, seuls 869 670 concernaient le secteur socialiste (niveau de réalisation 89,5 %). Le reste dépendant pour une faible part de la révolution agraire 236 747 ha (réalisation à 74,7 %) et, pour la plus grande part du privé, soit 2 115 059 ha (réalisation à 73,8 %).

21-22.1.73. Une centaine de coopératives et de groupements de la réforme agraire auraient été créées dans les daïrate de Annaba, Souk Ahras, El Aouiret et Aïn Béïda. Elles portent essentiellement sur des terres non irriguées.

En ce qui concerne les chiffres annoncés par El Moudjahid, le numéro du 21-22.1.73 est révélateur du procédé utilisé. En effet, on parle de 15 coopératives s'étendant sur 9 216 ha, ce qui semble important Mais, dans les surfaces "attribuées" figure souvent une partie importante (plus de 50 %) constituée de broussailles et qui est à "mettre en valeur", mais qui permet néanmoins de grossir les chiffres globaux.

23.1.73. El Moudjahid consacre une page entière à la révolution agraire dans la wilaya de Saïda. Sous le titre *"lorsque les exploités se succèdent"* le reportage de Zoubir Souissi nous apprend qu'il y a en tout et pour tout 732 attributaires pour la wilaya.

24.1.73. A l'occasion de la réunion commune Commission Nationale de la Réforme

agraire - Walis présidée par BOUMEDIENNE, l'éditorial du Moudjahid laisse percer quelques problèmes.

Dans la wilaya d'Alger, à cause des "*carcans administratifs du système bancaire*" les attributaires n'ont encore perçu aucune avance sur les profits. Ceci donne au journaliste l'occasion de lancer une pointe contre le "centralisme bureaucratique" de la période Ben Belliste "*qui a failli étouffer l'autogestion naissante*" pour faire l'éloge du pouvoir actuel, qui en 1965, "*redonnait vie aux unités socialistes et remédiait à un malaise dangereux.*"

D'un autre côté, le journaliste dit qu'une question revenait "*derrière la cascade de chiffres que présentait chaque wali : 'les attributaires ont-ils bien compris la révolution agraire ?'*", ce qui l'amène à constater que l'action d'explication dans certaines wilayate "*a piétiné.*"

Ces deux "difficultés" révèlent, en fait, le fond de l'opération révolution agraire d'un côté, opération démagogique conçue comme sans lendemain ; de l'autre, méfiance des masses rurales (que tous les témoignages confirment) à l'égard des initiatives d'un pouvoir que l'expérience de dix ans d'indépendance leur a appris à apprécier et dont ils n'attendent plus rien de bon.

--

Dans le numéro du 29.1.73, El Moudjahid publie un supplément sur la révolution agraire : "Bilan 1972 - Perspectives 1973"

--

Au séminaire d'Oran sur la coopération, a été posé le problème de l'information des paysans. Plusieurs propositions ont été faites (notamment postes de télévision) pour en venir à celle qui consiste à faire acheter à chacun un transistor. Un "brigadier du recensement" pose cette question révélatrice : "*qui pourrait obliger les fellahs à écouter cette émission tous les midis.*"

On ne peut en effet empêcher celui qui ne se sent pas concerné par cette propagande de tourner le bouton du poste. La brochure bilingue est aussi écartée pour la même raison et pour une autre : c'est qu'il faudrait alphabétiser le fellah. On ne retient finalement que la seule solution possible pour le pouvoir (elle est proposée par le Wali et tout le monde se range à son avis) : "*le contact direct.*"

C'est, en effet, le seul moyen de forcer le paysan à être présent (au moins physiquement) aux séances de propagande gouvernementale.

25.1.73. Clôture de la réunion C.N.R.A., - Walis, BOUMEDIENNE a prononcé une allocution pour tirer quelques conclusions.

Selon lui, la première étape de la Révolution agraire est terminée (mise en place des organismes bureaucratiques). Mais, "*Comparativement à ce que nous devons entreprendre au cours de la prochaine étape, le travail que nous avons fourni durant la première étape représente peu de choses.*"

La prochaine étape doit toucher la propriété privée en commençant par "*membres des organes d'exécution afin qu'ils soient à même de répondre aux critères d'application.*" Il existe donc des "responsables" chargés de la révolution agraire, mais qui sont eux-mêmes absentéistes ou gros possédants !

Quant au volontariat des étudiants, BOUMEDIENNE y voit un moyen de "*combattre les esprits bureaucratiques et bourgeois qui font leur apparition dans certains milieux*"

Il annonce, par ailleurs, que les pâturages et les forêts vont être pris en main pour "*y créer un système quelconque d'exploitation.*"

Suit une promesse : celle de faire des travailleurs saisonniers de nouveaux attributaires de la Révolution agraire. BOUMEDIENNE en profite d'ailleurs pour se donner le beau rôle en faisant remarquer que personne n'avait abordé le problème de ces travailleurs.

Et, il termine par un nouveau mot d'ordre : renouveler la révolution ! Sans doute pour la rendre conforme aux intérêts des classes exploiteuses.

Notons, au sujet de cette réunion, qu'El Moudjahid en a profité pour créer tout un personnage à BOUMEDIENNE auquel, comme à un prince, les Walis sont venus faire leur rapport. (El Moudjahid du 29.1.73).

La brosse à reluire est ici une politique : elle tente de donner plus d'éclat à "l'aspect progressiste" du pouvoir. Faut-il en déduire que cet aspect est menacé d'éviction ?

APPAREILS REPRESSIFS

5.1.73. Réunion du Conseil de la Révolution et du Gouvernement pour étudier le Code du Travail.

Réunion de la Commission Nationale Consultative pour examiner un avant-projet de Code Civil.

6.1.73. BOUMEDIENNE préside une réunion de travail au siège du Parti.

Renouvellement de plusieurs sections syndicales à Aïn Sefra.

13.1.73. Dans El Moudjahid, cette annonce :

"Le Ministère des Postes et Télécommunications porte à la connaissance des administrations et Entreprises que M. SOUFI Mohamed, fonctionnaire ... est actuellement recherché ... à la suite d'un abandon de poste."

16-17.1.73. A propos de la gestion socialiste des entreprises, une interview d'un responsable de la SN. METAL, société pilote choisie pour rôder la nouvelle forme de gestion, nous apprend que les textes d'application de l'ordonnance du 16 novembre 1971 sont encore attendus.

D'autre part, dans la SN. METAL elle-même plusieurs unités (Hamiz, Génie civil, Annaba, ex-Corvalt) n'ont pas élu leur assemblée de travailleurs.

DOMINATION IDEOLOGIQUE

29.12.72. La jeunesse préoccupe toujours le pouvoir : *"Le programme '73" pour la jeunesse ... permettra au cours des vacances scolaires, de soustraire à la rue et à ses dangers, des milliers de jeunes."* (El Moudjahid).

Plutôt que de les en soustraire, il serait préférable de ne pas livrer les jeunes à la rue. *"C'est parce que le pouvoir est conscient des problèmes de la jeunesse qu'il a instauré le service national."* Conscient des problèmes de la jeunesse ou du danger qu'elle représente ?

--

Volontariat - Depuis quelque temps, et,

20.1.73. La section U.N.F.A. d'Oran organise un séminaire sur la révolution agraire à partir du 22.1.73.

21-22.1.73. Le 4ème Congrès de l'U.G.T.A. aura lieu du 2 au 6 avril 1973. Ce congrès sera *"placé sous le signe de la révolution agraire et de l'organisation socialiste des entreprises."*

23.1.73. Présidant la réunion des commissions nationales du Parti du F.L.N. des différentes wilayate, BOUMEDIENNE s'est préoccupé des *"efforts déployés par le Parti en vue d'attirer les cadres nationalistes et les éléments intellectuels."* Ceci semble confirmer l'échec de la campagne d'adhésion menée par le Parti du FLN, qui se trouve quasiment réduit aux permanents rémunérés.

24.1.73. Un symposium maghrébin s'est ouvert sur *"l'organisation scientifique du travail et les ordinateurs."* avec au programme :

- l'O.S.T. (Organisation Scientifique du Travail) qui est l'étude des moyens permettant d'accélérer les cadences et d'augmenter ainsi la productivité et l'exploitation de la classe ouvrière.

- la gestion par ordinateur.

Le tout placé sous le signe du "concept d'efficacité".

--

"1972 a été particulièrement fertile en activités diplomatiques qui se sont tra-

duites par la visite de nombreux chefs d'Etat des pays frères et amis qu'a reçue l'Algérie ainsi que les voyages officiels du Président BOUMEDIENNE en Tunisie et en Guinée et son périple africain ... Alger a également abrité en 72 le 8ème Congrès arabe du pétrole, le 2ème Congrès des ministres arabes de la jeunesse et le premier festival de la jeunesse arabe." (El Moudjahid).

On pourrait s'étonner de trouver ce bilan des actions menées par le pouvoir "révolutionnaire", dressé par l'A.P.S., dans un article consacré à la "révolution agraire" mais pas si l'on considère que pour les plumitifs du pouvoir la révolution agraire vise à "toucher le paysan dans sa mentalité et remuer son "moi" conscient, enterré depuis des générations dans des profondeurs complexes creusées par l'alliance savamment dosée d'une dépossession et d'une dépersonnalisation." (El Moudjahid).

Fin de la visite du "chef de la diplomatie" mauritanienne Hamdi Ould Moulenass, avec un communiqué commun sur la situation au Sahara Espagnol. La bourgeoisie algérienne serait intéressée par une ouverture sur l'Atlantique pour accentuer le pillage des richesses nationales.

Pose de la première pierre du lycée "Bologhine" par BOUMEDIENNE. Ce lycée, destiné à "l'enseignement originel" doit accueillir 2 000 élèves, ce qui porterait, d'après El Moudjahid, le nombre des étudiants dans ce domaine à 20 646.

L'enseignement originel en Algérie, parent pauvre de l'Education Nationale, est destiné en premier lieu aux enfants du peuple, sur qui le pouvoir veut accentuer son emprise idéologique. Il n'est, pour le constater, que de considérer les nombreuses lettres des lecteurs relatant un manque de professeurs en arabe.

Le 29.12.72., c'est au tour de jeunes scouts réunis dans un "camp-école" des scouts musulmans algériens de Tlemcen à être envoyés travailler au "village-pilote" de Aïn Nehala et le 30.12.72, les ouvriers d'une coopérative de tissage de Tlemcen leur ont succédé.

3.1.73.- Volontariat.

Un camp de volontariat a été clôturé dans

la daïra d'El Kola "par une remise d'attestation de participation à tous les stagiaires" et peut être pour trouver de nouvelles recrues, un président de conseil communal des scouts a été nommé. "Cette opération entre dans le cadre de la structuration des mouvements de jeunes."

A propos toujours du volontariat, un journaliste d'El Moudjahid note qu' "En fait, nous assisterons à des méthodes classiques de travail qui ne sont pas faites pour arranger les choses. On ferait mieux de se pencher sur le plus important et le plus sérieux ... On pourrait aussi faire de petites opérations, mais réussies."

Le plus important et le plus sérieux n'est pas pour notre plumitif le problème des millions de chômeurs, mais la façon d'exploiter au mieux la main-d'oeuvre que constituent les jeunes "volontaires".

6.1.73. Les deux délégations de la commission mixte ORTF-RTA se sont réunies et "ont passé en revue l'ensemble des questions intéressant les deux organismes en matière de coopération technique et d'échange de programmes ... Il sera fait appel à la collaboration de la RTA pour mieux faire connaître les réalités algériennes " en France et ailleurs.

Nous voyons la nature de cette collaboration en analysant le débat qui a eu lieu à la télévision française avec la participation de BEDJAOUI, ambassadeur algérien à Paris.

BEDJAOUI souligne qu'il y a en France deux marchés du travail absolument distincts, vu que les emplois occupés par les Algériens sont refusés par les Français. Il relève, d'autre part, que le taux d'hospitalisation des travailleurs étrangers est de deux à six fois supérieur à la moyenne, vu les conditions de travail et que les Algériens sont défavorisés dans les prestations familiales et le logement.

En fait, décrivant cette situation bien connue des émigrés, BEDJAOUI oublie de dire que le responsable est le pouvoir algérien qui, par sa politique, a provoqué le développement de l'émigration et qui profite, pour sa part, (et entre autres) de la différence de taux des prestations familiales en France et en Algérie.

L'émigration algérienne est à l'ordre du jour. El Moudjahid "L'exemple de l'émi-

gré attributaire de terres (de la révolution agraire) n'est-il pas édifiant en lui-même ? Cela s'est vu dernièrement dans la wilaya de Sétif. Des compatriotes forts de leur formation professionnelle en exil n'ont-ils pas rejoint la SONACOME et la SNS ?". Mais, "le retour immédiat n'est pas pour sitôt et il ne faut pas perdre de vue qu'un contingent de 25 000 Algériens se rend encore chaque année en France travailler."

Un industriel algérien s'est proposé de construire une maison de trois pièces à Aïn Nehala pour l'un des bénéficiaires de la révolution agraire, en ... envoyant ses ouvriers à une journée de volontariat.

11.1.73. A propos du chômage et de l'émigration, El Moudjahid précise "dans certaines régions du pays, les offres d'emplois restent sans réponse, partout le chômage a régressé, de plus en plus de travailleurs émigrés regagnent le pays pour occuper les emplois qui leur sont offerts."

Pourquoi le contingent de ceux qui partent ne diminue-t-il pas ? Cela, El Moudjahid ne le dit pas.

12.1.73. Toujours à propos de l'émigration.

"L'idéal sur un autre plan serait de couper le robinet de cette main-d'oeuvre "exploitable et corvéable à merci" ... Arrêter l'hémorragie des forces productives, des forces de travail : la révolution agraire en a tant besoin." Sur le plan culturel, les émigrés sont livrés à "des disques aliénants (cela va de Remiti à Mazouni), des films abêtissants (de Mangala, fille des Indes aux jérémiades de Farid El Attrach en passant par "Zorro" et "Tarzan"). (El Moudjahid).

Les émigrés ne sont malheureusement pas les seules victimes, car, en Algérie aussi, les masses souffrent de ces moyens d'abêtissement. Mais, là, c'est le pouvoir "révolutionnaire" qui a le monopole de la vente d'alcool et de la distribution des westerns et autres zorros.

14 au 20.1.73. "Algérie-Actualité"

Une conférence nationale de l'émigration algérienne en Europe s'est tenue à Alger les 12-13 et 14 janvier 1973.

Selon "Algérie-Actualité", son thème principal était celui de la réinsertion de l'émigration qui "a atteint son importance actuelle après l'indépendance." Mais, cette réinsertion ne pourra intervenir "qu'une

fois l'économie de l'Algérie édiflée, une fois les différents Plans nationaux concrétisés."

Cela n'est donc pas pour bientôt.

En réalité, pendant que les "conférenciers dissertaient sur les "Algériens contraints de prendre le chemin de l'exil à la recherche d'un emploi qu'ils n'avaient pas trouvé chez eux", le gouvernement algérien menait des pourparlers avec l'Allemagne pour augmenter les contingents d'émigrés.

16-17.1.73. L'Aïd El Adha a été l'occasion pour El Moudjahid de consacrer "l'excellence" de BOUMEDIENNE. En effet, celui-ci se fait présenter les voeux des ministres, des ambassadeurs et des "cadres de la Nation". Mais, surtout, le journal cite les messages de voeux à BOUMEDIENNE venant de l'étranger. La plupart sont simplement mentionnés (tel celui de Sadate). Mais, ceux qui émanent des rois ou des princes (Hassan II, le Chach d'Iran, Gustav Adolf de Suède ...) sont cités intégralement, car BOUMEDIENNE y est traité "royalement".

A l'instar des visites des chefs d'Etat, voilà une utilisation de la religion pour créer un personnage pour BOUMEDIENNE.

Devant les 300 cadres de l'Amicale, réunis à Alger du 12 au 14 janvier, BOUMEDIENNE a préconisé la création d'un Office culturel pour l'émigration. Ceci pour se garantir des "dangers qui guettent nos enfants résidant en Europe et coupés provisoirement des réalités culturelles nationales."

Se rendant compte que l'émigration échappait à son influence idéologique, le pouvoir cherche donc à se doter d'appareils qui pourraient le renforcer et empêcher les jeunes émigrés d'avoir d'autres perspectives que celles qu'il leur trace.

Avant que cette office ne soit créée, El Moudjahid signale l'existence de conseillers pédagogiques, chargé de surveiller les centres d'arabisation de l'Amicale en France. Ces centres sont regroupés en quatre régions :

- Paris, Orléans, Nancy.
- Lille, Rouen, Belgique.
- Lyon, Besançon, Suisse.
- Marseille, Bordeaux.

La méthode employée serait la méthode "semi-globale" à partir des manuels édités en France.

"Mais, tous les efforts déployés restent insuffisants au regard des besoins exprimés." On peut se demander si la création

d'un Office, c'est-à-dire la création de postes pour un certain nombre de bureaucrates permettra à l'Amicale de vaincre ses difficultés qui ne sont pas matérielles, comme tente de le faire admettre El Moudjahid, mais politiques : elles sont en effet liées à la désaffection des émigrés à l'égard d'une organisation du pouvoir.

Une campagne est organisée du 22 au 27.1.73 dans les Ecoles primaires pour les élèves de 6ème et de 7ème, pour les orienter dans le choix de leurs études futures.

Cette campagne, patronnée par le Bureau d'Information sur les Etudes et Carrières (B.I.E.C.) sera menée sous forme de leçons sur les thèmes :

- l'école a un double but : donner accès à la culture et préparer à la vie professionnelle.

- Qu'est-ce que la hiérarchie professionnelle et comment s'y élève-t-on ?

- Exerce-t-on un métier pour être heureux ? Pour gagner de l'argent ? Pour être bien considéré ?

- Les métiers de bureau.

SPORTS

Les jeux africains de LAGOS permettent de flatter l'orgueil national en exhaltant les succès (et les médailles) des athlètes algériens.

19.1.73. Service National

120 logements construits par les jeunes du Service National à Ksar-El-Boukhari ont été attribués le 18.1.73. La publicité faite autour de l'évènement tente de justifier le service national en le présentant comme la contribution de la jeunesse à l'oeuvre d'édification nationale. Cet exemple est proposé aux autres organisations de jeunes "afin que les potentialités des forces vives du pays ne se perdent pas". Autrement dit, pour utiliser de la main-d'oeuvre gratuite.

SPORTS Les 3ème Jeux Afriains auront lieu à Alger en 1978.

21-22.1.73. La Medersa d'El Eubbad de Tlemcen qui date du 12ème siècle et qui est

considérée comme un ancien lieu d'enseignement des sciences, des lettres et de la théologie va être restaurée. Seront aussi restaurés le palais du roi Abou Hassan El Maouni et la Mosquée de Sidi Boumedienne, datant tous deux du 13ème siècle.

23.1.73. La première commission du 2ème Plan quadriennal a découvert un nouveau facteur au secteur éducatif : "la notion de composante morale et spirituelle de l'enseignement."

Au cours d'une réunion de travail, Taleb Ahmed, ministre de l'information, a souligné l'importance dans ce domaine de l'année 1973 "dernière année du premier Plan, celle de la préparation du deuxième Plan, l'année du renforcement de la révolution agraire et, enfin, l'année de la gestion socialiste des entreprises."

Autrement dit, une année de matraquage idéologique intense au lieu et place de réalisations concrètes.

A propos d'une séance de la commission nationale pour la gestion socialiste des entreprises, on rappelle cette phrase de BOUMEDIENNE : "Je connais particulièrement la situation des classes laborieuses : c'est pourquoi je répète que les succès de la révolution et de ses plans stratégiques sont les seuls garants de leur avenir."

On ne précise pas de quelle révolution il s'agit.

24.1.73. A l'Université de Constantine, après la tenue d'un séminaire sur "l'Objet et la méthode de l'économie politique" on a annoncé la prochaine ouverture d'un colloque sur "la formation sociale algérienne, son développement historique et sa stratégie de développement".

25.1.73. BEN YAHIA, ministre de l'enseignement supérieur a effectué les 11 et 12. 1.73. une tournée d'inspection à Constantine.

S'adressant aux étudiants de l'université, il a déclaré : "Je peux, d'ores et déjà, vous assurer que l'Université algérienne de 1980 aura la même valeur intellectuelle que l'Université d'une nation déjà en pointe."

Ainsi, le ministre ne cache pas ses inten-

tions de consolider l'idéologie du capitalisme dans l'université algérienne. Mais, cela ne semble pas convenir aux étudiants puisque Ben YAHIA lui-même a conclu "à la nécessité de transformer radicalement certaines mentalités qui ont encore cours dans l'université. Il a, en outre, constaté "le fait que les étudiants contestent certaines méthodes d'enseignement (ce) qui prouve qu'il existe une conscience politique à la base."

21.1.73. La campagne d'information menée auprès des élèves de 6ème et de 7ème année primaire, est l'occasion pour mettre en avant certains thèmes de la propagande du pouvoir.

Cette campagne se fait pendant les cours par l'explication de textes appropriés. En voici des exemples :

Dans un pays où règne le chômage "il y a un bonheur que seul le travail procure.

SITUATION DES MASSES

31.12.72 et 1.1.73. El Moudjahid parlant d'un centre d'accueil pour enfants défavorisés (surtout des orphelins) affirme que ce centre peut recevoir 82 enfants, mais "faute de place, 400 demandes (officiellement formulées) demeurent en souffrance"

2.1.73. La pêche à Bedjaïa.

A Bedjaïa où près de 350 familles ne vivent que du produit de la pêche "les fils de pêcheurs qui autrefois suivaient la carrière de leur père abandonnent de plus en plus ce "métier". "Entre Bedjaïa et El Aouina, plus de 1000 hommes sont réduits au bricolage à cause notamment du retard enregistré dans les paiements de leurs prestations familiales et sociales ... Les cotisations des pêcheurs, qui ont augmenté pour la 3ème fois, sont régulièrement versées aux établissements de protection sociale, mais les pêcheurs ne sont pas pour autant subventionnés." Une école d'apprentissage où les élèves après deux ou trois ans d'études deviennent "maître de pêche, sans spécialité aucune dans cette matière, a fermé ses portes pour causes matérielles. Le matériel qui s'y trouvait était transféré à la Marine Nationale."

Pensez au fellah admirant son champ de blé ou cueillant les premiers fruits de l'arbre qu'il a planté ; au technicien qui voit fonctionner la machine qu'il a conçue et patiemment réalisée."

Sous le titre "les métiers de l'agriculture" ce texte : "Le métier de fellah devient une spécialité où on travaille autant dans un bureau que dehors avec sa tête et ses bras."

Mais, ce ne sont pas les mêmes qui font les deux catégories de tâches, la première étant réservée aux fellahs du ministère de l'agriculture !

Mais, les dures réalités ne sont pas absentes, témoin cet extrait de texte (1ère leçon-type) :

"Sachez dès maintenant que ceux qui n'ont pas le C.E.P. et ceux qui échouent à l'examen d'entrée en deuxième année moyenne (ex 5ème) vont, pour la plupart, se retrouver dans la rue."

"Un projet d'implantation d'une usine de conserves à Bedjaïa a été abandonné. Les pêcheurs sont mécontents, car le poisson capturé en pleine saison est rejeté à la mer."

3.1.73. A propos de "l'ASSIHAR de Tamarrasset" El Moudjahid relève "quelques insuffisances" : "un fagot de bois coûte jusqu'à environ 40 DA, ce prix exorbitant trouve son explication dans la rareté du bois et suite dans la difficulté de trouver une bouteille de gaz, voire d'acheter un réchaud ... Pourquoi, nous dit-on, la SONATRACH n'approvisionne-t-elle pas Tamarrasset en bouteilles de gaz ? et la SONEL-GAZ en réchauds ?"

4.1.73. Un jeune de 18 ans et "trois lycéens de 15 à 18 ans, ces derniers appartenant à des familles qui, sans être dans l'opulence, vivaient d'une manière aisée ont attaqué à main armée une pharmacie de Dar-El-Béida.

Pour El Moudjahid, la responsabilité de l'acte de ces "trois jeunes lycéens au ventre trop plein" incombe aux parents, car à propos du père de l'un d'eux "il est

certain que c'est parce qu'il a gardé, par devers lui, l'automatique, même en souvenir de la guerre que l'attaque à main armée a germé dans l'esprit de ces jeunes."

6.1.7.3. Transport.

"La ligne de transport Alger-Douera a toujours été mal desservie... 27 500 habitants dont un fort pourcentage effectue chaque jour deux voyages ... Rares sont les voyageurs qui n'ont pas fait de réclamations à la S.N.T.V."

D'un lecteur de Bab-El-Oued à El Moudjahid : "nous sommes 22 locataires dans cet immeuble. Nous sommes exposés au danger depuis 1968 jusqu'à ce jour. Dans cet immeuble, il n'existe pas de rampe d'escalier du rez-de-chaussée jusqu'au 2ème étage ... Nous avons adressé une demande aux "Biens Vacants", mais notre lettre n'a pas eu de suite."

Un journaliste d'El Moudjahid, faisant un reportage sur la réforme agraire à El - Asnam, révèle sans le vouloir certains aspects de la politique de la bourgeoisie.

Il commence par décrire cette ville où "les transports urbains ont été cédés par la commune à un privé ... où l'aisance des uns rend encore plus tragique le dénuement des autres ... En effet, on ne cache pas que le sous-développement dans lequel sont plongés les populations de l'Ouarsenis, n'est pas uniquement le fait de l'ingratitude de la nature, c'est tous les rouages administratifs qui ne répercutent et n'exécutent pas toutes les décisions du pouvoir révolutionnaire qui sont mises en cause."

Il efface ainsi, en passant, d'un coup d'éponge les responsabilités du pouvoir. Quant aux gens du peuple, "ils ont gros sur le coeur de voir certaines personnes faire fructifier leurs affaires." Un exemple : "un litige qui dure depuis plus de deux mois. Il s'agit des paysans qui avaient été expropriés lors de la construction du barrage de l'Oued Fadda. Ces derniers ont été à l'époque, soit dédommagés en espèces (ils n'avaient cependant plus d'emploi), soit reçus des terres domaniales en contrepartie de celles qui leur ont été enlevées, seulement comme ces derniers ne disposent, pour la plupart, d'aucun acte notarié confirmant leur titre de propriétaires, leurs terres appartenant initialement aux domaines ont été remises au F.N.R.A. et distribuées à des attributaires de la révolution agraire." Quant aux gros propriétaires, ils ne sont toujours pas touchés.

Il visite ensuite un village Haouch-El-Gherba : "le village n'est pas électrifié, il n'est même pas alimenté en eau potable. La seule source se trouve à 20 km... Dans une trentaine de maisons entassées les unes sur les autres ... vivent 70 familles ... Elles tiraient leur subsistance en louant "leurs gros bras" à des travaux durs et à la cueillette des agrumes. Encore que ce travail ne rapporte pratiquement rien avec les 10 DA par jour que représente leur salaire."

7 et 8.1.73. Un lecteur de Bougaa (Sétif) fait remarquer à propos du SMIG : *"Dans notre administration, ce dernier n'est guère applicable au niveau de tous les établissements et, notamment dans le nôtre qui est le syndicat des travaux de Bougaa."*

Un élève de Belcourt (Alger), élève dans un C.E.M. écrit : "depuis plus de deux mois nous sommes sans professeurs. Notre classe est arabisée et durant toute la semaine nos deux enseignants nous donnent à peine 7 heures de cours."

Réponse d'El Moudjahid : "D'après les renseignements communiqués par les services concernés du ministère, tous les postes du C.E.M. sont pourvus."

Ce lecteur avait donc des professeurs sans le savoir !

9.1.73. Situation à Kéria (Tiaret).

"La commune de Kéria est l'une des plus déshéritées de la ddiira de Tiaret. La population se heurte quotidiennement au problème du déplacement. Le problème qui se pose avec acuité à cette commune reste sans conteste celui du sous-emploi, en ce sens qu'il constitue la "pêche" d'émigration la plus importante de la wilaya."

Que fait le pouvoir pour les 12 000 habitants de cette commune ?

"8 logements ruraux ont été construits en 1971 à la suite des crues ... Aucun projet n'est prévu ... Sur 9 784 ha, 7 350 sont incultes ... Il n'existe ni réseau d'alimentation en eau potable, ni d'électrification, d'ailleurs ... le médecin est inconnu dans la région."

Quant à la scolarisation :

"Deux écoles mixtes existent à travers toute la commune, soit quatre classes dans un état vétuste reçoivent quelque

170 élèves ... leur niveau d'instruction ne s'est jamais amélioré, à cause de l'instabilité des enseignants durant toute l'année scolaire, l'élève double, triple parfois le même cours."

--

Les pénuries seraient dûes au fait que les Algérie-s sont trop riches. Avec le Plan, "il est résulté une notable augmentation du pouvoir d'achat des familles qui n'a pas été sans créer de tensions sérieuses, souvent parce que la production nationale, en particulier certains produits agricoles, n'ont pu suivre l'accroissement important de la demande qui s'en est suivi."

Ce qui justifie "la poursuite de l'austérité en matière de modèle de consommation" (El Moudjahid).

--

Programme spécial de Sétif : le logement.

La crise aigue du logement que connaissait la wilaya a, d'après El Moudjahid, été accentuée par l'arrivée de cadres en nombre considérable. Aussi, "le programme spécial de Sétif à lui seul prévoit la construction de 5000 logements ... Ces logements seront attribués en priorité aux techniciens et cadres de la wilaya." Il y a aussi 45 millions de dinars débloqués pour la réalisation de 1000 logements. Dans le cadre du triennal, 30 millions de dinars pour 2000 logements ; 120 millions de dinars pour des HLM et 30 millions pour l'autoconstruction. Quant à la situation des masses, rien n'a changé !

--

10.1.73. Tlemcen serait devenue un vaste chantier avec "la construction d'une centrale laitière destinée à approvisionner 200000 ha de la wilaya par les produits laitiers traités par cette dernière. La centrale traitera 36 000 litres par jour de lait pasteurisé."

Il est prévu également un lycée de 1 600 élèves, un abattoir bien sûr ultra moderne, une école para-médicale, deux cités de 325 et 200 logements (pour 200 000 ha), mais aussi une "maison de la culture", deux théâtres l'un couvert de 800 places, l'autre découvert de 1200 places, un hôtel de 300 lits, un institut islamique, une maison de l'artisanat.

--

Inondations - Comme chaque année, de nom-

breux dégâts ont été causés par les premières pluies de la saison. Des inondations ont été signalées, des habitations submergées d'eau, des routes coupées.

"Cette image de désolation apparaît à chaque début d'hiver aux mêmes endroits, puisqu'à Boudouaou certains domaines autogérés et de nombreuses habitations ont été sérieusement endommagées ; qu'à Bordj-Mendjèl ... les domaines autogérés sont inondés et les habitants ont eu recours aux toits comme refuge pour la nuit ... Des maisons, des récoltes ont été littéralement submergées par les eaux ... Des pluies torrentielles n'ont pas épargné les récoltes surtout à Tadhmaït et Dra-Ben-Khedda."

Toujours aux mêmes endroits, et rien n'est encore prévu pour lutter contre des "calamités naturelles" qui ne menacent que les masses.

11.1.73. Onze personnes, dont cinq mineurs ont été arrêtés. Ils agressaient les passants et automobilistes entre Chéa et Bli-da.

12.1.73. Un lecteur d'El Moudjahid de El-Maghaïer (Oasis).

"Il s'agit de l'électrification et pourtant tout est en place, c'est-à-dire poteaux et installations intérieures. Il ne reste qu'à placer les compteurs et à brancher le courant. Finalement, on attend depuis plusieurs mois."

Réponse d'El Moudjahid : "Le village Maghaïer fut sinistré en 1969 ... Après cette catastrophe, Maghaïer a été inscrite dans le programme d'électrification de la SONELGAZ, programme devant toucher 2000 familles ... Les travaux ont commencé, comme vous le soulignez vous-même, cependant la SONELGAZ fait remarquer qu'ils se poursuivent toujours."

--

13.1.73. BEN YAHIA a visité les chantiers de construction de l'université de Constantine qui accueillera 12 000 étudiants. "Les amphithéâtres destinés à recevoir plus de 600 auditeurs, qui seront équipés de moyens acoustiques ultra modernes ... ainsi qu'un restaurant pouvant recevoir 2000 élèves, prochainement en service."

--

El Moudjahid : "Afin de résoudre le problème de l'habitat qui se pose avec acuité dans la région, la construction d'une cinquantaine de villas est prévue à Azazga-centre."

14-15.1.73. Un lecteur d'Alger : *"dernièrement le courant et le gaz ont été coupés au dispensaire "Lucien Raynaud" (El Anasser) ... Plus de 200 malades ont été renvoyés ainsi que 200 étudiants convoqués pour un examen phtysiologique."*

Réponse d'El Moudjahid *"La coupure de gaz et d'électricité effectuée au centre Lucien Raynaud, n'est ni le fait du hasard, ni une mauvaise coordination ... Les quittances de gaz et d'électricité n'ayant pas été réglées la SONEGAS a été dans l'obligation - à juste titre d'ailleurs - de cesser d'assurer l'alimentation de ce centre jusqu'au paiement des redevances."*

Quant aux malades, ils n'entrent pas dans les calculs de rentabilité de la SONEGAS.

16-17.1.73. El Moudjahid annonce le début d'une campagne anti-polio pour le 23 janvier. Une bande dessinée en fin de journal rappelle qu'il faut trois doses pour une vaccination efficace.

20.1.73. Dans la bande dessinée "Mamiche", destinée à encourager la vaccination contre la polio des jeunes enfants, on voit le héros "Mamiche" couper un fil électrique branché avec une pince.

On incite à la vaccination, mais on pousse à l'électrocution !

23.1.73. BEN MAHMOUD, ministre des enseignements primaire et secondaire a inauguré le nouveau lycée Saïd Zérouki de Bordj-Bou-Argeridj. Ce lycée accueillera 1000 élèves et est censé satisfaire toutes les demandes de scolarisation de la daïra de Bordj-Bou-Argeridj.

La campagne de vaccination contre la poliomyélite a débuté. Cette campagne - selon El Moudjahid - "est justifiée par une forte progression des cas poliomyélitiques en Algérie. Au niveau du seul hôpital d'El - Kettar, 61 cas ont été traités en 1963, cinq années après, l'établissement s'est trouvé avec un total de 1 126 cas. La vérité est, qu'actuellement, on a dénombré plus de 10 000 cas relevés dans la tranche d'âge allant de 6 mois à 18 mois."

Pour toute l'Algérie, "Révolution Africaine" du 25 janvier, fait état de plus d'un million de cas de polio. (?)

27.1.73. Emigration

Zoubir SOUISSI, dans un article intitulé "les promesses tenues" nous apprend qu'en fait de

politique du pouvoir à l'égard de l'émigration, celle-ci n'a droit qu'à de nouvelles promesses. En effet, après la promesse de réinsertion par le miracle de l'industrialisation, ou celle de tarir les sources de l'émigration par la révolution agraire, on annonce aujourd'hui que toutes les questions sont résolues par la création d'un Comité Interministériel et d'un Office Culturel Algérien en France (ce dernier point étant "promis" pour les jours qui viennent).

300 habitations situées entre El Hadjar et Souk-Ahras et 120 autres entre Besbes et El Kala (wilaya de Annaba) ont été inondées par la crue de l'Oued Seybouse. 120 familles ont été évacuées. Il faut noter que les habitations concernées sont, selon El Moudjahid faites en "bois", c'est-à-dire qu'il s'agit de bidonvilles. Lesquels, sont sur le terrain de la commune d'El Hadjar, principal centre industriel de l'Algérie.

28-29.1.73. Une épidémie de grippe a fait 20 morts (enfants âgés de 2 à 4 ans pour la plupart) dans la commune de Dar Chiouch (daïra de Djelfa, wilaya de Médéa).

31.1.73. Le lapin de l'Aïd.

Dans un reportage sur le jardin d'essai d'Alger, on apprend que *"certains visiteurs, au manque de civisme flagrant, n'hésitent pas à emporter des lapins sous le manteau. Deux lapins ont disparu la veille de l'Aïd (ils auront vraisemblablement remplacé le mouton habituel en cette circonstance)." Ce qui montre que le "civisme" est un sentiment de classe que ne peuvent se permettre que ceux qui mangent à leur faim et ont les moyens de se payer un mouton au prix qu'il a atteint en Algérie.*

L'"Algérien en Europe" du 1er au 15.1.73.

L'émigration en Belgique.

Dans un article consacré à l'émigration en Belgique, "L'Algérien en Europe" situe celle-ci avant la seconde guerre mondiale entre 1918 et 1939 et en explique ainsi les causes :

"Les activités des mines attiraient alors une main-d'oeuvre prête à tout pour vivre et qui fuyait une Algérie colonisée où nos paysans et nos travailleurs n'avaient de pareils que les serfs du Moyen-Age. C'est

ainsi que, chassés par la misère de leur propre sol, ils devaient pour faire vivre leurs familles prendre le chemin de l'exil."

Cette explication, si elle est vraie pour la période coloniale, l'est encore plus aujourd'hui sous le régime qu'impose au pays la bourgeoisie algérienne. En fait, la politique de celle-ci continue et développe celle du colonialisme, notamment en ce qui concerne l'émigration. En Belgique, il y a, d'après les statistiques de 1972, 8 300 émigrés dont 3 287 adultes. Plus de 2 000 Algériens sont mariés à des Belges.

La majorité des travailleurs sont employés comme mineurs dans les charbonnages.

Répartition par activité

- Mineurs de fond	2 000
- Construct. mécaniques et électriques	300
- activités commerciales (cafés)	90
- Transports	90
- Emplois saisonniers (aléatoires)	150
- femmes de ménage	600

Sur le plan géographique, les émigrés sont concentrés dans les centres industriels : Liège, Bruxelles, Mons, Warnes, Charleroi, Marchienne-au-Pond, Anvers.

Le pouvoir s'intéresse de près à cette partie de l'émigration. Son instrument, l'Amicale des Algériens en Belgique, s'attache "à la mise en oeuvre d'une infrastructure d'encadrement solide et efficace à tous les niveaux." Son action vise à promouvoir la propagande de la bourgeoisie au sein des travailleurs, pour leur faire accepter leur situation. Il s'agit "d'aider l'émigré à vivre sa condition" et non de chercher à la transformer.

Les thèmes développés concernent la prétendue "déculturation" des émigrés. Le "problème le plus important, selon le délégué de l'Amicale en Belgique, est en effet celui de la personnalisation et de l'évolution intellectuelle et psychologique, non pas dans une mentalité d'émigré, mais de nationaux temporairement à l'étranger."

Une semaine culturelle a récemment été organisée à travers la Wallonie et la Flandre. Il s'agit d'une opération de charme auprès des autorités Belges, dans le but inavoué d'accroître l'émigration vers ce pays.

"Il s'agit pour nous, explique avec cynisme le délégué de l'Amicale, d'élargir notre action et de faire connaître, à un niveau international notre culture, notre personnalité et faire disparaître le mythe "Nord-Africain agressif".

A NOTER

16-17.1.73.

Dans un article sur la "réinsertion de l'émigration" El Moudjahid étudie les causes de l'émigration. Il dit qu'elles étaient d'abord "politiques" et il explique que ceci est lié à l'instauration du régime colonial. L'exode rural provoqué par la dépossession des terres et le manque d'emplois industriels dans les villes, provoquait le départ d'une main-d'oeuvre dont on avait besoin en France (notamment pendant la guerre). Pour illustrer cette cause "politique" de l'émigration, El Moudjahid écrit : "L'Algérie de 1873 offrait ainsi une bien triste image : chômage et misère, aussi bien dans les villes que dans les campagnes."

Qu'en est-il maintenant ?

Le "problème est devenu essentiellement économique" et "le mouvement migratoire s'est accentué et beaucoup de nos compatriotes ont pris le chemin de l'exil pour chercher un travail qu'ils ne trouvaient pas chez eux."

La réalité, en 1973, semble donc aussi triste qu'en 1873. Alors, on promet "la réinsertion" pour montrer que quelque chose a quand même changé. Mais, on met en garde aussitôt : "il faut, à tout prix, faire preuve de réalisme et éviter aussi une certaine propension à favoriser des retours massifs inorganisés."

Car, même si "l'effort de développement du pays autorise les plus grands espoirs" on ne veut que faire miroiter l'horizon 80. En attendant, seuls pourront rentrer ceux dont la "réinsertion" serait profitable aux

"secteurs économiques nationaux", c'est-à-dire ceux qui ont une certaine qualification et même si ^{les} on met en garde en disant que l'emploi assuré en Algérie ne suffit pas et qu'il faut aussi assurer le logement, la scolarisation des enfants, etc ... On évite, ainsi, d'avoir un trop grand nombre de demandes. La "réinsertion" même lorsqu'elle concerne les ouvriers qualifiés apparaît aussi sous son véritable jour, celui d'un argument de propagande pour empêcher les émigrés de prendre en mains leurs problèmes, et les entretenir dans l'habitude d'attendre tout du pouvoir.

Pour la formation professionnelle des émigrés, l'Amicale propose que la pré-formation nécessaire à l'entrée dans un centre de F.P.A. soit donnée en Algérie avant le départ pour l'émigration.

19.1.73. Quelques chiffres sur l'émigration.

Au 1er juillet 1970, il y avait 680 630 Algériens en France dont 436 232 salariés

Qualification professionnelle	
- manoeuvres	47 %
- O.S.	34,7 %
- ouvriers qualifiés	10,3 %
- divers	7,7 %
<hr/>	
Total	100 %
Secteurs d'activité	
- bâtiment et T.P.	42,5 %
- industries mécaniques	13,39 %
- production des métaux	8,17 %
- industries chimiques	5,19 %
- transports	2,43 %
- matériaux de construction	3,24 %
- mines et carrières	2,00 %
- agriculture	1,59 %
- services publics	3,29 %
- divers	12,87 %

Algériens dans les centres de formation professionnelle

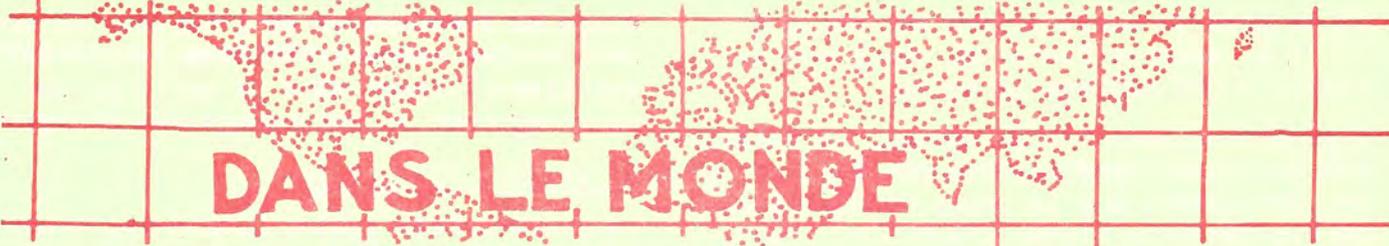
Année	Stagiaires Français	Stagiaires Etrangers	Stagiaires Algériens	% * Algériens Etrangers	% Etrangers ensemble St.	Algériens en S.T.
1965	30 783	2 724	1 238	45,45	8,13	3,8
1966	31 945	3 541	1 546	43,66	9,98	4,4
1967	38 472	4 327	1 555	35,94	10,11	3,7
1968	39 021	4 892	1 713	35,02	11,14	3,9
1969	39 526	4 957	1 992	40	11,14	5,0
1970	34 382	4 361	1 735	39,78	11,3	5,0
1971	36 000	4 750	2 244	42,90	11,7	6,23

* % des Algériens par rapport aux étrangers. Ce pourcentage devrait être de 75 % d'après les accords franco-algériens.

17 000 jeunes suivent les cours d'arabe organisés par l'Amicale.

Conditions de logement -

	TOTAL DES ETRANGERS	ALGERIENS
Logements ordinaires	43,8 %	44,9 %
Constructions et logements défectueux (garnis, bidonvilles)	16,2 %	55,1 %



DANS LE MONDE

IMPERIALISME

SOUS

DEVELOPPEMENT

11.1.73. La production totale de pétrole brut des compagnies françaises a été de 75 millions de tonnes en 1972 (+ 11 % par rapport à 1971).

Les importations ont atteint 166,5 millions de tonnes de brut dont 65 % en provenance du Moyen Orient.

La part du pétrole algérien, tombée de 26 % à 7 % en 1971 est remontée à 9 % en 1972. (Usine Nouvelle n° 2).

Les prix du pétrole brut ont augmenté officiellement de 8,49 % le 20 janvier 1972 avec la signature à Genève d'un accord entre les compagnies et les producteurs du Golfe Persique, destiné à compenser la dévaluation du dollar. Rappelons qu'il s'agit des prix affichés qui servent de base à l'impôt prélevé par les pays producteurs, et non du prix réel du pétrole.

En exécution des accords de Téhéran et de Tripoli de 1971, ces mêmes prix ont augmenté une nouvelle fois de 4 à 5 % au 1er janvier 1973. (Usine Nouvelle n° 2).

AFRIQUE

Un accord portant création du F.A.D. (Fonds Africain de Développement) a été signé à ABIDJAN (Côte d'Ivoire) dans le courant du mois de décembre 1972. Cet organisme est un nouvel instrument aux mains des puissances impérialistes, destiné sous couvert "d'aide au développement" à augmenter l'exploitation des pays africains. Le F.A.D. doit, en effet, aider la B.A.D. (Banque Africaine de Développement) à contribuer de manière plus efficace "au développement économique et social des pays neutres."

Le fonds disposait, fin novembre 1972, de 90 millions de dollars, somme souscrite par le B.A.D. (15 pays d'Amérique, d'Afrique et d'Asie). (El Djeich, n° 116).

28-29.1.73. U.S.A.

Le journal Times signale "dans divers endroits du pays, des écoles se sont trouvées sans chauffage, des réservoirs d'avions à réaction sont restés vides ... La raréfaction de gaz naturel est à la base du problème des combustibles aux Etats-Unis."

Le gouvernement algérien doit être aux aguêts.

SOCIAL IMPERIALISME

Janvier 1973 - U.R.S.S.

KOSSYGUINE a annoncé dans une interview accordé à la revue "Kommunist" que le revenu national soviétique a connu, ces deux dernières années, un accroissement de 10 % et la production industrielle a progressé de 15 %, atteignant 715 milliards de roubles. Il n'a pas parlé de l'agriculture qui a connu une grave crise obligeant à recourir à l'importation de 25 millions de tonnes de céréales. (El Djeich, n° 116).

5.1.73. - U.R.S.S. - CUBA

Un nouvel accord de "coopération" a été signé entre l'U.R.S.S. et Cuba, perpétuant l'emprise du social-impérialisme sur l'économie cubaine. En effet, parmi les points de l'accord, on relève :

- 1) le remboursement de la dette cubaine est reportée à 1986.
- 2) de nouveaux crédits sont alloués par l'URSS.
- 3) l'aide technique pour les années 1973-74 et 1975 s'élèvera à 300 millions de dollars.

4) Le prix du sucre cubain est porté à 11,5 cents la livre, et celui du nickel à 5 000 dollars la tonne.

A propos du sucre et du nickel, la stratégie du social-impérialisme est évidente : en 1964, alors que le cours mondial était de 4,5 cents la livre, l'U.R.S.S. l'achetait à 6 cents. Mais, très vite, avec l'augmentation du cours mondial, cela devenait défavorable pour CUBA, en le portant à 11,5 cents la livre, l'URSS rétablit à peine le cours mondial.

1.2.73. - U.R.S.S.

BREJNEV, lors d'une réception le 30.1.73. prononce un discours dans lequel il "*offre le Vietnam en exemple de solution pacifique et équitable*" valable pour d'autres conflits et, d'abord, au Proche-Orient.

Cette position s'explique aisément puisque "*la guerre au Vietnam dressait des obstacles sérieux à l'organisation d'une vaste coopération internationale.*"

LUTTES POPULAIRES

MOYEN-ORIENT

4.1.73. Accrochage entre les troupes iraniennes et irakiennes à la frontière. Ces affrontements sont liés au différend qui les oppose dans le domaine pétrolier.

16-17.1.73. A propos de la mort de Mahmoud El-Hamchari, El Moudjahid rapporte la protestation des ambassadeurs arabes contre la fermeture de la Mosquée de Paris. Cette décision a été prise par ce qu'El Moudjahid appelle "l'actuel responsable de la mosquée" sans plus de détail. Cette fermeture a été décidée le jour où devait se dire une prière pour HAMCHARI, prière qui, de ce fait, a dû être récitée au siège de la Ligue arabe. Il n'y a pas d'explication non plus sur les raisons de cette fermeture, qualifiée par les ambassadeurs de "fait scandaleux", mais à l'égard de laquelle le journal ne prend pas nettement position.

19.1.73. De toute une lettre où Madame El-HAMCHARI affirme sa détermination de rester fidèle à la mémoire de son mari, El Moudjahid n'a retenu qu'un seul membre de phrase où Madame El-HAMCHARI dit à ARAFAT qu'il est "plus que jamais" son "camarade de lutte".

La lettre est interprétée ainsi comme une

éloge du responsable de l'O.L.P. Ce procédé montre comment certains journalistes serviles utilisent même la mort des uns pour façonner un personnage aux dirigeants.

21 et 22.1.73. LYBIE

Le gouvernement lybien bloque les exportations de pétrole de la société américaine Bunker Hunt devant le refus de cette dernière d'accepter les revendications de l'Etat sur la participation. Mais, par suite d'un pacte entre les compagnies pétrolières, les clients de là Bunker Hunt seront approvisionnés par les autres compagnies.

20.1.73. AMILCAR CABRAL, chef du Parti Africain pour la Libération de la Guinée Bissau et des Iles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) a été assassiné le samedi 20 janvier 1973 à Conakry par Innocente Camil, chef de la Marine du P.A.I.G.C. L'opposition guinéenne accuse SEKOU TOURE, mais lui-même rejette la responsabilité de l'assassinat sur les Portugais.

25.1.73. Yasser ARAFAT, en tournée dans les pays du Maghreb, est arrivé cette semaine à Alger. ARAFAT serait venu exposer à BOUMEDIENNE les décisions adoptées lors de la récente tenue du Conseil National Palestinien. (Révolution Africaine).

26.1.73. PAYS ARABES

Création d'une banque franco-arabe, sous l'égide de la B.N.P. (Banque Nationale de Paris). Ses partenaires sont les membres de la S.F.E. (Société Financière Européenne) et, du côté arabe, le Koweït, l'Arabie Séoudite, Liban, Libye, Tunisie, Emirat d'Abou Dhabi.

Objectifs de la banque : le financement à long et moyen terme de projets "d'industrialisation" dans les pays arabes et participation de ces derniers à des investissements internationaux.

D'après Le Monde, de semblables organismes sont destinés à "*mobiliser les capitaux énormes dont veut disposer les pays arabes dans les prochaines années, en raison de l'augmentation des prix et des redevances des hydrocarbures. De 12 milliards de dollars, ces capitaux pourraient passer à 50 ou 60 milliards d'ici 85.*"

10.1.73. - AFRIQUE

MOZAMBIQUE - Le gouvernement Portugais annonce son intention de liquider la "rebellion nationaliste" dans les six mois qui suivent. C'est, en fait, la preuve des succès remportés par les combattants du Mozam-

bique, en effet le général portugais chargé de l'opération devait déjà en finir durant les deux années suivant sa nomination : premier échec. On a du prolonger la période de 12 mois et, c'est après ce nouvel échec que l'on parle à nouveau de liquidation.

11.1.73. - RHODESIE

Les luttes populaires s'accroissent en Rhodésie. Le gouvernement raciste de IAN SMITH fait appel aux réservistes pour une période indéterminée et n'exclut pas de nouveaux rappels.

IAN SMITH a décidé, par ailleurs, la fermeture de la frontière avec la Zambie, exception faite toutefois pour le cuivre.

En Afrique du Sud, en Rhodésie, les régimes racistes mènent une politique de destruction et de violence à l'égard des populations noires (politique d'apartheid). Ces régimes bénéficient du soutien économique des pays impérialistes dont ils sont le fer de lance en Afrique. Jusqu'à présent, ils n'ont pu se maintenir que par une répression féroce qui prend pour cible les mouvements de libération nationale que l'on a isolé notamment par l'existence au nord d'une ceinture de protection constituée par le sud-ouest africain, l'Angola, le Mozambique (colonies portugaises où se déroule une lutte armée) et, enfin, deux états "indépendants" la Zambie et le Malawi, sur lesquels s'exercent de nombreuses pressions économiques et politiques en vue de les amener à soutenir les gouvernements racistes du Sud.

La Rhodésie, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Zambie sont liés par de nombreux liens économiques. Le cuivre zambien est extrait avec du matériel sud-africain (environ 100 millions de dollars de produits manufacturés). 27 000 tonnes transitent par la Rhodésie.

Le port de Béira au Mozambique est surtout alimenté par des marchandises zambiennes.

Le gouvernement zambien a décidé de réagir à la décision rhodésienne de fermer la frontière avec la Zambie, en évacuant le cuivre par camions, à travers le Malawi et la Tanzanie, en attendant l'achèvement de la ligne de chemin de fer Tanzam traversant la Zambie et la Tanzanie qui est construite grâce à l'aide chinoise.

PROBLEMES DU SOCIALISME

3.1.73. - CHINE

Chaque année, des paysans algériens assistent impuissants à la destruction de leur récolte par la sécheresse, les inondations et autres calamités naturelles. Si l'on en croit El Moudjahid, c'est un fait inévitable qui n'engage en rien la responsabilité de l'Etat.

L'Agence Reuter nous apprend qu'en dépit d'une sécheresse plus grave que celle de 1920 (qui avait condamné 20 millions de Chinois à la famine), d'inondations, du gel, de tempêtes et d'invasions de sauterelles, la récolte de céréales en Chine a été satisfaisante en 1972 et a atteint 240 millions de tonnes. Certaines productions ont augmenté de 10 à 20 % par rapport à 1971.

D'autre par, Chine Nouvelle annonce que plus de 400 usines ont atteint leurs objectifs annuels au bout de onze mois et que la production de quelques produits de première importance avait dépassé les objectifs du plan. La production du minerai de fer a dépassé de 35 % celle de 1971.



ACTUALITÉ

A PROPOS DE LA POLIOMYELITIS

La poliomyélite est une redoutable maladie infectieuse et contagieuse qui entraîne pour les victimes une paralysie le plus souvent définitive. Cette maladie "*fait des ravages en Algérie*". C'est un véritable fléau social dont l'ampleur grandissante fait courir de graves risques d'épidémies à la population.

Actuellement, révèle "Révolution Africaine" plus d'un million de personnes (soit 1/4 de la population) en est atteint. (Quelques dizaines de cas aux Etats-Unis et aucun en Suède).

La maladie semble s'être surtout développée ces dernières années, c'est du moins ce que révèle la forte progression des cas poliomyélitiques dans les hôpitaux. Au seul centre d'El Kettar, 1 126 cas ont été enregistrés en 1968, alors que les mêmes services réceptionnaient 63 cas en 1963.

Cette proportion considérable de victimes résulte des lamentables conditions de vie de la population. Le manque d'hygiène, les milieux insalubres (ordures, eaux sales, etc.). L'absence de soins favorise la prolifération du virus poliomyélitique. "*En Algérie, le virus a trouvé son terrain de prédilection et il est constamment en contact avec l'homme.*" Dès les premiers mois, les bébés sont exposés aux risques de l'infection. Celle-ci est le plus souvent paralytique. Mais, lorsqu'elle n'est pas suivie de complications, l'infection permet à l'organisme de se prémunir d'anti-corps (substances chimiques) qui préviennent une nouvelle prise du virus. Une immunité durable est ainsi acquise. Remarquons que sans ce phénomène d'immunité naturelle, la population algérienne serait sans doute entièrement poliomyélitique puisque d'après Révolution Africaine du 25 janvier 1973 "*Des études sur le dosage des anti-corps entreprises en Algérie en 1971 ont montré que la quasi-totalité des enfants sont contaminés dans les premiers mois de leur naissance.*"(1).

La gravité de la situation a obligé le pouvoir à lancer récemment une campagne de vaccination à travers le territoire national. Cette campagne, soigneusement entourée de propagande favorable au régime, est "*destinée à éradiquer autant que possible la poliomyélite.*" Elle a mobilisé 5 millions de DA pour la vaccination, trois fois au moins de 80 % des sujets.

On ne peut, en réalité, croire au succès d'une telle opération. Un décret du 17 juin 1969 avait déjà rendu obligatoire cette vaccination pour les jeunes enfants. Pourtant on constate aujourd'hui, que "*plus de 80 % des enfants paralysés ont moins de deux à trois ans.*"

D'autre part, la poliomyélite ne se guérit pas, elle se prévient. Aussi, des milliers de victimes atrophiées demeurent abandonnées à leur sort sans espoir, pas même celui de voir se réaliser les promesses du pouvoir concernant la construction de centres pour infirmes.

(1) Un médecin nous expliquait que le développement de la maladie est dû surtout à l'état de faiblesse extrême des enfants Algériens (en liaison avec la sous-alimentation).

--|--|--

DETOURNEMENTS ET BANDITISME EN ALGERIE

Un article paru dans El Djeich du mois de janvier traite du "crime économique" en Algérie. On y indique que *"c'est le problème angoissant qui plonge notre société dans la terreur et fait planer l'insécurité sur notre économie nationale."*

A l'appui de ce cri angoissé, le journaliste livre une série de faits mettant dans le même sac les détournements commis par les hauts fonctionnaires (affaires de la S.N.T.R., des Galeries Algériennes ...) et des actions du genre de l'attaque de l'agence de la B.N.A. de Boudouaou ou du kidnapping du fils du directeur de cette même banque.

Il s'agit pourtant d'actions de nature différente. Elles se distinguent tant par les motivations que par l'appartenance de classe de ceux qui les commettent. Mais, par ce procédé, le journaliste cherche surtout à éluder les véritables causes de cette situation de "terreur" qui s'installe chez nous. Il reconnaît cependant que cette *"évolution spectaculaire du crime suit le rythme et le développement économique de notre pays."* Cela est parfaitement juste. La recrudescence de la violence a, en effet, ses racines dans le processus de division de la société algérienne en deux camps opposés ; l'un s'enrichissant, l'autre s'appauvrissant, engendrés par le développement du capitalisme dans notre pays.

Ainsi que Marx le démontre, la loi d'accumulation capitaliste "ETABLIT UNE CORRELATION FATALE ENTRE L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET L'ACCUMULATION DE LA MISERE, DE SORTE QU'ACCUMULATION DE RICHESSES A UN POLE, C'EST EGALEMENT ACCUMULATION DE PAUVRETE, DE SOUFFRANCES, D'IGNORANCE, D'ABRUTISSEMENT, DE DEGRADATION MORALE, D'ESCLAVAGE, AU POLE OPPOSE, DU COTE DE LA CLASSE QUI PRODUIT LE CAPITAL ELLE-MEME."

Ainsi, nous avons d'un côté la bourgeoisie algérienne qui s'enrichit de plus en plus, notamment par l'intermédiaire de l'Etat. De ce point de vue, la politique économique du pouvoir apparaît comme un moyen légal de détourner au profit des bourgeois les richesses du pays. Les détournements de caisses, etc ..., que s'attache à dénoncer notre journaliste ne sont que des moyens, plus rapides, pour certains fonctionnaires impatients du régime, de participer à la dilapidation des biens du peuple.

De l'autre côté, les masses populaires de plus en plus diminuées, vouées au chômage et à la misère ; ce qui contraint des milliers d'hommes, pour survivre, à recourir au vol, à l'agression et parfois au crime.

Si les méfaits des dignitaires du régime révèlent un pourrissement au niveau des classes dominantes où le vol, la corruption ... sont la règle, les actions des gens du peuple ne sont que l'expression de cette misère criante qui les accable.

On peut ainsi affirmer que la violence et donc l'insécurité en tant que produits de la politique du pouvoir en place, va s'amplifier. Cela inquiète sérieusement les dirigeants. La répression exercée avec acharnement (condamnation à mort et exécution des auteurs du rapt du fils du directeur de la B.N.A. 20 ans de travaux forcés pour une attaque à main armée) ne semble pas avoir endigué cette montée de violence. Aussi, reconnaissent-ils aujourd'hui que ça n'est pas une solution. Pour remédier à la situation, il est proposé "l'éducation des mentalités" et on s'en prend aux films de gangs-ters qui étalent le vice et la violence et ont une influence néfaste sur les jeunes. On peut s'étonner d'une telle proposition lorsqu'on sait que c'est l'Etat algérien qui détient le monopole des films (par l'ONCIC).

Mais là encore, nous sommes devant une des nombreuses contradictions de l'Etat en Algérie.

En tant que propriétaire des salles de cinéma, l'Etat est amené à mettre en circulation les films qui attirent le plus de clients : films américains, westerns, films de gangs-ters ... cela pour réaliser le maximum de bénéfices. SERGIO LEONE, le réalisateur de films à succès : "pour une poignée de dollars", "il était une fois dans l'ouest", etc ... n'a-t-il pas reconnu dans une interview que ses films avaient été conçus, au départ, pour le public Nord-Africain qui reste la plus grosse source de revenus pour le "western-spaguetti".

L'intérêt de la bourgeoisie en tant que classe lui commande de matraquer idéologiquement le peuple, de l'endormir en lui fournissant des films abrutissants, "distrayants" afin de lui faire oublier sa situation, ses souffrances, de détourner sa violence vers les bagarres ... Mais, il y a le revers de la médaille, incontestablement le cinéma exerce une influence sur les jeunes, incite au banditisme ; ce qui inquiète les bourgeois en tant qu'individus menacés dans leur sécurité et dans leurs biens. Il est vrai que cette influence du cinéma joue aussi en sens inverse de la prise de conscience de classe, car elle développe l'idéologie individualiste, la concurrence bourgeoise, le mépris du faible, le respect de celui qui est arrivé ...

C'est pourquoi une précision s'impose quand on aborde ce sujet. Si la violence est une conséquence de la politique de la bourgeoisie, une manifestation de la lutte des classes, il est évident que c'est une manifestation négative, car elle ne s'accompagne pas d'une conscience de classe. Ainsi, des pauvres gens sont souvent victimes des vols et du banditisme.

On voit bien qu'un travail considérable est à entreprendre tout de suite pour soustraire notre jeunesse à cette emprise néfaste de l'idéologie dominante. Une lutte de tous les instants doit être menée pour développer chez les jeunes une prise de conscience du problème de la société algérienne, de la nature de classe de l'Etat, pour les amener à une remise en cause radicale du régime actuel.

La tâche est immense, mais elle n'est pas difficile car les jeunes se posent des questions maintenant, ils veulent changer la situation, mais ils ne savent pas comment ? La recherche de solution individuelle est un pis-aller. Le football, l'alcool sont des palliatifs, un opium que les jeunes s'administrent faute de mieux. Un fait encourageant : jusqu'à ce jour, toutes les tentatives d'encadrement des jeunes menées par le Parti du F.L.N., par la J.F.L.N. ont échoué.

La tâche est immense, mais elle concerne tous ceux qui croient que les jeunes algériens sont capables de faire comme les jeunes de bien d'autres pays, d'être partie prenante dans le combat révolutionnaire, pour la transformation de la situation du pays.

RECUPERATION DES RICHESSES NATIONALES

OU VALORISATION DU CAPITAL

Dans le communiqué commun algéro-chilien, on pouvait lire que *"les deux parties ont souligné la nécessité de continuer d'agir en vue de réduire et d'éliminer les disparités existant entre les deux pays nantis et ceux en voie de développement."*

Mais, selon El Djeich n° 116, *"le Chili et l'Algérie, en adoptant une politique commune ne peuvent à eux seuls faire en sorte que les disparités existant à l'heure actuelle entre les pays nantis et ceux du Tiers monde soient effacées."*

La solution serait donc dans la tenue d'une réunion groupant les pays producteurs (de matières premières et d'hydrocarbures) *"pour adopter une véritable politique apte à répondre aux agressions qui menacent les pays en voie de développement."* Cette réunion se tiendra, d'après BOUMEDIENNE, en septembre prochain à Alger.

El Djeich, en y consacrant plusieurs colonnes s'efforce de démontrer la nécessité de cette réunion. Les pays du Tiers monde sont un immense réservoir de ressources naturelles dont la plus grande partie est destinée à l'exportation. Les pays développés occupent une position de force et sont amenés à imposer leurs lois sur les cours du marché mondial.

Pour échapper à cela, El Djeich propose donc *"de récupérer les richesses naturelles et d'adopter une politique commerciale basée sur la réciprocité des intérêts"* car *"il est évident que les pays industrialisés qui ont besoin de ces ressources tentent de les avoir au meilleur marché possible."* Nous avons indiqué dans le précédent numéro du P.R.S. Information ce à quoi correspond cette politique de "récupération des richesses nationales". Il s'agit d'une nouvelle division des tâches dans l'exploitation des pays sous-développés entre la bourgeoisie de ces mêmes pays et l'impérialisme.

Mais, le journaliste reconnaît qu' "il arrive cependant, voire même souvent, que le partenaire commercial n'accepte pas les prix fixés par les pays exportateurs." Et ce dernier n'arrive même plus à trouver des acheteurs pour son produit "car on sait que les puissances occidentales sont solidaires."

Pour illustrer, le journaliste nous donne l'exemple du pétrole algérien. Comme nous le constatons, l'accent est surtout mis sur la contradiction relative au partage des bénéfices du pillage entre les bourgeoisies des pays sous-développés et l'impérialisme.

C'est encore, sans doute, la question qui sera inscrite à l'ordre du jour de cette future réunion.

Arrêtons nous, un instant pour terminer, sur les idées développées dans El Djeich et sur lesquelles nous aurons vraisemblablement l'occasion de revenir plus en détail. Constatons, en passant, "l'identité de vues" entre la bourgeoisie d'Etat et le "révisionnisme moderne".

Ce qu'on nous présente comme la lutte contre l'impérialisme et comme la récupération des richesses nationales, n'est rien d'autre qu'une tentative de réaménagement (et donc de meilleur fonctionnement) du système actuel, qui défavorise trop ouvertement les bourgeoisies des pays sous-développés. Ce que l'on vise, c'est la dégradation des "termes de l'échange". Ce que l'on recherche, c'est l'arrêt de la chute des cours mondiaux des matières premières, et, en fin de compte, d'augmenter la part des bourgeoisies locales dans le partage du gâteau.

Cette façon de raisonner a pour but d'escamoter le problème essentiel de l'existence même du marché mondial et des courants commerciaux entre pays impérialistes et pays sous-développés, car ces courants sont à la fois le moyen et la manifestation de la domination et de l'exploitation impérialiste.

En dédouanant aux yeux de l'opinion le commerce extérieur (en lui attribuant un caractère non politique), la bourgeoisie d'Etat se garde bien de couper la branche sur laquelle elle est perchée. Au contraire, elle consolide la pénétration impérialiste sans laquelle elle ne serait rien.

Ainsi, toute la question est réduite à un marchandage des cours. Or, l'impérialisme est avant tout "le stade suprême du capitalisme", c'est-à-dire la généralisation à l'échelle mondiale des rapports d'exploitation impérialiste, de la prolétarianisation et de la sous-prolétarianisation des masses populaires, de la paupérisation et du chômage par la destruction des moyens antérieurs de subsistance, de la domination de la bourgeoisie des pays capitalistes ... C'est aussi le pillage, la violence ...

Lutter contre l'impérialisme, c'est donc remettre en cause le système capitaliste, l'existence du capital lui-même en tant qu'il est la matérialisation de l'extorsion de la plus-value, de l'exploitation de la force de travail, de la constitution d'une classe exploiteuse privilégiée.

Il est vrai que cette remise en cause ne saurait être que l'oeuvre des exploités eux - mêmes !

UNE SOCIETE NATIONALE : LA S.O.N.I.C.

En 1971, la consommation algérienne en papier et carton était de 154 111 tonnes, dont la moitié importée. Le pouvoir pense porter cette consommation à 243 000 tonnes en 1975 soit de 11 kg par tête à 16 kg par tête (moyenne aux Etats-Unis : 240 kg par tête).

Avec 3 500 000 ha de surfaces alfatières, l'Algérie est un grand producteur d'alfa, destiné surtout à l'exportation. 35 000 saisonniers sont employés quelques jours par an pour l'arrachage de l'alfa? Fidèle à sa politique de l'emploi, le pouvoir prévoit une "modernisation de l'arrachage de l'alfa" qui "sera une appréciable source de devises" (El Djeich, décembre 1972). Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que 20 000 emplois seront ainsi créés dans les régions alfatières.

En 1967, la production algérienne de papier d'alfa était de 12 000 tonnes, soit le cinquième de la consommation nationale, le reste étant importé : on exporte l'alfa et on importe du papier d'alfa.

En 1971, l'ex-CELLUNAF qui emploie 600 personnes a produit 22 000 tonnes de papier impression et écriture à partir de l'alfa, dont une grande partie pour l'exportation vers de nombreux pays.

L'unité d'El Harrach emploie une centaine d'ouvriers et couvre 40 % des besoins du pays en papier d'emballage avec 9 200 tonnes. On pense élargir les capacités de l'usine à 24 000 tonnes de carton et 19 000 tonnes de papier emballage, toujours destinées à l'exportation. El Djeich note cependant "*l'industrie de la cellulose emploie actuellement quelques 1 000 ouvriers et ne répond nullement aux besoins du pays.*"

Aussi, un "complexe" serait en "voie d'achèvement" à Mostaganem et produirait 66 000 tonnes de papier d'alfa, dont 44 000 tonnes pour l'exportation et 33 000 tonnes de papier impression dont une grande partie également pour l'exportation. Ce complexe n'emploiera que 515 salariés.

Une autre usine serait implantée à Souk Ahras. Elle devra produire 5 000 tonnes de papier de soie dur et 5 000 tonnes de papier de soie doux en n'employant que 4 % de la production nationale de pâte à papier ...

La nature de la SONIC apparaît ici. Ce qui l'intéresse le plus, ce sont les échanges avec l'extérieur. On exporte du papier et on en importe. Cela paraît absurde, mais la bourgeoisie d'Etat touche son profit au passage et c'est cela, en fait, le but de sa politique d'industrialisation, car, comme on peut le constater les usines prévues ne créent pas d'emplois.

SANTE

UNE REPOSE DE CLASSE

AUX GRAVES PROBLEMES QUE CONNAIT LA POPULATION

Devant la situation de la santé qui s'aggrave de plus en plus et les témoignages de plus en plus nombreux, "Algérie-Actualité" du 1er octobre rapporte celui d'une infirmière de l'hôpital Mustapha : "*Les malades sont obligés d'acheter les médicaments eux-mêmes. Au prix de l'unité 17 DA et, si l'on considère qu'il faudrait une trentaine de flacons pour un traitement, on s'aperçoit que peu de patients disposent d'assez de moyens pour les acheter. Nous souffrons aussi régulièrement de pénurie ... le manque de matériel approprié et de personnel qualifié complique considérablement notre tâche. Ainsi, dans mon service, nous disposons d'un thermomètre pour 30 malades .. quant à certains professeurs ... ils ne se déplacent que pour les personnalités ... Certains (assistants) ne reçoivent que les consultants de l'entreprise nationale pour laquelle ils travaillent.*"

En fait, par le manque d'assistance médicale dans les campagnes, les hôpitaux des grandes villes sont débordés par l'afflux des malades et accidentés qui viennent de tous les coins du pays. Face à cette situation, le ministère de la santé décide ce qu'il a appelé la "sectorisation territoriale" dont le but est de réserver les hôpitaux des villes aux habitants des villes. Quant aux habitants des campagnes, on "*leur promet en "prévision de l'horizon 1980" que de nombreux projets seront réalisés.*" dans le cadre du 3ème Plan. (El Moudjahid du 17.10.72.) Ce qui revient à dire qu'ils seront privés de soins et que l'on doit s'attendre à un développement des épidémies et des maladies graves dans les campagnes. Mais, ceci ne préoccupe pas le pouvoir qui compte ainsi "*tourner la page définitivement sur les attentes prolongées.*" (El Moudjahid du 27.10.72.).

E G Y P T E

UNE

SITUATION

REVOLUTIONNAIRE

Après bientôt six ans d'occupation étrangère, le pouvoir égyptien est dans l'impasse. Si NASSER avait eu assez de prestige et d'habileté pour ravalier une façade sérieusement ébranlée par l'humiliante défaite de juin 1967, on ne peut en dire autant de ses successeurs. Leur impuissance face à la situation éclate au grand jour. D'année de la "décision" en année de "l'exécution", le régime

égyptien a perdu, aujourd'hui, toute crédibilité.

Les étudiants, révoltés en janvier 1972, ont eu le mérite de le souligner : *"Les moyens d'information imposés aux masses se sont spécialisés dans le travestissement des ruines en jardins d'Eden ... Les masses ont dû encore subir les promesses mensongères, les falsifications et la phraséologie du pouvoir, qui, depuis la défaite de juin 1967, parle de "résistance", de "dissuasion", de "guerre d'usure", de "victoire" et "d'année décisive". Elles ont aussi assisté à un divorce étrange entre la parole et l'action, en particulier concernant notre attitude vis-à-vis des Etats-Unis qui sont notre ennemi n° 1 et qui sont sans cesse dénoncés sur les pages de nos journaux, mais dont les intérêts économiques prospèrent et se développent chez nous, sans aucune crainte de nationalisation ou de sabotage."* (Communiqué du Comité National des Etudiants, Université du Caire).

Une crise très grave au sommet

Les deux dernières années ont été décisives, mais pour le sort de l'Etat égyptien. La politique du Gouvernement SADATE donne l'impression que celui-ci ne sait pas à quel saint se vouer (ou à quel impérialisme se vendre). Mahmoud HUSSEIN dans "Le Monde diplomatique" de décembre 1972 la caractérise ainsi : *"C'est en s'appuyant sur une large coalition d'intérêts au sein de la classe dirigeante que le président SADATE avait, en mai 1971, opéré un premier changement d'orientation de la politique égyptienne, tendant à mettre fin à l'alliance exclusive du Caire avec Moscou en même temps que la centralisation excessive de toutes les décisions économiques et politiques aux mains du pouvoir exécutif. Il avait dû affronter l'hostilité déclarée des partisans de la politique précédente, le groupe SABRI, CHAARAWI, CHARAF."*

Mais, l'élimination de cette équipe n'a pas beaucoup amélioré la situation. Perdant de son influence, soumis à la contestation de plus en plus radicale des étudiants et d'une masse grandissante de la population égyptienne, le régime ne peut plus résoudre ses propres contradictions internes.

Deux tendances s'affrontent au sommet :

- la tendance dite de SEDKY (actuel chef du gouvernement) qui se caractérise sur le plan extérieur par la formule *"discuter avec Washington tout en restant adossé à Moscou"* et qui, sur le plan intérieur, veut conserver à l'Etat les principaux leviers de l'économie tout en offrant au capital privé des garanties nouvelles. C'est la tendance des hauts technocrates et des dirigeants du secteur économique d'Etat (bourgeoisie bureaucratique).
- la tendance SADDEK (ministre de la Défense) qui veut une rupture avec Moscou et clâme son attachement aux valeurs traditionnelles. Elle est soutenue par les frères musulmans utilisés par le pouvoir notamment pour réprimer le mouvement de la gauche estudiantine et ouvrière. Cette tendance (soutenue à l'extérieur par KADAFI) semble surtout représenter les intérêts de la bourgeoisie foncière à qui une récente loi de "déséquestration" avait pourtant rendu quelques uns de ses biens confisqués pendant la révolution.

La rupture avec Moscou : une fausse manoeuvre

En juillet 1972, SADATE a cru faire bon jeu en s'appuyant sur son ministre de la Défense pour demander le départ des conseillers soviétiques. Il pensait échapper aux accusations de molesse et de passivité, en reportant la faute du manque de réaction égyptienne sur les Soviétiques présentés comme opposés à la reprise des hostilités avec Israël.

Mais, loin de renforcer sa position, il l'a rendue plus précaire. Après le départ des

techniciens soviétiques, l'Etat égyptien est mis face à ses responsabilités, et il ne peut plus se cacher derrière personne. Il n'a d'ailleurs pas fallu attendre longtemps; après les événements de Munich, le silence des Egyptiens (notamment au moment de l'agression israélienne contre la Syrie) n'a pas manqué d'être interprété comme une capitulation.

D'un autre côté, les forces conservatrices et pro-occidentales en ont profité pour se réveiller : propriétaires fonciers rêvant de reprendre leurs terres à la réforme agraire et patrons d'industries voulant rétablir leurs privilèges face au secteur d'Etat.

Le gouvernement qui opère une volte-face en changeant de politique, fait des offres de réconciliation aux Russes (qui se font d'ailleurs tirer l'oreille). On limoge SADDEK pour faire bonne mesure.

Mais, la situation demeure critique et, au mois de décembre 1972, une lutte violente éclate entre les deux tendances au pouvoir, notamment à l'Assemblée Nationale (où les partisans de SADDEK seraient majoritaires) qui n'a pas mesuré ses critiques au gouvernement SEDKI. *"Dans son exposé, le gouvernement déclare avoir achevé un plan en vue de la préparation du pays à la guerre. L'assemblée, en attendant cette assertion, n'a pas été convaincue qu'un plan ait été effectivement établi ... Malheureusement, les récentes pluies torrentielles sont venues nous donner une leçon peu rassurante ... Le vieux problème des services publics demeure sans solution."* (Cité par Le Monde du 12.12.72.).

La session parlementaire s'est soldée par un compromis : *"L'assemblée nationale annonce son accord avec l'exposé gouvernemental de M. SEDKI du 27 novembre dernier, et approuve la proposition de la commission spéciale parlementaire selon laquelle son rapport sur l'exposé du gouvernement est complémentaire du programme gouvernemental."* (Le Monde du 14.12.72.).

Mais, ces replatrages au sommet ne résolvent pas le problème essentiel qui ne porte pas sur les contradictions au sein du pouvoir, qui ne sont en fait qu'un reflet de la contradiction principale qui oppose la classe dirigeante dans son ensemble, aux masses égyptiennes.

Une situation révolutionnaire

Avec la nouvelle montée des luttes étudiantes (janvier-février 1973), cette contradiction a éclaté au grand jour. Quelque chose a en effet changé. SADATE continue toujours à faire des promesses : après six ans d'occupation, il annonce la création par décret d'un "Comité national pour la bataille", mais, la contestation est sortie du cadre défini par le pouvoir. Les panneaux affichés à l'université font ressortir une revendication nouvelle : *"Toutes les questions à caractère national sont étroitement liées au problème de la démocratie pour le peuple. Ainsi, pour les étudiants, la libération des territoires occupés ne peut se réaliser qu'à travers les plus grandes libertés démocratiques pour les masses et pour les organisations syndicales et populaires."* (Selon El Hourriah du 8.1.73.).

Les étudiants, qui annoncent par ailleurs la création du "Comité de Défense de la Démocratie et de la Patrie", remettent en cause :

- la politique défaitiste du pouvoir face aux ennemis du peuple égyptien : l'impérialisme américain et Israël.
- la politique qui consiste à écarter le peuple de la résolution de ses problèmes et à réprimer le mouvement indépendant des masses populaires.

Et, ils demandent :

- la suppression des carcans qui pèsent sur les syndicats et les associations
- que le peuple égyptien prenne lui-même son sort entre ses mains
- que le peuple organise des comités populaires armés qui assureraient la défense de la terre d'Egypte.

Sur ce dernier point, les étudiants avaient déjà pris position en 1972 en lançant le mot d'ordre *"Boycotter l'entraînement militaire sous sa forme actuelle."* Ils ne veulent pas en effet des unités fantômes composées ou "animées" par les bureaucrates du pouvoir.

L'ensemble de ces revendications montre que ce que les étudiants remettent en cause, c'est la tutelle du pouvoir. A travers cette critique, l'ancien rapport pouvoir/masse est brisé. Jusqu'à cette année, le problème se posait en termes de confiance à l'égard de l'Etat qu'on accusait de mollesse, de capitulation à l'occasion ; mais, dont on ne remettait pas en cause le rôle dirigeant. Aujourd'hui, à travers la revendication de démocratie pour le peuple, le problème est posé en termes de confiance dans les capacités des masses. Le style nassérien a fait son temps et SADATE a raison de dire : *"Pour la première fois, nous avons constaté une déviation des principes de la révolution du 23 juillet 1952."* (Le Monde du 2 février 1973).

Si le mouvement des étudiants qui bénéficie déjà du soutien actif d'une partie de la classe ouvrière gagne l'ensemble du peuple égyptien, une situation nouvelle, révolutionnaire, sera créée en Egypte, mais, aussi, dans tout le monde arabe où la nature de classe des Etats apparaît de plus en plus clairement.

MANAGUA OU L'INCAPACITE DU GOUVERNEMENT DE LA BOURGEOISIE DEVANT LES CATASTROPHES NATURELLES

Le 23 décembre, MANAGUA, la capitale du Nicaragua fut entièrement détruite par un tremblement de terre.

La première action gouvernementale fut de lâcher l'armée sur la population sinistrée afin d'éviter les "pillages", ce qui a eu pour effet d'empêcher les survivants de récupérer ce qui leur restait d'affaires ou de se ravitailler dans les magasins détruits. Cela n'a pas empêché l'armée de se livrer elle-même au pillage, délaissant les secours à apporter aux sinistrés.

La deuxième tâche du pouvoir du général Anastasio fut d'escamoter les secours et l'aide internationale. Les journalistes ont pu en témoigner : les quantités énormes de vivres, de médicaments, de couvertures qui arrivaient dans les aéroports n'étaient pas redistribuées aux sinistrés : les pillards légaux freinaient l'acheminement et tentaient de revendre aux populations les vivres reçus gratuitement.

L'envoyé du "Figaro" affirme *"je n'ai pas croisé un seul autocar, le pays n'en est pas dépourvu pourtant. Les gens qui s'en vont à pied transportent ce qu'ils ont pu sauver."*

Cette catastrophe de MANAGUA qui a fait des dizaines de milliers de victimes a permis de démontrer, une fois de plus, le caractère anti-populaire des régimes en place dans les pays sous-développés. Ainsi, à MANAGUA, non seulement les autorités n'ont pas organisé les secours d'urgence, mais la catastrophe a été pour eux une source de profits par le pillage des secours internationaux.

Que l'on se souvienne du Pakistan Oriental, lors des inondations qui avaient fait des millions de victimes et de la passivité criminelle du pouvoir central.

En Algérie même, nous avons souvent signalé des catastrophes naturelles : inondations, éboulements qui détruisaient des villages entiers, ruinant les paysans par milliers, sans que l'Etat ne lève le petit doigt pour secourir les sinistrés.

LES GOSSÉS DANS LA RUE : CE N'EST PAS UN PROBLÈME PARTICULIER

Décidément, la jeunesse algérienne préoccupe sérieusement les autorités, au point où on ne cherche plus à cacher les problèmes. Ainsi, "Algérie-Actualité" du 31.12.72. attire l'attention sur *"le problème de plus en plus terrifiant par son ampleur et son urgence des 14-17 ans malchanceux (estimé à un million) laissés pour compte de l'éducation nationale et que les centres de formation professionnelle (incapables de satisfaire toutes les demandes reçues) ne peuvent accueillir vu l'âge minimum requis qui est de 18 ans."*

Il est curieux de voir que c'est la malchance qui est rendue responsable de cette situation. Les jeunes gens qui sont livrés à la rue, qui se retrouveront sans travail n'ont qu'à s'en prendre au hasard, qui les a fait naître dans des familles humbles, car la "malchance" curieusement n'atteint pas les enfants de la bourgeoisie qui, eux, trouvent lycées et collèges en Algérie ou à l'étranger pour les accueillir.

Mais, est-il vrai que le problème n'atteint que les 14-17 ans ? Il est bien plus grave pour la masse des moins de 14 ans livrée à la rue par une politique de scolarisation démagogique? Les statistiques se veulent rassurantes, au niveau des chiffres, on constate une progression . Mais, dans la réalité, c'est tout autre chose. Même les enfants scolarisés sont dans la rue. Ceux des écoles périphériques passent deux heures en classe et dix heures dans la rue.

Leur seule occupation : jouer au ballon. Et pour cause ! L'exemple vient d'en haut. Le culte du football est porté à un haut niveau par les moyens de propagande du pouvoir : presse, radio, télévision. La quasi-totalité des jeunes en est intoxiqué.

Ces enfants, rejetés dans la rue, doivent aussi se "débrouiller" pour vivre et leurs parents trop pauvres ferment les yeux. Les idéologues du pouvoir se déchaînent : c'est la faute des parents. (Ces derniers sont pourtant désespérés de voir leurs enfants dans cette situation, mais ils n'y peuvent rien. La plupart d'entre eux prennent d'ailleurs de plus en plus conscience qu'il ne s'agit plus là d'un problème particulier, mais d'un aspect d'une politique d'ensemble : celle de la bourgeoisie, pénétration impérialiste, exploitation bourgeoise, chômage, misère, enfants dans la rue, tous ces aspects sont liés les uns aux autres. C'est pourquoi il faudra attaquer le mal à la racine.

A travers les thèmes, devenus aujourd'hui classiques, tels l'autogestion, l'industrialisation, la "révolution agraire", l'auteur dresse un bilan assez accablant des dix années d'indépendance.

Sur les conditions de vie des masses algériennes, condamnées aujourd'hui, malgré les déclarations officielles optimistes, au chômage, à la misère et à l'émigration, sur celles d'une minorité de bourgeois dont l'enrichissement et la collaboration avec l'impérialisme n'échappent plus à personne, les témoignages de l'auteur ne manquent souvent pas d'intérêt.

Cependant, à notre sens, les conclusions qu'il tire et les solutions qu'il propose ne sont pas toujours justes et méritent une sérieuse critique.

Sur la prétendue "indépendance économique" présentée à cor-et-à-cri, comme la "bataille" actuelle de l'Algérie, le jugement est ici sans ambiguïté. En effet, l'essentiel de l'infrastructure industrielle est "le produit d'apports financiers internationaux, d'origine capitaliste en majeure partie" et la dépendance vis-à-vis de l'étranger "n'est plus restreinte à un seul pays, mais diversifiée à l'échelle d'un système mondial dominé par le capitalisme". D'ailleurs, contre ceux qui seraient tentés de spéculer sur le caractère "anti-impérialiste" de la bourgeoisie algérienne - les révisionnistes sont d'ailleurs passés maîtres en la matière - Chaliand précise que, justement, "le meilleur garant de cette dépendance (est) cette bourgeoisie administrative".

Les différents chapitres de la politique de la bourgeoisie algérienne sont analysés de façon détaillée, mais pas toujours avec rigueur. Il semblerait que l'auteur confonde abusivement autogestion, décrets de Mars, socialisme, "gauche" du F.L.N., etc ... Chaliand considère un peu le secteur "autogéré" comme un îlot de socialisme défendu par le pouvoir Ben Belliste. Il ne craint pourtant pas d'ajouter qu'à la même époque, "les ouvriers se considéraient comme des employés d'Etat" et que "les organismes d'Etat (étaient) animés par des adversaires de l'autogestion et de l'option socialiste." Il reconnaît pourtant aujourd'hui que "dans la majorité des entreprises, les travailleurs à 8 DA ne décident de rien, le pouvoir dans l'entreprise étant surtout entre les mains du président, du directeur, du comptable, secondés parfois par des chefs de chantier ou d'exploitation". Remarquons, au passage, que si les ouvriers se sont toujours (après les Décrets de Mars, il faudrait dire) considérés comme des employés d'Etat, c'est parce qu'ils ont toujours été conscients de l'antagonisme qui les opposait à l'Etat-patron.

L'auteur fait également le bilan, pour une large part technique, de la politique d'industrialisation et du "Plan quadriennal". Les choix du régime, en l'occurrence, correspondent à la nouvelle spécialisation de l'Algérie dans le marché capitaliste mondial, dominé par l'impérialisme américain ; ces choix ont porté essentiellement sur l'exploitation des hydrocarbures et la mise en place d'une industrie de pillage des ressources. Là, Chaliand remarque, très justement, que "le choix de base qui est politique et social, revient à laisser pour une période indéterminée - et, au moins, jusqu'en 1980, selon les responsables - l'immense majorité de la population à l'écart du secteur industriel et hors de tout développement." A l'opposé, cette politique signifie l'enrichissement et le développement de la bourgeoisie d'Etat. Ainsi, "la bourgeoisie administrative est développée de façon considérable au fur et à mesure des nationalisations, est certes partisane de l'industrialisation (...) mais elle n'est, en aucun cas, disposée à mettre en cause ses privilèges et son pouvoir pour prix d'un effort de développement autocentré." Retenons, pour l'instant, que pour la bourgeoisie, l'industrialisation n'est que le meilleur moyen de s'enrichir. Nulle part, la bourgeoisie n'a en vue, loin s'en faut, l'intérêt de tous. Nous reviendrons plus loin sur la notion de "développement autocentré" qui relève de l'idéologie du développement, fortement propagée par la bourgeoisie et qui est tout aussi fautive sur le

plan du principe qu'illusoire sur le plan de l'explication.

Chaliand manifeste une évidente sympathie pour la "révolution agraire" qu'il considère comme la solution-miracle pour les masses. "Heureusement, proclame-t-il, pour la grande masse de la population - 70 % des Algériens vivent de l'agriculture - la "révolution agraire" est promise pour l'an prochain." Après diverses constatations, notamment sur l'appauvrissement continu du secteur dit "traditionnel", sur l'existence d'un fort taux de chômage à la campagne (50 %), il expose fidèlement les thèses du pouvoir sur le sens de cette opération : en particulier, celle de la création d'un marché interne (pour les produits industriels) qui fait actuellement défaut à la campagne, celle de mettre un frein à l'exode rural (vraie celle-ci) etc ... Même si les choix politiques de l'Etat mettent l'accent sur l'aspect "solidarité nationale plutôt que lutte de classes" et que les "rapports de classes demeurent soigneusement masqués au cours de cette période ; bien que par ailleurs - et cela est le plus important - les paysans manifestent une méfiance certaine à l'égard de cette opération" (méfiance que l'auteur, pour sa part, attribue abusivement à la seule intoxication des gros propriétaires fonciers), il n'en conclut pas moins : "la révolution agraire annonce-t-elle ce bouleversement qui permettra à la majorité de la paysannerie algérienne de cesser de s'appauvrir?"

Qui a profité de la situation pendant ces dix années ? Une minorité de bourgeois, car s' "il n'y a que des différences mineures entre le régime actuel et celui qui l'a précédé" ; "aujourd'hui, comme hier, les classes aisées, bien que lourdement taxées sur les produits de luxe (une bouteille de whisky coûte 100 DA) consomment une part importante du revenu national." D'ailleurs, pour la bourgeoisie qui ne produit rien - si ce n'est le chômage et la misère - "la consommation est une des activités centrales (des reprises d'appartements de cinq pièces peuvent aller jusqu'à 100 000 DA)." Sur le plan de son "devenir", cette bourgeoisie est en pleine dégénérescence car "si la corruption (...) s'étend et prolifère dans un climat de connivence, les rapports sociaux à l'intérieur des couches privilégiées, notamment étatiques, sont empreints de méfiance et les conséquences nerveuses ou psychosomatiques en sont nombreuses chez les cadres algériens (ulcères, dépressions) dont l'usure est accélérée." Même si la maladie fait bien son ouvrage, le coup de grâce ne pourra être donné que par les masses.

A l'inverse, la masse des Algériens connaît un autre genre de problèmes. Ainsi, le chômage, la misère, l'émigration vont en s'accroissant car la politique du pouvoir par les intérêts qu'elle défend et les choix qu'elle met à l'avant, signifie la mise à l'écart de tout un peuple. "C'est, pense Chaliand, en réalité l'envers social, le prix payé par les masses pour le développement de la bourgeoisie algérienne" et "en fait, sous un vocabulaire socialisant, les choix de la planification algérienne accentuent la marginalisation des masses et leur paupérisation, accroissant de façon considérable le chômage urbain et le sous-emploi." La seule solution qui reste, de ce fait, à des centaines de milliers d'Algériens, c'est l'exode rural où "les mandats en provenance d'Europe". "Aussi, près de 100 000 personnes quittent la terre, chaque année, pour aller renforcer le lot des chômeurs ou semi-chômeurs ou des émigrés (on estime qu'environ 800 000 travailleurs algériens ont gagné le marché du travail en Europe." Solution qui arrangerait doublement la bourgeoisie algérienne car, d'une part, ces "travailleurs émigrés font parvenir un milliard de francs en Algérie, chaque année, c'est-à-dire qu'ils sont après les hydrocarbures, la seconde source de devises de l'Etat algérien. C'est-à-dire leur importance pour l'économie algérienne et la dépendance d'un Etat réduit à exporter une telle proportion de sa main-d'oeuvre actuelle." D'autre part, "grâce à la possibilité d'exporter sa main-d'oeuvre en Europe et principalement en France, le régime escomptait que les pressions éventuelles du secteur inemployé ou sous-employé seraient réduites." Ainsi, pour la bourgeoisie algérienne, l'émigration reste une source de profit, en même temps qu'une soupape de sécurité. C'est dire l'importance du rôle que les travailleurs émigrés ont à remplir dans le développement des luttes.

Quant à ceux que Chaliand considère, curieusement, comme des privilégiés ou des "bénéficiaires" de l'indépendance, à savoir les travailleurs de l' "autogestion", leur situation n'est guère enviable. Pour eux, "c'est la résignation plus que la confiance dans l'avenir ou l'attachement au travail qui assure aux domaines une partie des suffrages" et "même les travailleurs actuellement les plus favorisés opteraient pour un changement" si seulement ils avaient les moyens de le faire. C'est

une leçon non sans intérêt pour les futurs "coopérateurs" des coopératives de la "révolution agraire".

Les autres travailleurs algériens, ceux par exemple des entreprises les plus modernes "comme l'usine d'El Hadjar ou celle de Skikda, connaissent des problèmes plus prosaïques ; à El Hadjar où, pour près de 6 000 ouvriers, il n'existe que 350 logements, les autres vivent parfois à l'hôtel ou bien louent une chambre en ville, mais pour beaucoup, afin de ne pas payer 120 DA de loyer mensuel, ou parce qu'il n'y a pas d'autre solution, ils couchent dans les bains maures (à 7 DA la nuit, compte-tenu de la demande)."

Les réactions à cette situation existent et l'auteur (sans doute mal informé), sans faire un bilan exhaustif des luttes qui se sont déroulées ces dix dernières années, signale cependant les grèves de 1968 "les dockers en mars, les ouvriers de deux compagnies pétrolières en mai, les chauffeurs de taxi d'Alger en juillet."

La portée de l'enquête (du reste assez longue ; l'auteur en sortira un livre dans la petite collection Maspéro) est fortement réduite par nombre d'inexactitudes, d'insuffisances et, surtout, par une position qui est loin d'être toujours juste, sur un certain nombre de problèmes.

Ainsi, l'auteur, tout en appréciant justement l'intégration forcée de l'Algérie au marché capitaliste mondial, ne nous renseigne cependant pas sur le volume de l'"aide" ou sur l'endettement actuel de l'Algérie. Il est pourtant reconnu aujourd'hui, et la presse algérienne elle-même le proclame que l'Algérie (il faut entendre la bourgeoisie algérienne) jouit d'une "crédibilité certaine auprès des milieux d'affaires internationaux. Il ne se passe d'ailleurs guère de jours sans qu'on entende parler de "prêts".

Chaliand consacre tout un paragraphe à ce qu'il appelle les "vrais problèmes" de l'Algérie : "Sera-t-elle capable, en ce qui concerne les cadres techniques de faire tourner, à plein, les usines en question ? (...) La gestion financière sera-t-elle améliorée ? L'esprit compétitif, rare en raison de l'existence du monopole d'Etat, se développera-t-il ? La production industrielle algérienne parviendra-t-elle à s'insérer de façon compétitive sur le marché mondial ?" Tout cela en se plaçant du point de vue de la bourgeoisie et de "ses" vrais problèmes.

Le texte, résultat d'une enquête journalistique, peut paraître critique. Il l'est assez, quelquefois. Il faut, cependant, relever ce que l'auteur considère comme le fond du problème, ainsi que certaines solutions qu'il semble préconiser. A cela, d'autant plus que les "recettes" procèdent d'un courant économiste bourgeois largement répandu par l'idéologie impérialiste.

Sous une apparence radicale, certaines formulations trahissent, en fait, cette conception, inconsciente, peut être chez l'auteur. En effet, celui-ci s'extasie devant la croissance actuelle économique de l'Algérie dont il ne met pas en cause le contenu. Car, il faut bien voir que cette croissance ne signifie ni plus ni moins qu'une destruction forcenée des ressources naturelles et humaines du pays. Il ne remet pas davantage en question le contenu de l'industrialisation et de la "révolution agraire" dont, tout au plus, il doute de la "réelle application", compte-tenu de certaines forces hostiles et de certaines "mentalités". Il précise d'ailleurs ses convictions quand il reprend à son compte la notion de "développement autocentré" (idée défendue par ailleurs par des idéologues au service du pouvoir, tels De Bernis, etc ...). Cette conception est fautive et dangereuse à la fois, car mettant à l'ombre toute idée de "contradiction". Essayons, brièvement, de préciser cette question.

Sur le plan philosophique, LENINE dit dans "A propos de la dialectique", "LE DEVELOPPEMENT EST "LUTTE" DES CONTRAIRES. LES DEUX CONCEPTIONS FONDAMENTALES (OU LES DEUX POSSIBLES ? OU LES DEUX OBSERVEES DANS L'HISTOIRE) DU DEVELOPPEMENT (DE L'EVOLUTION) SONT : LE DEVELOPPEMENT COMME DIMINUTION OU AUGMENTATION, COMME REPETITION, ET LE DEVELOPPEMENT COMME UNITE DES CONTRAIRES (DEDOUBLEMENT DE L'UN EN CONTRAIRES S'EXCLUANT MUTUELLEMENT ET RAPPORTS RECIPROQUES ENTRE EUX)."

Ainsi, on peut dire que la croissance, le développement supposent simultanément leur contraire, destruction et sous-développement.

D'ailleurs, sur le plan historique et social, le système capitaliste mondial est un. Il suppose, à la fois, développement/et sous-développement à un autre pôle.

à un pôle

Le sous-développement actuel de l'Algérie par exemple, est le résultat de sa contribution au développement de certains pays développés. Marx dit : "LES TRESORS ACCUMULES GRACE AU PILLAGE, A L'ESCLAVAGE ET AU MEURTRE REVENAIENT DANS LES METROPOLES POUR SE TRANSFORMER EN CAPITAL." C'est l'accumulation primitive du capital qui constitue la condition première pour l'émergence du capitalisme.

On s'est écarté quelque peu de l'idée de l'auteur, pour mieux saisir le sens d'un "développement autocentré". Ainsi, si historiquement, un tel développement n'a pas existé, il serait donc pour l'Algérie, une voie nouvelle, inédite, inexpérimentée ailleurs. Cela reviendrait à dire que l'Algérie pourrait faire du capitalisme sans appartenir au système capitaliste mondial, ce qui est un non sens, puisque le capitalisme est un, à l'échelle du monde.

Cette conception, d'inspiration révisionniste, a un relatif succès dans le milieu bourgeois et petit-bourgeois. Et, si elle sert aujourd'hui, l'arme des "stratégies" de développement et de leurs instituts, c'est qu'elle a un caractère mystifiant. Car, elle évacue le problème central pour nous, celui de l'analyse de classe de l'Etat algérien, celui des contradictions irréductibles de classes de la société algérienne et, par là même, celui de la révolution socialiste. Cette conception est dangereuse, car sous prétexte de "neutralité technique ou économique", elle met au poste de commandement l'idéologie bourgeoise et ses diverses facettes.

Par ailleurs, Chaliand développe une vision proprement bureaucratique de la question de l'Etat. Pour lui, une des réalisations essentielles des dix années d'indépendance, aura été la mise sur pied d'un Etat solide, sans égard au caractère de cet Etat. Car, dit-il, *"cette tâche (...) n'était pas aisée et sa réalisation permettra à la personnalité algérienne et à la nation algérienne de se redéfinir, peu à peu, en fonction d'elles-mêmes."* En fait de "personnalité", les millions de chômeurs ou d'émigrés en Europe, peuvent quotidiennement en juger de sa "redéfinition". Pourtant, sur ce point, il n'ignore pas que la consolidation de cet Etat est allé de pair avec l'éviction des masses algériennes de la scène politique et la mise au pas ou la liquidation de toute structure oppositionnelle. Ainsi, pour ne prendre que l'exemple de l'U.G.T.A., en 1963, *"la direction jugée trop radicale avait été évincée"*. Cependant, que plus tard, *"le pouvoir (...) à l'occasion du 3ème Congrès de l'U.G.T.A. reprend en mains le syndicat dorénavant étroitement contrôlé ; pratiquement, tous les syndicalistes opposants sont écartés."*

Un autre point qui nous montre avec quelle légèreté Chaliand traite certaines questions, est celui de la femme algérienne. Ainsi, reconnaissant très justement la place à part entière qu'elle occupe dans la société algérienne, il dit sur son analphabétisme *"la population féminine adulte est analphabète à 86 %"*, sur le chômage qui la frappe particulièrement sans que pour cela elle soit recensée sur les tableaux officiels *"3,5 millions de femmes en âge de travailler restent chez elles qu'elles le veulent ou non"*; reconnaissant donc l'acuité de ces problèmes, l'auteur propose afin que leur situation soit moins "inégalitaire", une révision du code de la famille. Il est pourtant clair qu'une "révision du code de la famille", n'amènera pour la femme algérienne- ni des emplois nouveaux, ni une quelconque situation d'égalité. Ce sont les fondements mêmes de la société algérienne qu'il faut révolutionner.

--

témoignages témoignages témoignages témoignages

UN TEMOIGNAGE SUR LE "SERVICE NATIONAL" ET LES ETUDIANTS

La première phase de mon stage s'est terminée hier et je profite des deux jours de liberté (pendant lesquels je suis ici où j'ai pu lire tes lettres) pour t'écrire. Pour le moment, vois-tu, je marche dans une légère brume, mais je te livre quand même mes impressions brutes.

Mon stage a eu cela de bien, c'est d'élargir mon champ d'expérience et de me permettre de faire des connaissances ; de confirmer dans la pratique beaucoup d'idées. Les gens que j'ai eu l'occasion de rencontrer pendant le stage sont très différents du public de la cinémathèque et, loin d'atteindre son niveau politique. Les docteurs en médecine, ingénieurs et licenciés en tout genre ... quand par hasard, un journal nous tombe sous la main, ils se ruent sur les pages sportives et commencent des discussions des plus enflammées à propos des mérites de telle ou telle équipe. Les discussions politiques sont réduites au minimum, la politique revient à un vulgaire psychologisme ou aux affirmations "inconscientes" (?) de la propagande impérialiste (exemple : le Vietnam ne pourra jamais vaincre les Etats-Unis. Ils sont en difficulté depuis plus de vingt ans et si les Etats-Unis mettaient le paquet ... etc... et incompréhension totale du problème palestinien : défaitisme, nihilisme. La guerre se réduit au nombre d'avions et de blindés abattus, à l'espionnage ... comme dans les mauvais films).

Quand on explique que du point de vue de la révolution arabe, la défaite de 1967 était une victoire, on passe pour un simple d'esprit. Et, l'histoire, elle, se résume à Histořama et autres insanités du genre.

Pratiquement, les types n'écoutent que France-Inter et croient avoir du goût en aimant Mireille Mathieu, Charles Aznavour, et consorts ...

L'esprit critique et l'esprit de révolte font défaut : mon stage m'a montré clairement que le système fonctionne beaucoup plus grâce à ce manque qu'à la force du système lui-même ... Par contre, un comportement de lycéen attardé et beaucoup de lâcheté et de servilisme. Nous avons un instructeur complexé qui se pique de psychologie et d'histoire. De temps en temps, il a envie de s'écouter parler et c'est parti pour un lavage et, ce qui m'a frappé, c'est que ça marche bien (surtout sur les arabisants). Il a osé nous donner en exemple les jeunesses hitlériennes. Bien sûr, insultes, etc ... et beaucoup rigolent, vont discuter avec lui après, exposant leurs problèmes, aucune conscience quoi !

Tu pourrais croire qu'on nous passe des films instructifs ou même idéologiques, mais non ! Les pires navets égyptiens, westerns italiens et mélos français !

Pour le reste, la vie est un peu dure, mais je ne m'en plains pas, m'y étant préparé d'avance. Nos intellectuels ont le complexe de l'Occident et mépris pour tout ce qui est socialiste (bien sûr, ils n'ont aucune notion du concept socialisme).

--

PENURIE - COUT DE LA VIE

Quelques tableaux vont nous donner un aperçu sur le coût actuel de la vie en Algérie. Généralement, la bourgeoisie provoque la pénurie des produits, après quoi, elle fixe de nouveaux prix. Quelques témoignages d'abord sur les pénuries.

Un camarade d'Annaba nous écrit : "Une semaine avant le carême, les produits de première nécessité manquent : huilé, semoule, oignons, haricots verts et blancs, etc ... De même pour le gaz butane, le charbon. Voici les prix de détails pour certains produits avant et après le carême.

Haricots	:	avant :	2,50 DA	;	après :	3 DA le kg.
Melon	:	"	1,20 DA	;	"	1,20 à 1,30 DA.
Raisin	:	"	3 DA	;	"	3,50 à 4 DA.
Choux	:	"	2 DA	;	"	2 à 2,50 DA.
Oignons	:	"	1 DA	;	"	1,20 DA.
Navets - carottes	:	"	1,50 DA	;	"	1,50 DA.
Pommes-de-terre	:	"	0,80 DA	;	"	0,80 DA.

Impossible de trouver à acheter une tasse de café dans toute la ville. Dans le principal de la ville, la pénurie touche tous les produits à tour de rôle et il y a tous les jours une immense queue devant les rayons d'alimentation. La police est, en permanence, présente sur les lieux pour intervenir lors des nombreuses disputes entre les consommateurs et les serveurs. Ceux-ci favorisent et servent, en premier, ceux qui leur glissent une pièce et délaissent les autres clients. Ainsi, une vieille dame qui a donné 15 DA pour acheter des tasses, n'a pas été remboursée, bien qu'elle n'ait pas eu de tasses. Les exemples de ce genre sont nombreux !"

Une autre lettre, toujours sur Annaba.

"Pénuries à Annaba de piles plates pour radio, charbon, tasse à café, oignon ...

Prix

charbon	1,50 DA le kg
tasse à café	3,00 DA pièce
pile plate	5,00 DA pièce
arachides	12,00 DA le kg
noix	20,00 DA le kg
oignon	2,00 DA.

Pour les pauvres, le charbon coûte plus cher que la semoule. On l'achète parce qu'il fait très froid ces derniers temps."

Un autre témoignage sur les prix en KABYLIE.

Navets	0,60 DA
Carottes	0,50 DA
Oranges	1,00 DA
Mandarines	1,20 DA
Tomates	1,50 DA
Oignons	0,90 DA
Choux	1,00 DA
Citrons	1,25 DA
Piments	2,00 DA
Dattes	2,60 à 4,00 DA
Viandes	10,00 DA (prix affiché)
	11,00 DA (prix vendu)
Beefteak	12,00 DA
Foie	9,00 DA (prix affiché)
	10,00 DA (prix vendu)
Haricots	introuvables
poichiches	2,50 DA le kilo
beurre	introuvable
Oeuf	0,50 DA.

La viande est intouchable : 15 DA le kilo pour la viande ordinaire.

Le mouton de l'Aïd

Un bélier pour l'Aïd : 1000 DA. Un petit agneau : 250 DA.

La plupart des travailleurs n'ont pas acheté de mouton. Certains font des dettes pour l'acheter. L'idéologie dominante exerce une forte pression sur les gens. Un enfant de cinq ans demande : tu as acheté le mouton de l'Aïd ?

Au moment où il fait froid, le comble : il manque des bouteilles à butane. Pénurie de pétrole et de gas-oil. Les pénuries aux pompes à essence sont fréquentes.

Les dernières pluies ont tout inondé. Le mauvais état des canalisations a fait que l'eau qui n'a pas cessé de tomber ne s'est pas écoulée, transformant les rues en borbier.

Le sucre est pratiquement introuvable. Il n'y a que du sucre russe (Cuba) qui ne fond pas. Idem pour la lessive qui disparaît peu à peu des magasins.

Les prix ont augmenté de façon vertigineuse à l'occasion du Ramadhan et du jour de l'an (!). Les bananes à 0,80 DA pièce s'arrachent. Les petits pois sont à 3 DA et les pommes-de-terre à 0,85 DA.

Depuis très tôt ce matin, j'attends pour avoir du ciment, mais en vain. Il y avait une longue queue avec des bousculades et des bagarres. Le seul à en sortir était quelqu'un qui s'est présenté en voiture et qui était bien habillé.

Le transport ne connaît aucune amélioration. Le ciment est quasiment introuvable, il faut du piston pour pouvoir en trouver à 40 DA, car la loi instaurée dans notre pays exige le permis de construire. Tu donnes 500 DA et tu as ton permis, cela sans rien à faire. Tu n'as pas droit de construire et, cela, partout à la ville comme à la campagne.

Quelques prix de détail

Tomate	1,20 DA le kilo
Haricots verts	2,50 " "
Poivron	2 DA " "
Piment	3 DA " "
Pastèque	1,20 DA le kilo
Melon	1,50 DA "
Viande	10,00 à 12 DA le kilo
Oeufs	0,70 DA l'unité.

MECONTENTEMENT

J'étais dans un autocar aux environs d'Alger. Sur la route, on voit beaucoup de voitures, de camions, de touristes étrangers. On tournait "L'inspecteur Si Tahar en vacances", une série qui passe à la télévision. Un vieux paysan, assis à côté de moi et qui observait la scène, me dit soudain : "c'est l'argent du peuple qu'on dépense, mon fils. Nous qui toute la journée labourons et suons, on ne nous donne que 8 DA."

Le pouvoir ne peut empêcher ceux qui sont en colère d'insulter "El Houkouma", Boumedienne, l'Etat en pleine rue, aux arrêts des autobus, dans les magasins, même dans les Administrations. On a l'impression que l'on a accepté d'en haut ce divorce total avec la masse.

Un bénéficiaire de Oued Souf, de la "révolution" agraire m'a expliqué : "j'ai été inscrit sur la liste des "bénéficiaires". Pour obtenir mon morceau de terre, j'ai été convoqué au bureau de la révolution agraire où on m'a dit : "il faut que tu nous donnes de l'argent pour obtenir ton numéro." Je leur répond "oui, je vais payer, mais donnez-moi le dossier et montrez-moi l'endroit où se trouve le morceau de terre qui doit m'appartenir". On lui répond "ce n'est pas possible de te dire où se trouve la terre, il faut payer d'avance ! C'est alors que notre bénéficiaire se mettant en colère leur dit : "tenez, voilà vos papiers, gardez-les ou déchirez-les, moi, je n'en veux pas!" Oua baraka Allah fil houkouma ouassalam allaïkoun."

Les éléments avancés politiquement cherchent à connaître l'histoire de notre Parti ; ils veulent en savoir beaucoup plus sur les conditions historiques qui l'ont engendré. Ils veulent s'informer davantage sur la position de notre parti et les objectifs qu'il vise ... Ils trouvent quelque chose de nouveau dans nos analyses ... Ils n'ont pas eu tous les écrits et posent la question sur les moyens de transformation de la situation. Qui est capable de transformer ?

Les jeunes sont courageux, ils sont décidés à agir. Chez eux, on ne trouve pas les idées défaitistes, seulement ils manquent de perspectives et d'orientation. Ce courage s'explique par l'aggravation de la situation matérielle des gens. A mesure que les gens vivent une situation misérable, le sacrifice devient pour eux une affaire ordinaire.

La police fait la chasse aux marchands ambulants. La méthode consiste à ne rien dire jusqu'au jour où la charrette est bien garnie (de légumes, fruits ou autres articles, savon, peignes, etc ...) et là, elle saisit ces charrettes, et les marchandises saisies sont revendues par la police à d'autres gens qui seront eux-mêmes traqués. C'est un moyen pour les policiers de dépouiller les marchands.

A titre d'illustration, on peut citer le cas d'Amar d'Annaba à qui la police a saisi une charrette pleine de légumes d'une valeur de 750 DA. (300 DA prix de la charrette et 450 DA celui de la marchandise). Le malheureux n'a pu rien dire de peur d'être mené au commissariat où il aurait été matraqué. C'est ce qui est arrivé à quelqu'un d'autre qui a voulu s'opposer à la saisie de sa charrette contenant pour 400 DA de petits articles.

D'autre part, il règne une grande insécurité à Annaba. La ville est déserte dès 21 h. à cause des vols et parfois même des meurtres.

Un agent de police : "Je mange à midi au restaurant pour 2,5 DA. Je touche 400 DA par mois. Je travaille souvent doublement et mes supérieurs m'engueulent. Je ne suis pas d'Alger, ma famille est de Blida. Comment veux-tu que j'arrive ?"

SITUATION DES MASSES

A El Asnam, je demande à un chômeur "Est-ce qu'il y a du travail, ici ?".

- "Ici, il n'y en a pas, mais à Alger, tu peux en trouver."
 - "Pourquoi tu ne vas pas à Alger travailler, alors ?"
 - "J'y suis allé dernièrement, je n'en ai pas trouvé."
 - "Donc, il n'y a pas de travail à Alger ?"
 - "Si, si, il y a six mois, j'ai travaillé dans un chantier."
 - "Nous étions trois entreprises avec 70 ouvriers. Mais le travail a été vite fini. Le patron nous a dit ; retournez chez vous maintenant, je n'ai plus de travail."
- Et il ajoute : "Je travaillais comme électricien à la construction d'une usine. Maintenant, on l'a aménagée comme mosquée!"

Un ouvrier raconte

Cela fait six mois que je travaille à la T.R.E.B. Je n'ai pas encore été payé. Je suis obligé d'arrêter. Quand on se présente à la TREB, on nous dit d'aller à la commune et quand on va à la commune, on nous renvoie à la TREB (Tizi Rached Entreprise Bâtiment). La TREB est une entreprise constituée grâce à la commune (trois anciens maçons se sont associés et prennent le travail à la tâche).

A Annaba, le 8 janvier 1973, la S.N.A.F. (SN METAL) a retiré de 30 à 50 heures à tous les ouvriers de la société sans motif ni avertissement à la veille de l'Aïd El Kébir. Les ouvriers sont indignés par cette mesure arbitraire. Une partie d'entre eux a refusé de reprendre le travail jusqu'à ce qu'on les paye. D'autres ont continué à travailler. Alors, rien n'a été obtenu et les ouvriers retournent passer El Aïd chez eux sans la somme qui leur est due.

Les ouvriers ne parviennent pas encore à s'organiser pour lutter contre les patrons. Cela est difficile dans la mesure où le syndicat, l'U.G.T.A., est entre les mains de la direction. Les délégués sont les chefs d'ateliers, les contremaîtres ... Ils découragent, intimident les ouvriers qui veulent lutter.

L'ALGERIE APRES 10 ANS D'INDEPENDANCE

Bilan de la politique du pouvoir pour les masses déshéritées : chômage, misère, ignorance et exploitation.



TRANSPORTS FERROVIAIRES

Au cours de la semaine, les trains sont totalement vides. A la fin de la semaine, les jours de fêtes, ils se remplissent car le manque de cars et de taxis fait qu'on ne peut pas s'en passer. Pourtant, faire le voyage Annaba - Oran par exemple est une expédition. On doit passer la nuit dans le train. Le jour, passe encore, car il y a la lumière naturelle et il ne fait pas trop froid. Mais, la nuit, les compartiments sont dans le noir total et il fait glacial. Les carreaux des compartiments et des portes sont souvent cassés et il n'y a pas de chauffage dans les trains soi-disant rapides. En effet, les locomotives nouvellement achetées à la GENERAL MOTORS n'ont pas de chauffage car elles sont prévues pour les trains de marchandises.

Ces fameuses locomotives dont on a tant parlé sont toujours en panne. Exemple : le 30 décembre, le train qui a quitté Alger à 13 heures 30 est arrivé avec 7 heures de retard. Motif : panne.

La S.N.C.F.A. est en déficit de plusieurs millions. On a voulu supprimer les réductions de tarif pour les familles nombreuses, seulement une réduction de 30 %, mais cela n'a pas marché.

Actuellement, une campagne de publicité est faite pour attirer les clients : réduction de 20 % pour les billets aller-retour, carte d'abonnement demi-tarif ...

On parle de changer le nom de la S.N.C.F.A. A l'occasion du nouveau nom, on a promis aux travailleurs une augmentation, on attend toujours !

CHABET - EL-MEUR

Rien n'a changé ici, depuis l'indépendance. Au contraire, la situation du peuple s'est aggravée : manque d'eau, d'électricité, les gens vivent dans des gourbis misérables, le chômage est presque total, la mendicité est très développée : enfants, femmes, hommes.

Ceux qui travaillent restent souvent des mois sans toucher leurs salaires. Dans l'autogestion, 7 à 8 DA pour 9 heures de travail. Dans le privé, pour 10 DA par jour, pour une journée de 14 à 15 heures. Les ouvriers préfèrent travailler 14 à 15 heures chez le propriétaire privé, mais être sûrs de toucher la paie que de travailler à l'autogestion où le paiement s'effectue en retard.

Il y a deux cités, tous les égoûts sont cassés. Les maladies sont nombreuses. Les enfants qui jouent dans ces égoûts sont atteints par des maladies des yeux. Ils attrapent des boutons qui s'infectent, mais personne ne fait rien. De toutes façons, ici, les gens sont dégoûtés de la vie.

Pas mal de personnes distinguent clairement celui qui profite de celui qui est dans la misère. Ils savent qu'il y a des classes et ils voient la nature de classe de l'Etat. La prise de conscience avance, les idées des gens se transforment, ils ne comptent plus comme avant sur les autorités pour leur régler les problèmes. Ils savent qu'on les trompe et que le pouvoir cherche avant tout à profiter d'eux. Aussi, le mécontentement s'exprime ouvertement dans les cafés, les cars, etc ... Les paysans discutent et manifestent leurs sentiments contre le pouvoir.

ENSEIGNEMENT

Dans plusieurs écoles de la région d'Akbou, il manque des professeurs d'arabe et de français. 90 à 100 élèves perdent leur temps, deux heures par jour dans la madersa après quoi ils sont abandonnés à eux-mêmes comme les centaines d'autres non scolarisés. Dans un petit village du douar d'Ighil Tala, 200 enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés, du fait qu'il n'y a pas d'école.

Dans un autre village, il n'y a qu'une école coranique et les filles en sont exclues. Le "cheikh" oblige les enfants à faire la prière dès l'âge de 8 ans et les contraint sévèrement à apprendre par coeur les sourates du Coran.

Dans un village, près d'Azazga, il n'y a pas d'instituteur en arabe. Tous les élèves apprennent seulement le français, ce qui est surprenant dans un pays où le gouvernement chante l'arabisation.

REVOLUTION AGRAIRE ET DOMINATION IDEOLOGIQUE

Il ne se passe pas un jour où l'on ne parle de la "révolution agraire" que ce soit à la radio, à la télévision ou dans la presse. Tous les jours, on a droit à la séquence montrant des paysans recevant "le diplôme" et la ridicule somme de 150 DA. J'ai su, par ailleurs, que certains paysans avaient refusé leurs titres d'attribution et les ont renvoyés aux A.P.C.

Le ministère de l'agriculture a du ouvrir un "bureau des refus" pour faire face à la masse des paysans qui refusent de bénéficier de la "révolution agraire". Les révisionnistes expliquent que ce refus est dû aux pressions des réactionnaires. En réalité, les paysans avec lesquels j'ai pu parler durant mon "volontariat" n'ont aucune confiance dans le régime et ne tiennent pas à travailler pour enrichir l'Etat.

Lors d'une réunion syndicale à Alger, les révisionnistes ont tenté de faire passer une motion de soutien à Boumédiène. La majorité des travailleurs présents s'est violemment opposée à cette motion.

Toutes les interventions de Boumédiène sont radiotélévisées (dernièrement aux présidents des A.P.C., aux étudiants, aux travailleurs à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'UGTA et des décrets du 24 février 1971 sur les hydrocarbures. Tout est occasion à un déplacement de festivités à travers tout le territoire et cela aux frais du peuple. A ce sujet, les gens ne sont pas aveugles et ils prennent de plus en plus conscience de ce matraquage idéologique.

Les deux chevaux de bataille à l'heure actuelle sont la "révolution agraire" et la "gestion socialiste des entreprises". On nous promet pour bientôt, si ce n'est déjà fait, la "révolution culturelle". Face à cette avalanche de révolutions, le peuple est réticent. Il est bien désarmé, car il n'y a aucune vie politique à la base. Cela est surtout sensible au niveau des jeunes qui sont soumis à l'idéologie du football.

Le Parti organise dans chaque localité des équipes de football pour embrigader la jeunesse. C'est ainsi que la J.F.L.N. envoie des formulaires dans les quartiers pour former des équipes.

Ayant échoué dans ses précédentes tentatives de contrôle des jeunes, le pouvoir, pour arriver à ses fins veut profiter de leur engouement pour le football (que la presse, la radio et la télévision ont fortement contribué à développer).

RECONSTRUCTION DANS LA WILAYA DE SETIF

Après l'indépendance, un tapage a été mené sur la reconstruction des maisons et villages détruits par la guerre. Qu'en est-il maintenant ?

AIT AMAR OUZIGANE : 110 maisons ont été détruites pendant les mois de mars-avril 1956, à la suite d'une attaque de l'armée coloniale.

En 1962-63, le village est détruit complètement. L'idée des survivants était de reconstruire le village et, pour cela, de prendre la ferme d'un colon. Le sous-préfet la leur avait d'ailleurs promise.

C'est alors que l'A.P.C. joua sur les divisions entre les habitants (pour sauvegarder cette ferme). Résultat : les habitants les plus anciens du village, quelque dizaines de vieux, s'opposèrent à l'idée de construire sur cette ferme prétextant que leurs femmes n'iraient pas habiter près du village d'Akbou (malsain, prostitution, etc ...).

L'A.P.C. donna raison à la minorité pour reconstruire le village à son lieu d'origine. La majorité ne sut que faire. Elle se trouva obligée d'accepter, après avoir résisté de 1962 à 1970. L'A.P.C. établit un budget pour 110 logements. A ce jour, 30 logements seulement ont été construits et 10 sont en attente.

Les villageois ont pris la décision de ne pas occuper ces 30 logements avant que ne soient terminés les 110. Mais, au mois d'août 1972, le maire d'Akbou est venu dans ce village pour inaugurer cette "cité" (ils l'ont appelée ainsi). Le partage s'est fait arbitrairement : ils y ont mis surtout ceux qui ont habité dans des logements des Biens Vacants et qui ne payaient pas de loyer ou un loyer très faible. En les louant maintenant à ceux qui payent davantage, ça leur rapporte de l'argent. Pendant la cérémonie, le maire a déclaré : "ceux que nous avons placé ici sont priés de quitter les logements qu'ils ont occupé à Akbou."

TIZI NOSLIVE : Détruit en 1957, les matériaux ont servi à la construction de la caserne de l'armée.

Cela a été la même chose ^{que} pour le village d'AIT AMAR OUZIGANE. On leur a accordé 20 logements, le matériel et le maçon. Mais, c'est le propriétaire qui paye les ouvriers. Pour avoir droit à un logement, il faut être veuve ou avoir un fils mort pendant la guerre. Cela revient à dire que ceux qui ne sont pas morts n'ont pas fait la révolution.

AIT HAYANI a été brûlé en même temps que le village AIT AMAR OUZIGANE, AIT ANANE, AIT SELLANE et MECHETA qui, dès le début, ont accepté pour la reconstruction des tuiles et des madriers et, pour le reste, on leur a dit qu'ils se débrouillent !

Par contre, en ce qui concerne le village du maire d'Akbou FILDANE on leur a construit une vraie cité avec l'eau, on parle d'électricité et d'école. Les autres villages n'ont pas de piste pour parvenir jusqu'à eux. Au village du maire, non seulement il existe une route, mais/ ^{aussi} un cantonnier pour l'entretien (il est passé à la télévision ces jours-ci).

Nous avons lu le "courrier des lecteurs" d'El Moudjahid. Les réponses que celui-ci donne consistent invariablement, soit à nier les faits malgré leur évidence, soit à promettre des solutions vagues, sans lendemain.

Problème de la Santé.- Les responsables du ministère de la santé reconnaissent "qu'il y a parfois des lacunes au niveau des services d'accueil" mais expliquent qu'elles sont "souvent dues à l'abondance des malades". (El Moudjahid du 9.12.72.).

Qu'en pensent ceux qui sont directement touchés ? Dans El Moudjahid du même jour, un habitant de Djelfa signale "qu'un praticien-chirurgien algérien, installé ici depuis

20 ans, utilise à des fins strictement personnelles et lucratives, un établissement public, qui n'est autre que l'hôpital de Djelfa ... ce qui amène les patients à payer deux fois le montant de la même intervention (chirurgien et service comptable de l'hôpital)."

Un autre lecteur attire l'attention sur le fait que dans son village à Branis (Aurès) il "faut parcourir 20 km pour se rendre chez un médecin ou dans un hôpital ... de même que pour l'achat d'un médicament (...). A Branis, il n'existe même pas un véhicule de secours", ce qui fait "qu'un malade meurt en cours de route".

Sur la campagne de vaccination, un habitant d'El Kroub (Constantine) demande : "pourquoi ces campagnes de vaccination se sont-elles limitées rien que sur le territoire de Constantine et ne se sont pas étendue à travers toute la daïra ?"

El Moudjahid du 17.12.72. signale le cas d'Aoulef (Oasis), située à 170 km d'In Salah qui est "dotée d'un très grand hôpital, malheureusement sans médecin."

Une lettre très énergique pose en clair les graves carences (El Moudjahid du 20.12.72.). Un Algérien raconte qu'ayant emmené sa femme à l'hôpital d'Aïn Bèïda, pour un accouchement, il s'est vu tout d'abord répondre qu'on ne pouvait "rien faire pour sa femme en raison de l'absence de personnel qualifié. A la sortie de l'hôpital, on l'obligea à régler le montant du séjour momentané de sa femme, à savoir le prix d'une consultation imaginaire." Ensuite, faute de pouvoir disposer d'une ambulance, il est obligé de louer un taxi pour conduire sa femme au centre hospitalier de Tébessa. Ce "lecteur" s'indigne, non pour "mettre en exergue (en avant) son cas personnel, mais pour lancer un cri d'alarme dans l'intérêt public, car toute la population d'Aïn Bèïda (et particulièrement les jeunes les plus déshérités) a eu à souffrir, non seulement du manque de médecins, mais aussi de l'incompétence et de l'inconscience de certains responsables qui, oubliant volontairement le sens de leur mission sacrée, se comportent en bureaucrates rétrogrades".

La réponse donnée par El Moudjahid nie l'authenticité des faits, tout en reconnaissant l'insuffisance de personnel (4 000 au lieu de 25 000 nécessaires) et se contente de promettre que "ce genre de problèmes sera définitivement réglé en 1976-77, le 3ème plan de développement prévoyant un budget important pour la santé". El Moudjahid du 26.12.72. Dans la commune de Dréa, située à 25 km de Annaba, un habitant signale le manque d'une pharmacie "il faut parcourir 25 km à raison de 6 DA pour acheter une boîte de comprimés." Dans cette commune, il y a un médecin pour 18 000 habitants.

El Moudjahid du 11.12.72. De Guelma, un "lecteur" raconte qu' "ayant accompagné sa mère à l'hôpital civil de Guelma pour une fracture au bassin ..., à 11 heures du matin, ..., à 15 h 45 elle était toujours sur une civière en plein public dans un couloir."

A ces lettres, les "responsables" répondent en se plaignant "des pressions constantes de la part du citoyen ... et des critiques non fondées". Mais, ces réponses ne peuvent tromper personne.

Un problème vital pour les masses : le transport

Un groupe d'habitants de Touggourt signalent qu' "ils sont obligés à chaque fois d'aller chercher un chauffeur de taxi qui (leur) demande pour la plupart du temps une somme exorbitante." Un lecteur signale un fait qui touche plus d'une trentaine d'écoliers et employés du village de Souk El Hâad (Alger). Ainsi, "il y a trois autocars qui vont de Lakhdaria à Alger, en passant par Souk El Hâad, mais toujours au complet."

Enfin, un lecteur signale qu'à Tigheniff (Mostaganem) "des élèves parcourent 6 à 10km pour retourner chez eux. Cette situation est d'autant plus grave, surtout en cette période d'hiver." Ce lecteur propose qu'on crée dans cette commune un service de transport d'élèves. El Moudjahid répond que "c'est avant tout l'initiative locale qui prime". Ces élèves peuvent attendre ...

Les autres problèmes : eau, électricité, hygiène

Un lecteur dans El Moudjahid du 2.12.72. écrit au journal pour soulever le problème de son village, Bouzalem, durement éprouvé par la guerre de libération. "L'eau manque durant la période d'été (trois fontaines pour toute la population)."

Ou encore cet habitant de la commune de Tamaghoucht (Grande -Kabylie) : "le point d'eau le plus proche se trouve à près d'un kilomètre. L'approvisionnement se fait à dos d'âne ou par les femmes, plusieurs fois par jour, été comme hiver."

Enfin, dans El Moudjahid du 7.12.72. un habitant signale : *"la commune de Azzaba ne manque pas d'eau. Elle en a même en abondance. Or, une grande partie de la population souffre de la rareté d'eau. Elle n'en reçoit qu'au compte-gouttes."*

Pour ce qui est de l'électrification tant promise, quelques lettres font apparaître l'étendue du problème.

El Moudjahid du 7.12.72. Un habitant de la ville de Azzaba écrit : *"les rues de la ville sont très mal éclairées et quand la lumière disparaît de l'une des artères ... il faut attendre souvent plus d'un mois pour la voir réapparaître."*

El Moudjahid du 13.12.72. De Souk El-Tenine (Bedjaïa) un lecteur est plus précis : *"il s'agit de l'électrification et pourtant tout est en place, c'est-à-dire poteaux et installations intérieures. Il ne reste qu'à placer les compteurs et de brancher le courant. Finalement, on attend depuis plusieurs mois ..."*

El Moudjahid du 15.12.72. de Hussein Dey, un lecteur proteste : *"une partie de notre quartier qu'est Oued Oucharah (Hussein Dey) où les conditions d'hygiène n'existent guère, vit encore à l'ère de la lampe à huile et de la bougie." Et la réponse d'El Moudjahid n'est pas faite pour le rassurer "l'électrification de votre cité ou de votre quartier incombe totalement à l'A.P.C. La SONEGAS ne peut entreprendre des travaux d'électrification. Cette cité ne figure pas encore sur les programmes qui lui sont remis par les autorités locales."*

El Moudjahid du 15.12.72. Un groupe d'habitants d'El Biar soulève le même problème : *"Continuerons-nous à vivre toujours sans électricité ? Et, pourtant, non seulement c'est une nécessité, mais nous devons en bénéficier comme tous les citoyens ... Ce quartier est séparé par une seule route. Les habitants de droite s'éclairent normalement, mais ceux de gauche n'en bénéficient pas. Est-ce juste ?"*

A cela, s'ajoutent les problèmes d'hygiène générale et d'environnement. Un groupe d'habitants de Beaulieu (El Harrach) proteste dans El Moudjahid du 16.12.72. *"depuis 13 mois, un colossal égoût aérien, nous inonde de ses eaux polluées, de ses émanations nauséabondes et de ses menaces d'épidémies. Nos réclamations transmises à temps sont demeurées lettre morte. L'aberration et l'inquiétude atteignent leur comble."*

Par ailleurs, dans El Moudjahid du 19.12.72., un groupe d'étudiants du village de Corso (Alger) lance également un avertissement *"le village de Corso est entièrement délaissé. On trouve des tas d'immondices parce qu'il n'y a point d'éboueurs (...) Les débuts d'épidémies ne sont pas écartés (...) Les travaux d'égoûts devaient commencer il y a plus d'un an, mais rien n'a été fait jusqu'à présent."*

Enseignement

De nombreuses lettres, qu'il serait trop long d'énumérer, signalent d'énormes difficultés sur le plan de l'enseignement. Ainsi, trois mois après la rentrée, de nombreux lycées et écoles manquent de professeurs. De nombreux élèves n'ont pas reçu encore leurs manuels scolaires, alors qu'ils les ont déjà payés.

El Moudjahid du 12.12.72. Les élèves de l'école "Boudoua Tahar" (Belcourt) : *"Depuis la rentrée, notre école est dépourvue d'enseignants de langue française. Nous sommes dans une classe d'examen et ce handicap peut nuire à notre avenir."*

El Moudjahid du 13.12.72. Un groupe de parents d'élèves de Belcourt *"Nos enfants sont quotidiennement renvoyés à la maison dans l'attente des enseignants, manquants (...) Aucun responsable, que ce soit au niveau de l'Académie ou du ministère ne semble s'émouvoir devant pareille situation (...) Par ailleurs, le personnel manquant n'est pas le seul problème : livres et matériels pédagogiques et scientifiques font également défaut. Dans ce domaine aussi, il y a carence de la part de l'I.P.N. et de la S.N.E.D. qui n'ont pas fait leur travail en prévision de la rentrée scolaire. Nous pensons qu'il est grand temps de mettre fin à ce "manque de conscience" et de sérieux dont nos enfants subissent gravement les conséquences."*

DOSSIER IDEOLOGIE DOMINANTE

Nous poursuivons dans ce numéro la publication de textes (ou d'extraits de textes) qui permettront à nos lecteurs de mieux saisir la nature du matraquage idéologique que la bourgeoisie assène aux masses algériennes.

Pour répondre à certaines questions, nous devons préciser ici qu'il s'agit uniquement de documents souvent inaccessibles en français que nous diffusons. Ces documents doivent être discutés et critiqués, afin de relever les thèmes qui reviennent le plus fréquemment, de quelle façon ils sont propagés et enfin de déterminer comment combattre ces idées fausses dont le but est de façonner un Algérien docile, corvéable et exploitable à merci.

Il s'agira dans une réflexion ultérieure de démontrer les mécanismes de la production et de la reproduction de l'idéologie dominante dans notre pays, de mettre à nu les liaisons entre cette idéologie dominante et la politique de consolidation de la classe bourgeoise détentrice du pouvoir dans notre pays.

Cette idéologie dominante, dont le rôle est d'ancrer chez les masses populaires la résignation, le fatalisme, le défaitisme est à combattre car elle constitue un frein considérable au développement des luttes dans notre pays.

La lutte idéologique des Algériens avancés ne pourra triompher que si les arguments développés sont corrects. On ne pourra bien combattre l'idéologie de la bourgeoisie qu'en l'étudiant à fond, en en découvrant les contradictions, les points faibles ...

Certains textes que nous diffusons sont facilement critiquables, leurs objectifs apparaissent en clair. D'autres, par contre, sont plus pernicioeux : les idées fausses sont enveloppées dans des évidences qui ne peuvent être cachées et, de ce fait, elles passent plus facilement.

Prenons, par exemple, le cours d'arabe. A un certain moment, on dénonce la vie du paysan qui est dure (ce que tout le monde constate), mais la conclusion qu'on en tire est assez inattendue : il faut accepter cette situation, personne n'en est responsable, chacun doit accepter ce que Dieu lui a donné.

Le héros du cours cherche pourtant à s'en sortir. Son idée, c'est d'aller travailler en ville (puisqu'on dit qu'en ville on trouve un travail facilement, on peut même faire fortune). Comment l'en dissuader, sans être obligé de démentir la démagogie officielle; de dire qu'en ville il y a des centaines de milliers de paysans qui ne parviennent pas à trouver un travail reviendrait à mettre en doute les discours officiels qui affirment le contraire. Alors, on opère un glissement, on change de terrain, un des personnages affirme que la ville est un lieu de perdition, de pollution...

Nous trouverons ensuite quatre khotbas.

Traditionnellement, à la prière du vendredi, qui rassemble la grande foule des fidèles, l'imam fait un discours (khotba). Depuis plusieurs années, ces khotbas sont fournies par le ministère à tous les imams qui sont tenus de les lire. Par ce moyen, l'Etat parvient à diffuser ses idées sur les lieux du culte. Cela ne va pas d'ailleurs sans contradictions.

Ainsi, certains imams ne sont pas d'accords pour lire les discours que leur envoie le ministère. Ils refusent d'être les propagandistes du pouvoir, d'autant plus que, le plus souvent, ils sont en désaccord avec le contenu du texte. Cette opposition se manifeste de la façon suivante : ils lisent correctement et avec conviction toutes les citations du Coran et du Hadith. Pour le reste, c'est d'une voix monotone, annonçante que cela est dit. Les mots sont écorchés, les erreurs de prononciation sont nombreuses. Le discours du vendredi est devenu une corvée pour les fidèles qui ne comprennent pas grand chose d'ailleurs à la langue des plumitifs corrompus du ministère des Habous.

Quelles sont les idées qui reviennent le plus souvent dans ces khotbas.

1. Les fondements du socialisme se trouvent dans la religion musulmane.
2. Le progrès de notre pays se trouve dans un "retour aux sources", c'est pourquoi on glorifie le passé, le culte des grands hommes. Notons, en passant, que l'histoire en question, c'est celle des personnages historiques, le peuple doit puiser sa fierté dans l'exemple de ces grands hommes (voilà qui efface d'un coup la lutte de

libération nationale). Ces héros que l'on célèbre ne sont pas (et cela n'est pas l'effet du hasard) ceux qui se sont distingués pendant la libération nationale mais ceux qui appartiennent à l'aristocratie ... ex. El Mokrani - Ben Badis ...

3. Notre but est atteint, la révolution des masses est achevée, c'est maintenant l'affaire des dirigeants qu'il faut soutenir et auxquels il faut se soumettre.

4. Culte du savoir, de la technique.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Dans un prochain numéro, nous publierons des textes concernant la "culture".

"SEMINAIRE DE LA PENSEE ISLAMIQUE D'AOUT 1972"

Les slogans suivants ont été collés sur les bus et sur les murs de la capitale.

- L'ISLAM, religion de l'ordre, de la propreté et du travail. **الإسلام دين نظام ونظافة وعمل**
- L'ISLAM, symbole de notre unité et de notre attachement. **الإسلام رمز وحدتنا وتمسكنا**
- C'est avec l'ISLAM que nous avons combattu et c'est par lui que nous sommes libérés. **بإسلام قاومنا وبه تحررنا**
- Le message de l'ISLAM est libérateur civilisateur, moralisateur. **رسالة الإسلام تحريرية حضارية**
- Le progrès de la femme viendra de sa tête et non de la danse et de la boisson. **أخلاقية تقدم المرأة بالرأس لا بالرقص والكأس**
- La pensée islamique, source de renaissance de l'Europe. **الفكر الإسلامي منطلق النهضة الأوروبية**

العربية بواسطة الإذاعة

محادثة

الحوار رقم 14

الخبزة خلصت هنا

الخبزة نادتنني من العاصمة

1 ليلى : مقصودك إذن ! العمل والمعيشة في العاصمة !

2 أحمد : ذلك ما أريده ، ذلك ما أتمناه إن قدر الله

3 ليلى : كل شيء بالمكثوب !

4 أحمد : يكفي من الكلام الفارغ - لا أرى فيه أي فائدة

5 ليلى : صحيح

6 أحمد : المشكلة مشكلة الخبز . الخبزة خلصت هنا

الخبزة نادتنني من العاصمة يا ليلي

7 ليلى : وهي تنظرك هناك

8 أحمد : لا بد أن آكلها مع أولادك

محادثة : الحوار رقم 15

أرض الله واسعة

1 ليلى : يارجل : كثير بالك انتزع الؤسوس من خاطرك

2 أحمد : بالي واسع . وأرض الله أوسع منه . .

3 ليلى : في أرضك الطيبة ولدت . وفيها ترعرعت .

لا أدري أنتسطيع أن تمش بعينها أم لا ؟ !

EL MOUJAHID

4 أحمد : من أجل حياة أفضل لم لا ؟

5 ليلى : ومن هو الذي يفتح أرضنا ويسرح بقرتنا ؟

6 أحمد : أنا فكرت في كل شيء يزوجني العزيزة .

تنزله أرضنا لجارنا . تقسم الغلة .

أما البقرة فنبيعها .

7 ليلى : ماذا تقول ؟ أعد ! أعد . تبيع بقرتي الشقراء

العزيزة ؟ كلاً لا أوافقها أبداً ،

محادثة : الحوار رقم 17

أحمد مع جاره يوم الجمعة

1 يوم الجمعة : كيف حالك يا جاري العزيز !

2 أحمد : في أمان الله يعيشك ويكثر خيرك .

3 يوم الجمعة : أصبح لك ستفارقنا عن قريب ؟

4 أحمد : أظن بحول الله .

5 يوم الجمعة : أنت غلطان يا أحمد ! حياة المدينة

لا تناسبك بل تفلسك . لا تبدل الهناء بالشقاء ،

6 أحمد : في المدينة من يخدم خدمة يأكل

لقمة - ومن أجل اللقمة محال هنا البقاء ، ومن

لا يشقى لا يلقي ! أليس كذلك ؟

7 أنا لا أوافقك في المدينة الحياة جهنم ،

الاخلاق معذومة . حسب ما يقال : يا لطيف !

أعود بالله ! لا حياة ولا كرم ولا شفقة .

2ème niveau

DIALOGUE n° 14 - "LE PAIN NE SE GAGNE PLUS ICI, LE PAIN M'APPELLE DE LA CAPITALE" -

- LEILA : "Alors, c'est comme ça ! Tu as l'intention de travailler et de vivre dans la capitale !"
- AHMED : "C'est ce que je voudrais, c'est ce que je souhaite avec la volonté de Dieu."
- LEILA : "On ne fait que ce qui est écrit !"
- AHMED : "Ca suffit les paroles creuses, ça n'a aucun intérêt !"
- LEILA : "C'est vrai".
- AHMED : "Le problème est un problème de pain et il n'y a plus possibilité de le trouver ici. C'est de la capitale que nous appelle le pain, ma chère."
- LEILA : "Et il t'attend là-bas."
- AHMED : "Il faut qu'on le mange avec toi et tes enfants."

DIALOGUE n° 15 - "LA TERRE DE DIEU EST VASTE"

- LEILA : "Homme, patiente et débarrasse-toi de tes soucis !"
- AHMED : "Ma patience est grande, mais la terre de Dieu est encore plus grande."
- LEILA : "Tu es né sur ta terre et c'est sur elle que tu as grandi. Je ne sais pas si tu pourras vivre loin d'elle."
- AHMED : "Si c'est pour une vie meilleure, pourquoi pas ?"
- LEILA : "Et qui va travailler notre terre ? Qui s'occupera de notre vache ?"
- AHMED : "J'ai déjà pensé à tout cela, ma chère femme. Nous laisserons la terre à notre voisin et nous partagerons la récolte avec lui. Et la vache, nous la vendrons."
- LEILA : "Que dis-tu ? Répète, répète ! Vendre ma vache rousse adorée ? Ah non ! Jamais je ne m'en séparerai."

DIALOGUE n° 16 - "AHMED AVEC SON VOISIN SI KADDOUR"

- SI KADDOUR : "Bonjour Ahmed."
- AHMED : "Bonjour et que Dieu prolonge ta vie."
- SI KADDOUR : "Tu as l'air préoccupé ces jours-ci. Qu'est-ce qui t'est arrivé ? Tu es malade ?"
- AHMED : "Non, je me sens seulement fatigué. Les travaux agricoles sont tellement durs, tu le sais bien."
- SI KADDOUR : "Oui, je sais cela, la vie du paysan est bien dure !"
- AHMED : "Ah oui, elle est bien dure ! Il travaille de l'aube au crépuscule et sans aucun profit."
- SI KADDOUR : "Tu as raison, mais que faire ? C'est là la question !"
- AHMED : "La solution est simple, Si Kaddour : de la volonté et de la détermination."

DIALOGUE N° 17 - "AHMED ET SON VOISIN BOU DJEMAA"

- BOU DJEMAA : "Comment vas-tu cher voisin ?"
AHMED : "Très bien. Que Dieu te préserve !"
BOU DJEMAA : "Est-ce vrai que tu vas bientôt nous quitter ?"
AHMED : "Je le crois, avec la volonté de Dieu."
BOU DJEMAA : "Tu te trompes, Ahmed. La vie citadine ne te va pas du tout. Elle te ruinera. N'échange pas la tranquillité contre la souffrance."
AHMED : "Dans la ville, celui qui travaille, mange. Et c'est parce qu'il n'y a rien à manger qu'il est impossible de rester ici. Et celui qui ne se fatigue pas, n'a rien. N'est-ce pas ?"
BOU DJEMAA : "Moi, je ne suis pas d'accord avec toi. La vie citadine est un enfer. Les mœurs y sont dépravés à ce qu'on dit. Que Dieu nous protège. Il n'y a plus ni pudeur, ni honneur, ni pitié."

--

DIALOGUE N° 18 - "LEILA AVEC SA VOISINE KHEIRA"

- KHEIRA : "Qu'est-ce que tu as, chère soeur ? Je vous ai entendu vous disputer toi et ton mari hier soir."
LEILA : "Nous sommes en dispute constante depuis deux semaines parce qu'il est décidé à partir et ne veut pas se suffire du peu qu'il a."
KHEIRA : "Ca a duré deux semaines ? C'est étonnant. Où veut-il déménager ?"
LEILA : "A la capitale, ma soeur. Tu te rends compte."
KHEIRA : "Comme a fait Messaoud. Il veut l'imiter pour s'enrichir."
LEILA : "C'est exact. Il lui a d'ailleurs écrit pour lui demander de l'aider."
KHEIRA : "Son oncle a quitté la campagne. Maintenant, c'est un citadin. Honnêtement, il ne pourra pas compter sur lui."
LEILA : "Vivre dans les villes et se civiliser, ça ne m'intéresse pas. Je ne suis pas une citadine et dans la capitale, je suis certaine que je me sentirais étrangère."

DIALOGUE N° 19 - "SI KADDOUR ET BOU DJEMAA S'ENTRETIENANT DU PROJET D'AHMED"

- SI KADDOUR : "Bonsoir, BOU DJEMAA !"
BOU DJEMAA : "Sois le bienvenu. Qu'est-ce que tu as à sourire ainsi ? As-tu une information nouvelle ?"
SI KADDOUR : "Je t'apprends que notre voisin se prépare à nous dire adieu et à dire adieu au village, dans l'espoir d'améliorer sa situation matérielle. Idée grandiose ! Lui, un chef de famille ! Que Dieu l'aide à atteindre son but et à réaliser ses vœux."
BOU DJEMAA : "Au contraire, Si Kaddour, je crois que tu as tort dans ce que tu dis. Le projet d'Ahmed est insensé, et c'était de ton devoir de le persuader de rester ici, parce que c'est notre frère et notre voisin. Tu l'as réellement abusé. En ce qui me concerne, je ne quitterais pas cette terre fertile tant que je serais vivant."

Publication indicative concernant les Imams
n° 173 ; 16 Safar 1391 ; 12 avril 1971.

Sujet : IBN BADIS

Gloire à Dieu, etc ...

.....
Frères croyants ! Dieu, tout le long de l'histoire de notre peuple et dans les différentes époques a donné à ce peuple des hommes qui ont été au service du pays et qui ont tracé par leur plume et leur cerveau en temps de paix, par leurs armes et par leur sang en temps de guerre, la voie de sa renaissance et de son développement, tout en protégeant ses origines et son unité.

Bien avant l'Islam déjà, l'Algérie a connu des hommes qui se sont opposés aux Romains et aux autres occupants et qui ont montré ainsi la capacité de résistance de ce peuple.

L'Algérie musulmane a connu également des hommes qui ont lutté pour les enseignements de la religion et les ont propagés et les ont diffusés dans les coeurs (...). Ils ont vécu en héros pour la lutte des idées. A côté d'eux, il y avait les héros de la lutte armée qui sacrifiaient leur vie pour leur religion et leur pays (...). Dans l'époque récente de l'histoire de notre peuple ont apparu également les puissants chefs, sur le plan des idées et sur le champ de bataille qui ont réussi à recouvrer l'indépendance et la liberté et à assurer le développement espéré.

Fêter la mémoire de ces grands hommes, c'est réveiller les résolutions et stimuler les coeurs, mais ce n'est point les fêter que leur dresser seulement une statue ou donner leur nom à une grande rue dans une ville ou un village ; il faudrait plutôt diffuser leurs idées, propager leurs faits d'arme, les faire pénétrer dans toutes les mémoires et dans tous les coeurs. Il faut que leurs pensées soient dans la bouche de chaque Algérien.

Il faudrait, dans ce sens, organiser des fêtes annuelles à la mémoire de chaque grand homme. Ces fêtes seraient prises en charge par les responsables locaux qui devraient se concurrencer sagement dans cette vaste entreprise qui montrera à nos générations actuelles les actions éternelles de leurs pères ; tout cela afin de renouveler notre mouvement scientifique, national et social. Dans ce cadre, notre pays a fêté la semaine dernière le centenaire de la révolution de 1871, dirigée par Cheikh Al-Haddad et Al-Mokrani et qui s'est étendue de Souk-Ahras à In-Salah. Cette révolution a montré ce que peut faire la foi et ce qu'elle peut insuffler de bravoure et d'esprit de sacrifice (...).

Aujourd'hui, nous célébrons le 30ème anniversaire de la mort de l'imam Ibn Badis fondateur du mouvement réformiste et de renaissance nationale.

Et, nous attirons votre attention, frères croyants, sur le fait que ces célébrations sont un devoir national et religieux (...).

Notre pays fête également le 5 mai le centenaire de la mort d'Al-Mokrani, un grand combattant parmi les meilleurs de ses fils. Nous célébrerons aussi le 7 mai la naissance du prophète.

Puis dans les mois suivants, plusieurs célébrations se succéderont. Bientôt c'est l'anniversaire de la mort de Boumezrag qui a pris le flambeau de la lutte des mains de son frère Al-Mokrani. Puis ce sera la célébration du 5 juillet 9ème anniversaire de notre libération. Puis, le 13 juillet, notre pays fêtera l'anniversaire de l'extension de la révolution de 1871 aux Beni-Menacer de l'Ouarsenis et du Chenoua et on fêtera la mémoire de Ibn Chohra et de Bouchouchi, compagnons de Boumezrag.

La célébration des anniversaires de ces héros renforcera chez les Algériens l'amour de leur pays, de leur religion et de leur histoire ; cet amour et cette fierté qui constitue la garantie (protection) morale, idéale dans ce monde à la merci des secousses et des pressions matérialistes et défaitistes. Elle renforce également chez nos vieux et nos jeunes l'esprit combatif et l'esprit de sacrifice pour la sauvegarde de l'indépendance de ce pays et le travail à sa prospérité.

SUJET - LA REVOLUTION AGRAIRE,
MOYEN DE DEBARRASSER LA SOCIETE
DE L'INJUSTICE ET DE LA STAGNATION

Gloire à Dieu ...

Frères croyants !

L'Islam est la religion de la vie, c'est une religion qui ne contredit pas la vie et qui ne s'en sépare pas ; au contraire, il la guide et l'oriente vers la voie la plus juste. Or, comme la vie n'est pas compatible avec l'injustice et la stagnation, alors l'Islam a combattu cette injustice et cette stagnation, là où ils se trouvaient et a libéré ainsi la vie musulmane afin qu'elle devienne juste, prospère et heureuse.

Dans le but d'instaurer cette justice dans la vie, l'Islam a interdit l'exploitation de l'homme par l'homme, ainsi que la soumission d'un musulman à un autre musulman. Il a interdit aussi que le musulman profite de la sueur d'un autre musulman et qu'une catégorie de gens s'enrichisse aux dépens d'une autre catégorie. Ainsi, la législation musulmane en matière de finances lutte efficacement pour effacer les différences entre les classes, afin que se réalise la justice sociale dans le sens le plus élevé.

Dans ce même ordre d'idées, l'Islam incite les gens au travail afin que nul ne puisse mendier ce que les autres ont, par leur labeur. Le prophète dit "ce que l'homme mange de mieux, c'est ce que lui fournit son travail et le prophète David vivait du fruit de son travail". Et, Dieu a dit : "Dieu aime le croyant qui a un métier."

Si la justice se réalise et si chaque individu a du travail, la production augmente considérablement et ainsi va dans le sens de la satisfaction des besoins des citoyens et de la nation, que ce soit dans le présent ou dans l'avenir et, cela, sans qu'il y ait accumulation des richesses pour une catégorie et la mise en esclavage d'une autre catégorie. Ainsi, chaque citoyen vivra une vie noble et heureuse ...

Dans le cadre de la réalisation de cette justice sociale et de l'octroi de travail à notre société algérienne musulmane, le gouvernement a lancé la révolution agraire, l'un des trois piliers de la révolution.

Cette révolution agraire ne vise pas la suppression de la propriété privée, mais l'élimination de l'exploitation des paysans par certains propriétaires. Elle vise également à protéger les droits des petits et moyens propriétaires qui travaillent eux-mêmes leurs terres, ainsi que les droits des faibles et des opprimés.

La révolution agraire est une nécessité impérieuse dictée par l'injustice qui caractérise la répartition des terres en Algérie. Cette injustice a provoqué la dégradation du niveau de vie des masses paysannes qui se trouvent dans l'incapacité de transformer leurs moyens de travail et de participer au développement économique du pays. C'est le colonialisme qui est la cause principale de cette situation, puisqu'il a usurpé les terres des Algériens pour les distribuer aux colons européens.

Mais, maintenant que nous avons recouvré notre indépendance et que nous avons récupéré toutes nos terres, il devient une nécessité pour notre société de réaliser la justice dans la distribution des richesses et de donner du travail à chaque citoyen afin qu'il puisse contribuer au développement économique du pays et participer à la réalisation d'une vie noble pour lui et pour ses proches.

La révolution agraire n'est pas un ensemble de dons, mais c'est une révolution pour libérer le paysan afin qu'il vive dans les meilleures conditions, ce qui exige de lui un effort croissant et un intéressement continu qui lui permettent d'assumer entièrement ses responsabilités.

Croyez en Dieu, esclaves de Dieu et intéressez-vous à l'agriculture ; c'est le meilleur bien et c'est l'un des moyens qui permet au musulman de gagner la grâce de Dieu. Le prophète a dit : "Si un musulman plante ou sème et que des oiseaux, des hommes ou des bêtes se nourrissent de ce qu'il a semé et planté, alors c'est comme si ce musulman avait fait la charité." Dieu a dit à son prophète "Dis aux hommes de travailler car dans l'au-delà, Dieu, le prophète et les croyants leur rappelleront toutes leurs actions sur terre."

SUJET - LA QUESTION FINANCIERE DANS LA SOCIETE MUSULMANE

Gloire à Dieu !

Frères croyants ! Celui qui étudie les lois islamiques en matière de finances est attiré par plusieurs aspects humains de ces lois. Il découvrira ainsi les possibilités qu'ont ces lois de libérer l'homme de l'oppression de l'argent.

Ainsi, l'Islam a décrété, en premier lieu, que l'argent c'est l'argent de Dieu et que celui qui le possède, ne le possède qu'à titre provisoire dans cette vie afin qu'il puisse l'utiliser à la fois pour ses besoins et les besoins des autres. Dieu a dit : "Croyez en Dieu et en son prophète et dépensez ce qu'il vous a octroyé, car ceux qui parmi vous croient et dépensent auront la faveur de Dieu." Ainsi, l'essentiel dans la question financière, c'est que l'argent est argent de Dieu et que les hommes ne le possèdent que selon des lois bien précises contenues dans le message de Dieu. C'est pour cela que l'Islam ne reconnaît pas la possession d'argent quand cette possession a eu pour cause l'exploitation, car la loi de Dieu refuse l'exploitation. C'est ainsi que l'Islam interdit la pratique de l'usure et tout ce qui est équivalent et qui permet l'enrichissement par l'injustice et l'agression. Dieu a dit "O croyants ! Renoncez à l'usure si vous êtes réellement croyants ; sinon Dieu et son prophète vous combattront. Mais, si vous suivez la voie de Dieu, vous pouvez garder votre capital sans inquiéter les gens et sans en être inquiétés."

C'est ainsi que toutes les richesses acquises suivant des procédés illégaux ne sont pas reconnus par l'Islam et doivent retourner à leur premier possédant dans les limites de la loi prescrite par le Coran et définie dans le verset précédent.

D'un autre côté, même si une personne a acquis de l'argent suivant les règles prescrites et dans le cadre de la loi, il ne lui est pas permis de le thésauriser ou de l'interdire aux pauvres et aux nécessiteux ou de le soustraire à l'intérêt commun. C'est ainsi qu'a été institué le zakat qui est un droit des pauvres et des nécessiteux sur les biens des riches et c'est pour cela que Abou-Bakr a combattu les opposants à la zakat, car ils avaient compris que sa suppression provoquerait la destruction de la société. De plus, Dieu a dit : "S'ils se repentissent en faisant la prière et en distribuant la zakat, alors ils deviendront vos frères dans la religion." En plus de cela, l'Islam a toujours incité à partager l'argent bien acquis. Ainsi, en plus de la zakat, il a encouragé la charité sous toutes ses formes et cela dans le but de souder la société et de la protéger de tout effondrement.

Par ailleurs, l'Islam a préconisé la pratique du gage sans intérêts et a incité tous les prêteurs à reculer les échéances des prêts quand la nécessité se présente et, parfois même, à renoncer au remboursement.

Retirer l'argent de la circulation et le thésauriser contre l'intérêt commun ne peut aboutir qu'à sa destruction et à sa perte et isole les possédants de leurs frères en les soumettant demain au chatiment de Dieu.

Dieu a dit : "Que ceux qui amassent de l'argent et le soustraient aux autres ne croient pas qu'ils font du bien. Leur action est condamnable. De toutes façons, Dieu héritera du Ciel et de la Terre et Dieu est au courant de toutes vos actions."

Dieu a dit encore : "Ceux qui amassent de l'argent et de l'or et ne le dépensent pas dans l'intérêt de Dieu, à ceux là nous annonçons de grands châtements et dans l'Enfer, tout ce qu'ils auront amassé attisera le feu qui brûlera leur corps. Voilà ce que vous aurez amassé pour votre âme!".

Frères croyants ! C'était donc là quelques principes de l'Islam concernant l'argent. Comme nous l'avons vu, ces principes visent à empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme, ainsi que l'isolement des hommes, de la société où ils vivent.

Dieu a dit : "Dépensez ce que Dieu vous a donné avant que la mort ne vous surprenne, car alors vous direz à Dieu : retardez un peu ma mort pour que je puisse faire la charité de mon bien et être ainsi un bon croyant. Mais Dieu ne reculera pas l'échéance quand l'échéance est là et Dieu est au courant de toutes vos actions."

SUJET - AVEC LA COMMEMORATION DU 19 JUIN 1965

Gloire à Dieu !

Frères croyants !

Dans l'histoire des nations et des peuples, il y a des journées chères à ces nations et à ces peuples pour ce qu'elles symbolisent de grands faits et de gloire, pour également tout ce qu'elles apportent aux fils de ces nations et de ces peuples comme gloire du passé, comme résolution pour le présent et comme volonté et détermination pour l'avenir.

Notre peuple vit cette semaine avec le souvenir d'un des grands jours de son histoire ce jour où, il y a sept ans, il rectifia la voie de sa révolution et prépara la voie au travail collectif afin que l'effort commun aboutisse à la construction d'un Etat Algérien arabe, islamique, indépendant, un Etat bâti selon les principes de l'Islam et ses hautes valeurs morales et spirituelles.

Notre peuple s'est heurté à 130 ans de colonisation continue et dure qui aboutissent à l'élimination de sa personnalité arabe et à la destruction de sa religion ; cette religion qui est la composante essentielle de notre peuple et le moteur de son combat et de sa résistance à l'occupation ; cette religion, l'Islam, qui fut à travers les âges et les époques, le lieu qui rassembla notre peuple algérien arabe et qui unifia ses rangs et lui insuffla l'ardeur du combat pour la protection de son pays, de son héritage et de sa terre.

Notre peuple a saisi cette vérité et a compris l'importance des principes moraux dans la formation chez l'individu d'une personnalité forte capable d'affronter les dangers et de résoudre les difficultés et c'est pourquoi l'orientation de l'Etat et du peuple s'est faite depuis le réajustement du 19 juin 1965, dans le but tout d'abord de former l'individu musulman arabe fort et capable de prendre ses responsabilités dans tous les domaines. Le prophète a dit : "Entre un musulman fort et un musulman faible, Dieu préfère le musulman fort."

Conformément aux décisions du Plan quadriennal et, dans le but de former cette personne musulmane forte, la révolution culturelle a entrepris de développer la langue arabe, d'arabiser les administrations du pays et de préparer ainsi la société à construire son renouveau selon des principes scientifiques modernes et conformément à sa civilisation, issue directement de sa religion et de sa longue histoire.

Il faut rappeler, dans ce sens, que le gouvernement a consacré le quart du budget pour l'éducation. Il a construit des écoles de toutes sortes dans chaque coin du pays et, aujourd'hui, le pays assiste à une véritable renaissance culturelle à la fois dans les écoles et dans les mosquées. Ces dernières se sont transformées en écoles où l'on enseigne le Coran, luttant ainsi contre l'analphabétisme. Elles ont aussi pour rôle de diffuser la pensée islamique par l'intermédiaire de cours quotidiens sur la morale, le droit musulman, l'histoire, l'exégèse du Coran etc ...

Ainsi, tous les centres officiels et toutes les écoles privées sont devenus des centres de diffusion de la science et de la culture parmi le peuple.

La voie que nous empruntons ne fait que suivre les enseignements illustres de notre religion qui incite au développement de la science et à sa grande diffusion. Le prophète dit à ce sujet : "apprendre et rechercher la science est le devoir de chaque musulman."

--

(Suivent quelques citations du Coran et du Hadith pour appuyer cette idée).

--

Si la révolution culturelle s'est fixé comme but de forger une nouvelle personnalité algérienne chez chaque individu, la révolution industrielle, de son côté, est en train de bâtir un Etat fort qui ne comptera que sur lui-même et qui exploitera lui-même ses propres richesses en comptant sur ce que Dieu a octroyé comme possibilités et richesses à ce pays et sans que les bords en avant de l'Algérie dépendent de la volonté des étrangers. D'où la nécessité de bâtir une économie nationale for-

te en recouvrant nos droits sur l'exploitation de nos richesses naturelles. Ainsi, les décrets du 24 février 1971 représentent un exemple de ce combat que nous avons mené pour construire l'économie nationale qui est le pilier essentiel d'une société musulmane indépendante et d'un Etat musulman moderne.

Frères croyants !

Malgré le fait que nous vivons cette semaine dans le souvenir et la commémoration d'un de nos plus grands jours, notre pays tout entier se prépare à fêter le 10ème anniversaire de notre indépendance et de la purification de notre sol des souillures de l'occupant.

S'il est juste pour nous de fêter nos anniversaires éternels, il nous faut aussi regarder le présent afin de voir clairement la voie que nous suivons aujourd'hui. Notre pays suit actuellement la voie de la révolution qui est à la fois une révolution culturelle, industrielle et agraire. Les jours passés, on a assisté à la réussite de la révolution culturelle qui a consisté en la mise en place de trois universités, d'un grand nombre de lycée et collèges et d'écoles primaires, ainsi qu'un nombre important d'écoles d'enseignement religieux. Enfin, on assiste à la première phase de la construction de la faculté de droit musulman de Constantine (1) qui sera le premier élément d'une université islamique complète avec ses diverses facultés. Notre pays assiste également à la réussite de la révolution industrielle qui se caractérise par les réalisations nombreuses et la construction d'une économie nationale solide.

Ces jours-ci, enfin, nous assistons à la réussite de la révolution agraire par laquelle se réalisera la justice de Dieu dans la distribution des richesses et se réalisera le socialisme islamique humain qui a déterminé dans les biens des riches la partie qui devait revenir aux pauvres et qui a refusé que la pauvreté se transmette par héritage, comme il a refusé également que la richesse se transmette par héritage. Ce même socialisme islamique refuse nettement qu'une partie de la population vive dans l'aisance et qu'une autre partie vive dans la misère. Le prophète Mohamed dit : "celui qui a une monture en trop qu'il la mette à la disposition de celui qui n'en n'a pas.. Celui qui a des provisions en surplus qu'il les donne à celui qui n'en n'a pas."

Ce caractère noble de l'Islam, on l'observe chez notre peuple. Ainsi, c'est avec grand enthousiasme que nos compatriotes distribuent volontairement de leurs biens au profit de leurs frères pauvres et nécessiteux.

Croyez en Dieu, Frères croyants, et que chacun de vous, là où il se trouve, soit un soldat honnête au service de sa patrie, de sa nation, de sa religion et de son arabisme, car Dieu a dit : "Dieu est avec ceux qui croient en lui et qui font le bien."

(1) Il s'agit de la Mosquée Emir Abdelkader, encore en chantier arrêté.

--



DANS LES PROCHAINS NUMEROS ..

- DOSSIER SUR LES FINANCES EN ALGERIE
- LE DEUXIEME PLAN QUADRIENNAL
- LA REVOLUTION AGRAIRE
- VIETNAM : LA VICTOIRE DU PEUPLE ..
- CHILI : une étude .

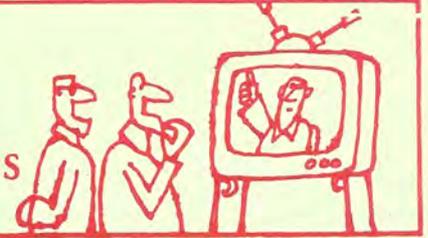
ET NOS RUBRIQUES HABITUELLES ..

- CHRONOLOGIE .. ACTUALITE'
- DOSSIER IDEOLOGIE DOMINANTE
- LA PRESSE INTERNATIONALE ET LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE



EN VRAC

nouvelles et commentaires



Il y a plus d'un an, un glissement de terrain détruit, à Constantine, un bidonville le "terrain Sabatier" laissant sans abri des centaines de familles. Ces personnes ne sont toujours pas relogées et un lecteur d'El Moudjahid du 21-22 janvier 1973 le rappelle : "Actuellement, nous résidons, ma famille et moi, qui compte neuf personnes, au 2ème sous-sol de l'immeuble se trouvant à proximité de la route nationale n° 3 (Carrefour de Sidi Mabrouk) dans un grand local non conforme aux règles d'hygiène, que nous partageons avec deux autres familles sinistrées comptant 16 personnes, y compris naturellement tout le mobilier, linge, etc ... Je tiens à préciser également qu'à l'heure actuelle, nous sommes exposés à toutes les intempéries, maladies, et à tout ce qui peut nuire notamment à notre santé." Et ce lecteur signale "tous nos appels sont restés lettre morte."

Ce témoignage est confirmé par une lettre de janvier 1973 que nous avons reçue du pays avec les photos ci-contre. On peut y lire :

"A Constantine, dans un garage de la rue de Sétif (avenue Aouati Mustapha), 34 familles vivent depuis près d'un an et un mois. Il s'agit de certaines familles qui logeaient auparavant dans la cité Sabatier où avait eu lieu un glissement de terrain. Les conditions dans lesquelles ces familles vivent sont catastrophiques. Réparties sur les deux étages du garage, les cloisons entre ces familles sont constituées de cartons et morceaux de feraille.

Les sinistrés de la même cité qui vivent actuellement à Oued El Had (Cité Abbas) sont toujours sous les tentes alors que la température actuelle à Constantine est de - 1°, et que la pluie et la neige n'arrêtent pas de tomber."

En fait, il ne s'agit pas là de négligence ou de lenteur bureaucratique, mais d'une volonté délibérée de l'A.P.C. qui espère ainsi repousser vers les campagnes les habitants des bidonvilles. Ces derniers, inquiètent par

leur développement (provoqué par la propagande faite autour de "l'usine" de la Sonacome) les autorités qui cherchent depuis toujours un moyen de les supprimer ; la catastrophe du terrain Sabatier ne pouvait que les servir. Les habitants du bidonville n'ont en général pas été recasés et ceux qui ont "bénéficié" de mesures d'urgence ont eu droit à des tentes loin de la ville.

